

**GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION  
GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN  
GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN**

**REGION DE BRUXELLES-CAPITALE — BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST**

**REGION DE BRUXELLES-CAPITALE**

[C – 2023/41614]

**30 MARS 2023. — Ordonnance relative à l'accessibilité des terminaux en libre-service interactifs des transports urbains et régionaux**

Le Parlement de la Région de Bruxelles-Capitale a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

**TITRE I<sup>ER</sup> — Dispositions générales**

**CHAPITRE 1<sup>ER</sup> — Objet**

**Article 1<sup>er</sup>.** La présente ordonnance règle une matière visée à l'article 39 de la Constitution.

**Art. 2.** La présente ordonnance assure la transposition partielle de la directive (UE) 2019/882 du Parlement européen et du Conseil du 17 avril 2019 relative aux exigences en matière d'accessibilité applicables aux produits et services.

**CHAPITRE 2 — Définitions**

**Art. 3.** Aux fins de la présente ordonnance et de ses arrêtés d'exécution, il faut entendre par :

1° « directive (UE) 2019/882 » : la directive (UE) 2019/882 du Parlement européen et du Conseil du 17 avril 2019 relative aux exigences en matière d'accessibilité applicables aux produits et services ;

2° « service » : toute activité économique non salariée, exercée normalement contre rémunération ;

3° « norme harmonisée » : une norme harmonisée telle que définie à l'article 2, point 1), c), du règlement (UE) n° 1025/2012 ;

4° « spécification technique » : une spécification technique telle que définie à l'article 2, point 4), du règlement (UE) n° 1025/2012 qui précise les exigences à respecter en matière d'accessibilité applicables à un produit ou un service ;

5° « prestataire de services » : opérateur économique qui s'occupe de la gestion des services urbains et régionaux ;

6° « opérateur économique » : une entité, quelle que soit son statut juridique et son mode de financement, qui exerce une activité économique ;

7° « services urbains et régionaux » : les services de transport dont l'objet principal est de répondre aux besoins de transport d'un centre urbain ou d'une région, ainsi qu'aux besoins de transport entre ce centre et les autres parties de la région ;

8° « autorité compétente » : l'autorité désignée conformément à l'article 9 ;

9° « service de contrôle » : le service créé par l'article 14 et chargé du contrôle ;

10° « personnes handicapées » : les personnes qui présentent une incapacité physique, mentale, intellectuelle ou sensorielle durable dont l'interaction avec diverses barrières peut faire obstacle à leur pleine et effective participation à la société sur la base de l'égalité avec les autres ;

11° « terminaux en libre-service interactif » : distributeurs automatiques destinés à la fourniture de services permettant au client d'assurer lui-même toutes les phases de l'acte de vente, jusqu'à la livraison des titres de transport ;

12° « personne intéressée » : toute personne physique ou morale qui justifie d'un intérêt propre, fonctionnel ou collectif à introduire une plainte auprès de l'autorité compétente.

**BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST**

[C – 2023/41614]

**30 MAART 2023. — Ordonnantie betreffende de toegankelijkheid van de inter-actieve zelfbedieningsterminals van het stads- en streekvervoer**

Het Brussels Hoofdstedelijke Parlement heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen, het geen volgt :

**TITEL I — Algemene bepalingen**

**HOOFDSTUK 1 — Onderwerp**

**Artikel 1.** Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 39 van de Grondwet.

**Art. 2.** Deze ordonnantie zorgt voor de gedeeltelijke omzetting van richtlijn (EU) 2019/882 van het Europees Parlement en de Raad van 17 april 2019 betreffende de toegankelijkheidsvoorschriften voor producten en diensten.

**HOOFDSTUK 2 — Definities**

**Art. 3.** Voor de doeleinden van deze ordonnantie en haar uitvoeringsbesluiten dient het volgende verstaan te worden onder :

1° « richtlijn (EU) 2019/882 » : richtlijn (EU) 2019/882 van het Europees Parlement en de Raad van 17 april 2019 betreffende de toegankelijkheidsvoorschriften voor producten en diensten ;

2° « dienst » : elke economische activiteit, anders dan in loondienst, die normaliter wordt verricht tegen een vergoeding ;

3° « geharmoniseerde norm » : een geharmoniseerde norm zoals gedefinieerd in artikel 2, punt 1) c) van verordening (EU) 1025/2012 ;

4° « technische specificatie » : een technische specificatie zoals gedefinieerd in artikel 2, punt 4), van verordening (EU) nr. 1025/2012, die de toegankelijkheidsvoorschriften die van toepassing zijn op een product of dienst vastlegt ;

5° « dienstverlener » : ondernemer die zich bezighoudt met het beheer van stads- en streekdiensten ;

6° « ondernemer » : een entiteit, ongeacht haar juridisch statuut en financieringswijze, die een economische activiteit uitoefent ;

7° « stads- en streekdiensten » : de vervoerdiensten met als voornaamste doel het beantwoorden aan de vervoersbehoeften van een stedelijk centrum of een streek, en aan de behoeften aan vervoer tussen dit centrum en de andere delen van de streek ;

8° « bevoegde overheid » : de overeenkomstig artikel 9 aangewezen overheid ;

9° « controledienst » : dienst opgericht via artikel 14 en belast met de controle ;

10° « personen met een handicap » : personen met langdurige fysieke, mentale, verstandelijke of zintuiglijke beperkingen die in hun interactie te kampen hebben met diverse drempels die hen kunnen beletten volledig, effectief en op voet van gelijkheid met anderen te participeren in de samenleving ;

11° « interactieve zelfbedieningsterminal » : verkoopautomaten bestemd voor de levering van diensten die de klant toelaten zelf alle fasen van de verkoop uit te voeren, tot de aflevering van de vervoersbewijzen ;

12° « belanghebbende » : iedere natuurlijke of rechtspersoon die een eigen, functioneel of collectief belang kan aantonen bij het indienen van een klacht bij de bevoegde overheid.

CHAPITRE 3 — *Champ d'application*

**Art. 4.** La présente ordonnance vise l'accessibilité des personnes handicapées aux terminaux en libre-service interactifs donnant accès aux services de transport urbains et régionaux en bus, tram et métro sur le territoire de la Région de Bruxelles-Capitale, à l'exclusion du transport par chemin de fer.

TITRE II — *Exigences d'accessibilité*CHAPITRE 1<sup>er</sup> — *Exigences*

**Art. 5.** Les services visés par la présente ordonnance doivent être conformes aux exigences en matière d'accessibilité prévues à l'annexe I.

**Art. 6. § 1<sup>er</sup>.** Les exigences en matière d'accessibilité visées à l'article 5 s'appliquent uniquement dans la mesure où la conformité :

1° n'exige pas de modification significative d'un service qui entraîne une modification fondamentale de la nature de celui-ci ; et

2° n'entraîne pas l'imposition d'une charge disproportionnée aux prestataires de services concernés.

§ 2. Les prestataires de services effectuent une évaluation afin de déterminer si la conformité avec les exigences en matière d'accessibilité visées à l'article 5 introduirait une modification fondamentale ou, sur la base des critères pertinents énoncés à l'annexe III, imposerait une charge disproportionnée, conformément au paragraphe 1<sup>er</sup> du présent article.

§ 3. Les prestataires de services apportent des preuves à l'appui de l'évaluation visée au paragraphe 2.

Ils conservent tous les résultats pertinents pendant une période de cinq ans à compter de la date de dernière fourniture d'un service, selon le cas.

À la demande du service de contrôle, les prestataires de services lui fournissent une copie de l'évaluation visée au paragraphe 2.

§ 4. Les prestataires de services qui invoquent le paragraphe 1<sup>er</sup>, point 2°, renouvellent, pour le service, l'évaluation du caractère disproportionné ou non de la charge :

1° lorsque le service proposé est modifié ; ou

2° à la demande du service de contrôle ; et

3° en tout état de cause, au moins tous les cinq ans.

§ 5. Lorsqu'ils perçoivent, aux fins de l'amélioration de l'accessibilité, un financement provenant d'autres sources que leurs ressources propres, qu'elles soient d'origine publique ou privée, un prestataire de services ne peut invoquer le paragraphe 1<sup>er</sup>, point 2°.

§ 6. Lorsque les prestataires de services invoquent le paragraphe 1<sup>er</sup> pour le service spécifique, ils en informent le service de contrôle.

CHAPITRE 2 — *Présomption de conformité des services*

**Art. 7. § 1<sup>er</sup>.** Les services conformes aux normes harmonisées ou à des parties de normes harmonisées dont les références ont été publiées au Journal officiel de l'Union européenne sont présumés conformes aux exigences en matière d'accessibilité énoncées dans la présente ordonnance et ses arrêtés d'exécution dans la mesure où ces normes ou parties de normes couvrent ces exigences.

§ 2. Les services conformes aux spécifications techniques ou à des parties de spécifications techniques sont présumés conformes aux exigences en matière d'accessibilité énoncées dans la présente ordonnance et ses arrêtés d'exécution dans la mesure où ces spécifications techniques ou parties de spécifications techniques couvrent ces exigences.

§ 3. En ce qui concerne le service visé à l'article 4 de la présente ordonnance, les exigences en matière d'accessibilité énoncées à l'annexe I de la présente ordonnance constituent des exigences d'accessibilité contraignantes au sens de l'article 53, paragraphe 1<sup>er</sup>, alinéa 5, de la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics.

§ 4. Le service dont les caractéristiques, éléments ou fonctions est conformes aux exigences en matière d'accessibilité énoncées à l'annexe I est présumé satisfaire aux obligations pertinentes en matière d'accessibilité figurant dans des actes de l'Union autres que la présente directive, pour ce qui est de ces caractéristiques, éléments ou fonctions, sauf mention contraire dans ces autres actes.

§ 5. La conformité avec des normes harmonisées et des spécifications techniques ou avec des parties de normes harmonisées et de spécifications techniques adoptées conformément aux paragraphes 1<sup>er</sup> et 2 du présent article établit une présomption de conformité avec le paragraphe 3 du présent article dans la mesure où ces normes et spécifications techniques ou ces parties de normes et de spécifications techniques satisfont aux exigences en matière d'accessibilité énoncées dans la présente ordonnance et ses arrêtés d'exécution.

HOOFDSTUK 3 — *Toepassingsgebied*

**Art. 4.** Deze ordonnantie beoogt de toegankelijkheid voor personen met een handicap van de zelfbedieningsterminals die toegang bieden tot de stads- en streekdiensten voor vervoer per bus, tram en metro op het grondgebied van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, met uitzondering van het vervoer via de spoorwegen.

TITEL II — *Toegankelijkheidsvoorschriften*HOOFDSTUK 1 — *Voorschriften*

**Art. 5.** De dienstverleningen waarop deze ordonnantie betrekking heeft, moeten voldoen aan de toegankelijkheidsvoorschriften vastgelegd in bijlage I.

**Art. 6. § 1.** De toegankelijkheidsvoorschriften vermeld in artikel 5 zijn enkel van toepassing in de mate dat de conformiteit :

1° geen ingrijpende wijziging van een dienst vergt die leidt tot een fundamentele wijziging van de aard ervan ; en

2° niet leidt tot een onevenredige last voor de betrokken dienstverleners.

§ 2. De dienstverleners voeren een evaluatie uit om te bepalen of het voldoen aan de toegankelijkheidsvoorschriften waarvan sprake in artikel 5 zou leiden tot een fundamentele wijziging of, op basis van de relevante criteria opgesomd in bijlage III, een onevenredige last zou opleggen, in overeenstemming met paragraaf 1 van dit artikel.

§ 3. De dienstverleners leggen bewijzen voor ter ondersteuning van de in paragraaf 2 bedoelde evaluatie.

Ze bewaren alle relevante resultaten gedurende vijf jaar na de datum van de laatste levering van een dienst, naargelang het geval.

Op verzoek van de controledienst bezorgen de dienstverleners deze een kopie van de in paragraaf 2 bedoelde evaluatie.

§ 4. Dienstverleners die paragraaf 1, punt 2° invoeren, hernieuwen de evaluatie van het al dan niet onevenredig karakter van de last voor de dienst :

1° als de voorgestelde dienst gewijzigd wordt ; of

2° op verzoek van de controledienst ; en

3° in elk geval minstens elke vijf jaar.

§ 5. Als dienstverleners, teneinde de toegankelijkheid te verbeteren, financiering ontvangen van andere bronnen dan hun eigen middelen, ongeacht of deze publiek of privaat zijn mogen ze paragraaf 1, punt 2° niet invoeren.

§ 6. Als dienstverleners paragraaf 1 invoeren voor de specifieke dienst, moeten ze de controledienst hiervan op de hoogte brengen.

HOOFDSTUK 2 — *Vermoeden van overeenstemming van de diensten*

**Art. 7. § 1.** Diensten die voldoen aan de geharmoniseerde normen of aan delen van geharmoniseerde normen waarvan de referenties gepubliceerd werden in het Publicatieblad van de Europese Unie worden geacht te voldoen aan de toegankelijkheidsvoorschriften vermeld in deze ordonnantie en haar uitvoeringsbesluiten in de mate dat deze normen of delen van normen deze voorschriften dekken.

§ 2. Diensten die voldoen aan de technische specificaties of aan delen van technische specificaties worden geacht te voldoen aan de toegankelijkheidsvoorschriften vermeld in deze ordonnantie en haar uitvoeringsbesluiten in de mate dat deze technische specificaties of delen van technische specificaties deze voorschriften dekken.

§ 3. Voor de diensten waarvan sprake in artikel 4 van deze ordonnantie zijn de toegankelijkheidsvoorschriften vermeld in bijlage I van deze ordonnantie dwingend toegankelijkheidsvoorschriften in de zin van artikel 53, paragraaf 1, lid 5 van de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten.

§ 4. De dienst waarvan de kenmerken, elementen of functies voldoen aan de toegankelijkheidsvoorschriften vermeld in bijlage I van deze ordonnantie wordt geacht te voldoen aan de relevante verplichtingen inzake toegankelijkheid vermeld in akten van de Unie andere dan deze richtlijn, voor wat deze kenmerken, elementen of functies betreft, behoudens andersluidende vermelding in deze andere akten.

§ 5. De overeenstemming met geharmoniseerde normen en technische specificaties of met delen van geharmoniseerde normen en technische specificaties, goedgekeurd overeenkomstig paragrafen 1 en 2 van dit artikel, doet een vermoeden van overeenstemming met paragraaf 3 van dit artikel ontstaan in de mate dat deze normen en technische specificaties of delen van geharmoniseerde normen en technische specificaties voldoen aan de toegankelijkheidsvoorschriften vermeld in deze ordonnantie en haar uitvoeringsbesluiten.

§ 6. Les services conformes aux exigences concernant la fourniture d'informations accessibles et la fourniture d'informations relatives à l'accessibilité prévues par les règlements (CE) n° 261/2004, (CE) n° 1107/2006, (CE) n° 1371/2007, (UE) n° 1177/2010 et (UE) n° 181/2011 et les actes pertinents adoptés sur la base de la directive 2008/57/CE sont réputés conformes aux exigences correspondantes prévues par la présente ordonnance et ses arrêtés d'exécution. Lorsque la présente ordonnance et ses arrêtés d'exécution prévoient des exigences supplémentaires à celles prévues dans ces règlements et ces actes, celles-ci s'appliquent dans leur intégralité.

### TITRE III — Obligations des prestataires de services

**Art. 8. § 1<sup>er</sup>.** Les prestataires de services conçoivent et fournissent des services conformément aux exigences en matière d'accessibilité visées par la présente ordonnance.

§ 2. Les prestataires de services établissent les informations nécessaires conformément à l'annexe II et expliquent comment le service satisfait aux exigences applicables en matière d'accessibilité.

Les informations sont mises à la disposition du public sous forme écrite et orale, y compris d'une façon qui est accessible aux personnes handicapées.

Les prestataires de services conservent ces informations aussi longtemps que le service est disponible.

§ 3. Les prestataires de services mettent en place des procédures afin que la fourniture du service reste conforme aux exigences visées à l'article 5.

Toute modification des caractéristiques de la fourniture du service, des exigences applicables en matière d'accessibilité et des normes harmonisées ou des spécifications techniques par rapport auxquelles est déclarée la conformité d'un service aux exigences en matière d'accessibilité, est dûment prise en considération par les prestataires de services.

§ 4. En cas de non-conformité du service, les prestataires prennent les mesures correctives nécessaires pour le mettre en conformité avec les exigences applicables en matière d'accessibilité.

En outre, lorsque le service n'est pas conforme aux exigences applicables en matière d'accessibilité, les prestataires de services en informent immédiatement le service de contrôle en fournissant des précisions, notamment, sur la non-conformité et sur toute mesure corrective prise.

§ 5. Sur demande motivée du service de contrôle, les prestataires de services lui communiquent toutes les informations nécessaires pour démontrer la conformité du service avec les exigences applicables en matière d'accessibilité.

Ils coopèrent avec le service de contrôle sur simple demande et mettent en œuvre toute mesure prise en vue de rendre le service conforme à ces exigences.

### TITRE IV — Autorité compétente

**Art. 9.** Le Gouvernement désigne l'autorité chargée de traiter les plaintes et d'infliger les sanctions administratives pour des infractions à la présente ordonnance et ses arrêtés d'exécution.

Le Gouvernement désigne, parmi les membres de l'autorité visée à l'alinéa 1<sup>er</sup>, ceux qui sont habilités à infliger les sanctions administratives prévues par l'article 17.

### TITRE V — Plaintes

#### CHAPITRE 1<sup>er</sup> — Procédure

**Art. 10. § 1<sup>er</sup>.** Toute personne intéressée peut introduire sans frais une plainte auprès de l'autorité compétente concernant une violation présumée des dispositions de la présente ordonnance. La plainte est introduite par lettre ou par voie électronique.

La plainte comporte les éléments suivants :

- 1° le cas échéant, l'identité et l'adresse du plaignant ;
- 2° le cas échéant, l'adresse électronique du plaignant ;
- 3° un exposé des faits ;
- 4° toutes les pièces que le plaignant estime nécessaires.

La plainte peut être introduite de façon anonyme. Dans ce cas, le plaignant ne sera pas tenu informé des suites que l'autorité compétente réservera à celle-ci et ne recevra pas les notifications visées à l'article 10, § 8 et § 9, et à l'article 11.

§ 6. Diensten die voldoen aan de vereisten inzake het verstrekken van toegankelijke informatie en het verstrekken van informatie betreffende de toegankelijkheid vastgelegd in verordeningen (EG) nr. 261/2004, (EG) nr. 1107/2006, (EG) nr. 1371/2007, (EU) nr. 1177/2010 en (EU) nr. 181/2011 en de relevante akten die op basis van richtlijn 2008/57/EU werden goedgekeurd, worden geacht te voldoen aan de betreffende, in deze ordonnantie en haar uitvoeringsbesluiten vastgelegde vereisten. Als deze ordonnantie en haar uitvoeringsbesluiten bijkomende vereisten vastleggen bovenop de vereisten vastgelegd in deze verordeningen en akten, zijn deze volledig van toepassing.

### TITEL III— Verplichtingen van de dienstverleners

**Art. 8. § 1.** Dienstverleners ontwerpen en leveren diensten overeenkomstig de toegankelijkheidsvoorschriften vastgelegd in deze ordonnantie.

§ 2. Dienstverleners stellen de noodzakelijke informatie op overeenkomstig bijlage II en leggen uit hoe de dienstverlening voldoet aan de toegankelijkheidsvoorschriften.

De informatie wordt schriftelijk en mondeling ter beschikking van het publiek gesteld, eveneens op een wijze die toegankelijk is voor personen met een handicap.

Dienstverleners bewaren deze informatie zolang als de dienst beschikbaar is.

§ 3. Dienstverleners voeren procedures in zodat de levering van de diensten blijft voldoen aan de vereisten van artikel 5.

Dienstverleners houden naar behoren rekening met elke wijziging van de kenmerken van de levering van de dienst, van de toepasselijke toegankelijkheidsvoorschriften en van de geharmoniseerde normen of technische specificaties ten opzichte waarvan een dienst conform de toegankelijkheidsvoorschriften is verklaard.

§ 4. Indien de dienst niet voldoet, nemen de dienstverleners de nodige corrigerende maatregelen om deze dienst te laten voldoen aan de toepasselijke toegankelijkheidsvoorschriften.

Daarnaast brengen de dienstverleners de controledienst onverwijld op de hoogte als de dienst niet voldoet aan de toepasselijke toegankelijkheidsvoorschriften, en verstrekken ze hierbij details over onder meer de niet-conformiteit en over alle genomen corrigerende maatregelen.

§ 5. Op gemotiveerd verzoek van de controledienst delen de dienstverleners alle nodige informatie mee om aan te tonen dat de diensten voldoen aan de toepasselijke toegankelijkheidsvoorschriften.

Ze werken op eenvoudig verzoek van de controledienst en voeren alle maatregelen uit die genomen worden om de dienst te laten voldoen aan deze vereisten.

### TITEL IV — Bevoegde instantie

**Art. 9.** De regering duidt de overheid aan die verantwoordelijk is voor de behandeling van klachten en het opleggen van administratieve sancties wegens inbreuken op deze ordonnantie en haar uitvoeringsbesluiten.

De regering duidt onder de leden van de autoriteit bedoeld in het eerste lid diegene aan die gemachtigd zullen zijn de administratieve sancties op te leggen waarin artikel 17 voorziet.

### TITEL V — Klachten

#### HOOFDSTUK 1 — Procedure

**Art. 10. § 1.** Elke belanghebbende persoon kan kosteloos een klacht indienen bij de bevoegde overheid betreffende een vermeende schending van de bepalingen van deze ordonnantie. De klacht wordt per brief of elektronisch ingediend.

De klacht vermeldt de volgende elementen :

- 1° in voorkomend geval, de identiteit en het adres van de klager ;
- 2° in voorkomend geval, het elektronische adres van de klager ;
- 3° een uiteenzetting van de feiten ;
- 4° alle stukken die de klager noodzakelijk acht.

De klacht mag anoniem worden ingediend. In dat geval wordt de klager niet in kennis gesteld van het gevolg dat door de bevoegde autoriteit aan de klacht is gegeven en ontvangt hij niet de in artikel 10, §§ 8 en 9 en in artikel 11 bedoelde kennisgevingen.

Un formulaire de plainte peut être défini par l'autorité compétente et mis à disposition via son site internet.

§ 2. L'autorité compétente désignée par le Gouvernement pour traiter les plaintes est le responsable du traitement des données à caractère personnel.

§ 3. Les données à caractère personnel du plaignant et des personnes visées dans la plainte ne seront traitées par l'autorité compétente que pour communiquer avec le plaignant et instruire la plainte.

§ 4. L'autorité compétente ne traite que les données à caractère personnel du plaignant et des personnes visées dans la plainte.

Elle ne traite que les catégories de données suivantes :

- les données d'identification et de contact du plaignant lorsque la plainte n'est pas anonyme ;
- les données à caractère personnel que le plaignant a communiquées dans l'exposé des faits et les pièces jointes à sa plainte.

§ 5. Les données personnelles ne sont transmises par l'autorité compétente qu'au service de contrôle. Cette communication n'a lieu que si la plainte est déclarée recevable et dans le seul but de réunir toutes les informations nécessaires à la recherche et au constat des infractions.

§ 6. Les données à caractère personnel du plaignant et des personnes visées dans la plainte sont conservées :

- lorsque l'autorité compétente décide de ne pas traiter la plainte ou décide qu'elle ne relève pas de sa compétence et la renvoie au service compétent, durant un an après la décision d'irrecevabilité prise par l'autorité compétente ;
- lorsque la plainte est déclarée recevable mais non fondée, durant un an après la décision de non-fondement prise par l'autorité compétente ;
- lorsque la plainte est déclarée fondée, durant un an après que la décision prise n'est plus susceptible d'aucun recours.

§ 7. Si l'autorité compétente considère la plainte recevable, elle le notifie par écrit au plaignant dans un délai de trente jours à dater de la réception et en informe simultanément le prestataire de services qui fait l'objet de la plainte.

§ 8. L'autorité refuse le traitement d'une plainte et déclare la plainte irrecevable :

- 1° si celle-ci est manifestement non fondée ;
- 2° si le contenu a un rapport avec des faits qui se sont produits avant le 28 juin 2025, date à laquelle la présente ordonnance est entrée en application ;
- 3° si celle-ci est identique à une précédente plainte traitée par l'autorité et ne contient aucun élément nouveau par rapport à la précédente plainte ;
- 4° si les faits sont prescrits conformément au délai visé à l'article 17, § 5.

§ 9. Si l'autorité compétente ne traite pas une plainte ou n'en poursuit pas le traitement, elle le notifie par écrit au plaignant dans un délai de trente jours à dater de la réception en mentionnant les motifs.

§ 10. Une plainte relative au service qui y est associé, qui ne relève pas de la compétence de l'autorité compétente, est renvoyée au service compétent de l'autorité régionale ou fédérale dans un délai de trente jours à compter de la réception de la plainte.

Sauf lorsque la plainte est anonyme, le plaignant en est averti par écrit dans un délai de trente jours suivant l'envoi à l'organisme mentionné dans l'alinéa 1<sup>er</sup>.

**Art. 11.** Lorsque la plainte est recevable, l'autorité compétente ordonne au service de contrôle de réunir toutes les informations nécessaires à la recherche et au constat de l'infraction supposée.

Le service de contrôle établit un rapport conformément à l'article 16.

Le délai de traitement de la plainte par le membre du personnel visé à l'article 15 est de trois mois à partir de la réception de la plainte.

Le rapport ainsi que le dossier administratif sont immédiatement transmis à l'autorité compétente.

Si l'autorité compétente conclut à une violation de la présente ordonnance, la procédure prévue aux articles 16, 18 et 19 s'applique.

Een klachtenformulier kan worden omschreven door de bevoegde autoriteit en kan via de website van die autoriteit ter beschikking worden gesteld.

§ 2. De door de regering voor de behandeling van klachten aangewezen bevoegde overheid is de verantwoordelijke voor de verwerking van de persoonsgegevens.

§ 3. De persoonsgegevens van de klager en van de in de klacht genoemde personen worden door de bevoegde autoriteit uitsluitend verwerkt ten behoeve van de communicatie met de klager en het onderzoek van de klacht.

§ 4. De bevoegde autoriteit verwerkt alleen de persoonsgegevens van de klager en van de in de klacht genoemde personen.

Zij verwerkt alleen de volgende categorieën gegevens :

- de identificatie- en contactgegevens van de klager wanneer de klacht niet anoniem is;
- persoonlijke gegevens die door de klager in het feitenrelaas en in de bijlagen bij de klacht zijn verstrekt.

§ 5. Persoonsgegevens worden door de bevoegde autoriteit uitsluitend aan de controledienst verstrekt. Deze mededeling vindt alleen plaats indien de klacht ontvankelijk wordt verklaard en met als enig doel alle informatie te verzamelen die nodig is om de strafbare feiten te onderzoeken en vast te stellen.

§ 6. De persoonsgegevens van de klager en van de in de klacht genoemde personen worden bewaard :

- wanneer de bevoegde overheid besluit de klacht niet te behandelen of besluit dat de klacht niet onder haar bevoegdheid valt en de klacht doorverwijst naar de bevoegde dienst, gedurende één jaar na het besluit van niet-ontvankelijkheid van de bevoegde overheid;
- wanneer de klacht ontvankelijk maar ongegrond is verklaard, tot één jaar na het besluit van de bevoegde overheid dat de klacht ongegrond is;
- wanneer de klacht gegrond wordt verklaard, gedurende één jaar nadat tegen de genomen beslissing geen beroep meer mogelijk is.

§ 7. Indien de bevoegde overheid een klacht als ontvankelijk beschouwt, geeft zij de klager daarvan schriftelijk kennis binnen een termijn van dertig dagen, te rekenen vanaf de ontvangst van de klacht, en brengt zij de dienstverlener die het voorwerp uitmaakt van de klacht daarvan gelijktijdig op de hoogte.

§ 8. De overheid weigert de klacht te behandelen en verklaart ze ongegrond :

- 1° als ze kennelijk niet gegrond is ;
- 2° als de inhoud verband houdt met feiten die zich hebben voorgedaan vóór 28 juni 2025, de datum waarop deze ordonnantie van toepassing is geworden ;
- 3° wanneer deze identiek is aan een eerder door de overheid behandelde klacht en geen nieuwe gegevens bevat in vergelijking met deze eerdere klacht ;
- 4° wanneer de feiten zijn verjaard overeenkomstig de termijn bedoeld in artikel 17, § 5.

§ 9. Als de bevoegde overheid een klacht niet behandelt of er geen gevolg aan geeft, geeft zij de klager daarvan schriftelijk kennis, met vermelding van de redenen, binnen een termijn van dertig dagen, te rekenen vanaf de ontvangst van de klacht.

§ 10. Een klacht met betrekking tot de dienst die ermee verband houdt maar niet tot de bevoegdheid van de bevoegde overheid behoort, wordt doorgestuurd naar de bevoegde dienst van de gewestelijke of federale overheid binnen een termijn van dertig dagen na ontvangst van de klacht.

De klager wordt hiervan schriftelijk in kennis gesteld binnen een termijn van dertig dagen na verzending naar de organisatie bedoeld in lid 1 behalve als de klacht anoniem is.

**Art. 11.** Als de klacht ontvankelijk is, geeft de bevoegde autoriteit de controledienst de opdracht alle noodzakelijke informatie voor het opsporen en vaststellen van de vermoedelijke inbreuk in te zamelen.

De controledienst stelt een rapport op overeenkomstig artikel 16.

De termijn voor de behandeling van de klacht door het in artikel 15 bedoelde personeelslid bedraagt drie maanden, te rekenen vanaf de ontvangst van de klacht.

Het rapport en het administratieve dossier worden onmiddellijk overgemaakt aan de bevoegde overheid.

Als de bevoegde overheid concludeert dat er sprake is van een schending van deze ordonnantie, is de procedure vastgelegd in artikelen 16, 18 en 19 van toepassing.

Sauf si la plainte est anonyme, l'autorité compétente informe le plaignant de la suite réservée à sa plainte au terme de l'examen de celle-ci.

Elle informe également le prestataire de services concerné dans le cas où elle ne conclut pas à une violation de la présente ordonnance et de ses arrêtés d'exécution.

**Art. 12.** Le prestataire de services répond aux demandes d'informations de l'autorité compétente dans les trente jours.

#### CHAPITRE 2 — *Représentation lors du dépôt d'une plainte*

**Art. 13. § 1<sup>er</sup>.** Une personne physique peut mandater un organe, une organisation ou une association à but non lucratif, pour qu'il introduise une plainte en son nom.

§ 2. Dans les litiges prévus au paragraphe 1<sup>er</sup>, un organe, une organisation ou une association sans but lucratif doit :

- 1° être valablement constitué conformément au droit belge ;
- 2° avoir la personnalité juridique ;
- 3° avoir des objectifs statutaires d'intérêt public ;
- 4° être actif dans le domaine de la protection des droits et libertés des personnes handicapées depuis au moins trois ans.

§ 3. L'organe, l'organisation ou l'association sans but lucratif fournit la preuve, par la présentation de ses rapports d'activités ou de toute autre pièce, que la condition visée au paragraphe 2, 4°, est remplie.

### TITRE VI — *Contrôle*

#### CHAPITRE 1<sup>er</sup> — *Service de contrôle*

**Art. 14.** Le service de contrôle est chargé de :

- 1° vérifier la conformité du service avec les exigences de la présente ordonnance, en ce compris l'évaluation visée à l'article 6 §§ 2 et 3 ;
- 2° assurer le suivi en cas de non-conformité avec les exigences énoncées dans la présente ordonnance ;
- 3° le cas échéant, vérifier que le prestataire de services a pris les mesures correctives nécessaires.

#### CHAPITRE 2 — *Personnel*

**Art. 15. § 1<sup>er</sup>.** Le Gouvernement désigne le service de contrôle qui est en charge de rechercher et constater les infractions à la présente ordonnance et ses arrêtés d'exécution.

§ 2. Afin de réunir toutes les informations nécessaires à la recherche et au constat des infractions, les membres du personnel du service visé au paragraphe 1<sup>er</sup> sont habilités à procéder à toutes les constatations, rassembler des informations, prendre des déclarations, se faire présenter des documents, pièces, livres et objets qui sont nécessaires à l'accomplissement de leur mission.

Dans le cadre des recherches visées à l'alinéa premier, le service de contrôle peut se faire assister par des prestataires externes.

§ 3. Les membres du personnel et le cas échéant les prestataires externes qui les assistent sont tenus au devoir de discrétion quant aux informations obtenues dans l'exercice de leurs missions.

§ 4. Le Gouvernement détermine le modèle des cartes de légitimation des membres du personnel du service visé au paragraphe 1<sup>er</sup>.

#### CHAPITRE 3 — *Procédure*

**Art. 16.** Les membres du personnel du service de contrôle constatent les infractions par un rapport, et ceci suite à une plainte, suite à un contrôle spontané ou sur la base des pièces du dossier administratif.

Le rapport est daté et signé par son rédacteur et ensuite transmis à l'autorité compétente.

Il mentionne au minimum :

- 1° le nom du contrevenant présumé ;
- 2° l'infraction et sa base juridique, le cas échéant ;
- 3° le lieu, la date et l'heure de la constatation de l'infraction, le cas échéant.

Na afloop van het onderzoek van de klacht, informeert de bevoegde overheid de klager van het gevolg dat eraan wordt gegeven behalve als de klacht anoniem is.

Ze brengt eveneens de betrokken dienstverlener op de hoogte indien ze tot de conclusie komt dat er geen schending is van deze ordonnantie en de bijhorende uitvoeringsbesluiten.

**Art. 12.** De dienstverlener beantwoordt de verzoeken om informatie van de bevoegde overheid binnen dertig dagen.

#### HOOFDSTUK 2— *Vertegenwoordiging bij de indiening van een klacht*

**Art. 13. § 1.** Een fysiek persoon kan een orgaan, een organisatie of een vereniging zonder winstoogmerk volmacht geven om een klacht in zijn naam in te dienen.

§ 2. In geval van de geschillen vastgelegd in paragraaf 1, moet een orgaan, een organisatie of een vereniging zonder winstoogmerk :

- 1° op geldige wijze zijn opgericht in overeenstemming met de Belgische wetgeving ;
- 2° rechtspersoonlijkheid bezitten ;
- 3° statutaire doelstellingen van openbaar belang hebben ;
- 4° al minstens drie jaar actief zijn op het gebied van bescherming van de rechten en vrijheden van personen met een handicap.

§ 3. Het orgaan, de organisatie of vereniging zonder winstoogmerk levert het bewijs dat voldaan is aan de voorwaarde vermeld in paragraaf 2, 4°, door de voorlegging van haar activiteitenverslagen of elk ander stuk.

### TITEL VI — *Controle*

#### HOOFDSTUK 1 — *Controledienst*

**Art. 14.** De controledienst :

- 1° controleert of de dienst voldoet aan de vereisten van deze ordonnantie, met inbegrip van de evaluatie vermeld in artikel 6, §§ 2 en 3 ;
- 2° garandeert de opvolging bij non-conformiteit met betrekking tot de vereisten vermeld in deze ordonnantie ;
- 3° gaat in voorkomend geval na of de dienstverlener de nodige corrigerende maatregelen heeft genomen.

#### HOOFDSTUK 2 — *Personeel*

**Art. 15. § 1.** De regering duidt de controledienst aan die instaat voor het opsporen en vaststellen van inbreuken op deze ordonnantie en haar uitvoeringsbesluiten.

§ 2. Om alle noodzakelijke informatie te verzamelen voor de opsporing en de vaststelling van inbreuken zijn de personeelsleden van de in de eerste paragraaf bedoelde dienst gemachtigd om alle vaststellingen te doen, informatie te verzamelen, verklaringen af te nemen en zich documenten, stukken, boeken en voorwerpen te doen voorleggen die noodzakelijk zijn voor de vervulling van hun opdracht.

In het kader van de in de eerste paragraaf bedoelde opsporingen kan de controledienst zich laten bijstaan door externe dienstverleners.

§ 3. De personeelsleden en in voorkomend geval de externe dienstverleners die hen bijstaan zijn gebonden door de plicht tot geheimhouding wat betreft de informatie verkregen bij de uitoefening van hun opdrachten.

§ 4. De regering bepaalt het model van de legitimatiekaarten van de personeelsleden van de in paragraaf 1 bedoelde dienst.

#### HOOFDSTUK 3 — *Procedure*

**Art. 16.** De personeelsleden van de controledienst stellen de inbreuken vast via een verslag en dit naar aanleiding van een klacht, een spontane controle of op basis van stukken uit het administratieve dossier.

Het rapport wordt gedateerd en ondertekend door de opsteller en vervolgens overgemaakt aan de bevoegde overheid.

Het vermeldt minstens :

- 1° de naam van de vermoedelijke overtreder ;
- 2° in voorkomend geval, de inbreuk en de juridische grondslag ;
- 3° in voorkomend geval, de plaats, de datum en het uur van de vaststelling van de inbreuk.

**TITRE VII. — Sanctions administratives****CHAPITRE 1<sup>er</sup> — Principes**

**Art. 17. § 1<sup>er</sup>.** Sous les conditions déterminées dans le présent article, une amende administrative peut être infligée pour les comportements suivants :

1° le non-respect de l'obligation contenue dans l'article 8, § 1<sup>er</sup>, est puni d'une amende comprise entre 10.000 et 16.000 euros ;

2° le non-respect de l'obligation contenue dans l'article 8, § 2, est puni d'une amende comprise entre 5000 et 8000 euros ;

3° le non-respect de l'obligation contenue dans l'article 8, § 3, est puni d'une amende comprise entre 2.500 et 4.000 euros ;

4° le non-respect de l'obligation contenue dans l'article 8, § 4, est puni d'une amende comprise entre 5.000 et 8.000 euros ;

5° le non-respect de l'obligation contenue dans l'article 8, § 5, est puni d'une amende comprise entre 1.250 et 2.000 euros ;

6° le non-respect de l'obligation contenue dans l'article 6 est puni d'une amende comprise entre 2.500 et 4.000 euros.

§ 2. L'autorité compétente peut, s'il existe des circonstances atténuantes, infliger une amende administrative inférieure aux montants minima visés au paragraphe 1<sup>er</sup>.

§ 3. En cas de concours de plusieurs des infractions visées au paragraphe 1<sup>er</sup>, les montants des amendes sont cumulés, sans que le montant total puisse excéder le double du montant maximal de l'amende administrative la plus lourde.

§ 4. En cas de récidive dans les deux ans qui suivent une décision infligeant une amende administrative sur la base de la présente ordonnance, la nouvelle amende administrative ne peut être plus basse que le double de l'amende qui a été infligée précédemment en raison d'une même infraction, sauf si l'autorité compétente estime que des circonstances atténuantes peuvent être prises en considération.

§ 5. Le délai de prescription pour l'infligence d'une amende administrative est fixé à trois ans à partir de la date de commission des faits.

**CHAPITRE 2 — Procédure**

**Art. 18. § 1<sup>er</sup>.** Si, sur la base du rapport visé à l'article 16 et de son examen du dossier administratif, une des infractions visées à l'article 17, § 1<sup>er</sup>, est constatée, l'autorité compétente notifie à l'intéressé, dans un délai de trente jours après réception du rapport visé à l'article 16, son intention de lui infliger une amende administrative par un envoi recommandé avec accusé de réception.

§ 2. Ce courrier est accompagné d'une copie du rapport visé à l'article 16 et expose :

1° les faits pour lesquels une procédure d'amende administrative est entamée ;

2° les jours et les heures pendant lesquels il a le droit de consulter son dossier ;

3° le droit de se faire assister par un conseil ;

4° la possibilité d'envoyer par envoi recommandé à l'autorité compétente, dans un délai de quarante-cinq jours à compter de la date de la notification, ses moyens de défense et, éventuellement, une demande d'audition.

§ 3. Si l'autorité compétente reçoit une demande conformément au paragraphe 2, 4°, elle dispose de trente jours à compter de la réception de cette demande pour notifier à l'intéressé par envoi recommandé la date de la séance d'audition.

La séance d'audition doit avoir lieu entre le quinzième et au plus tard, le trentième jour suivant l'envoi de cette notification.

§ 4. Lorsqu'une audition de l'intéressé a lieu, un rapport de cette audition est rédigé et versé au dossier administratif.

L'intéressé en reçoit également une copie.

**Art. 19.** Au plus tôt après le délai de trente jours visé à l'article 18, § 1<sup>er</sup>, ou, le cas échéant, après l'audition de l'intéressé, l'autorité compétente prend une décision relative aux faits qui font l'objet de la procédure. Elle notifie cette décision à l'intéressé par envoi recommandé.

La décision infligeant une amende administrative indique son montant ainsi que les voies de recours possibles contre la décision.

**TITEL VII — Administratieve sancties****HOOFDSTUK 1 — Principes**

**Art. 17. § 1.** Er kan een administratieve boete worden opgelegd voor de volgende gedragingen en onder de in dit artikel bepaalde voorwaarden :

1° de niet-naleving van de verplichting van artikel 8, § 1, wordt bestraft met een boete van 10.000 tot 16.000 euro ;

2° de niet-naleving van de verplichting van artikel 8, § 2, wordt bestraft met een boete van 5.000 tot 8.000 euro ;

3° de niet-naleving van de verplichting van artikel 8, § 3, wordt bestraft met een boete van 2.500 tot 4.000 euro ;

4° de niet-naleving van de verplichting van artikel 8, § 4, wordt bestraft met een boete van 5.000 tot 8.000 euro ;

5° de niet-naleving van de verplichting van artikel 8, § 5, wordt bestraft met een boete van 1.250 tot 2.000 euro ;

6° de niet-naleving van de verplichting van artikel 6 wordt bestraft met een boete van 2.500 tot 4.000 euro.

§ 2. Wanneer er verzachtende omstandigheden zijn, kan de bevoegde overheid een administratieve boete opleggen die lager is dan de in paragraaf 1 vermelde minimumbedragen.

§ 3. Bij samenloop van verscheidene in paragraaf 1 bedoelde inbreuken worden de bedragen van de administratieve boeten samen-gevoegd, zonder dat zij het dubbele van het maximumbedrag van de zwaarste administratieve geldboete mogen overschrijden.

§ 4. In geval van herhaling binnen de twee jaar volgend op een beslissing om een administratieve boete op te leggen op basis van deze ordonnantie, mag de nieuwe administratieve boete niet lager zijn dan het dubbele van de boete die vroeger wegens eenzelfde inbreuk werd opgelegd, tenzij de bevoegde overheid van oordeel is dat er verzachtende omstandigheden kunnen in aanmerking genomen worden.

§ 5. De verjaringstermijn voor het opleggen van een administratieve boete wordt vastgelegd op drie jaar vanaf de datum waarop de feiten zijn gepleegd.

**HOOFDSTUK 2 — Procedure**

**Art. 18. § 1.** Als op grond van het in artikel 16 bedoelde rapport en van haar onderzoek van het administratieve dossier, een van de inbreuken vermeld in artikel 17, § 1, wordt vastgesteld, stelt de bevoegde overheid de betrokkene per aangetekende zending met ontvangstbewijs binnen een termijn van dertig dagen na de ontvangst van het rapport bedoeld in artikel 16 in kennis van haar intentie om hem een administratieve boete op te leggen.

§ 2. Dit schrijven gaat vergezeld van een kopie van het rapport waarvan sprake in artikel 16 en vermeldt het volgende :

1° de feiten waarvoor een procedure van administratieve boete opgestart is ;

2° de dagen en uren waarop hij het recht heeft om zijn dossier te consulteren ;

3° het recht om zich te laten bijstaan door een raadsman ;

4° de mogelijkheid om binnen de vijftien dagen na de datum van de kennisgeving zijn verweermiddelen en, eventueel, het verzoek om te worden gehoord per aangetekende zending over te maken aan de bevoegde overheid.

§ 3. Indien de bevoegde overheid een verzoek ontvangt overeenkomstig paragraaf 2, 4°, beschikt ze over dertig dagen, te rekenen vanaf de ontvangst van dit verzoek, om de betrokkene per aangetekende zending in kennis te stellen van de datum van de hoorzitting.

De hoorzitting moet plaatsvinden na de vijftiende en uiterlijk op de dertigste dag na de verzending van deze kennisgeving.

§ 4. Wanneer de betrokkene wordt gehoord, wordt een verslag van dit verhoor opgesteld en toegevoegd aan het administratieve dossier.

De betrokkene ontvangt er eveneens een kopie van.

**Art. 19.** De bevoegde overheid neemt ten vroegste na afloop van de in artikel 18, § 1 bedoelde termijn van dertig dagen of, in voorkomend geval, na het horen van de betrokkene, een beslissing betreffende de feiten die het voorwerp uitmaken van de procedure. Zij geeft kennis van deze beslissing aan de belanghebbende bij aangetekende zending.

De beslissing die een administratieve geldboete oplegt, vermeldt het bedrag ervan, alsook de mogelijke rechtsmiddelen tegen de beslissing.

**Art. 20.** L'intéressé peut introduire un recours par requête écrite auprès du tribunal de police, selon la procédure civile, dans le mois de la notification de la décision.

Le tribunal de police statue dans le cadre d'un débat contradictoire et public, sur le recours introduit contre la sanction administrative.

Il juge de la légalité et de la proportionnalité de l'amende imposée. Il peut soit confirmer, soit réformer la décision prise par l'autorité.

La décision du tribunal de police n'est pas susceptible d'appel.

#### TITRE VIII — Dispositions transitoires

**Art. 21.** § 1<sup>er</sup>. Les contrats de services convenus avant le 28 juin 2025 peuvent courir sans modification jusqu'à expiration, mais pas plus que cinq ans à compter de ladite date.

§ 2. Les terminaux en libre-service utilisés légalement par les prestataires de services pour fournir des services avant le 28 juin 2025 peuvent continuer à être utilisés pour fournir des services similaires jusqu'au 28 juin 2035 et au plus tard vingt ans après leur mise en service.

#### TITRE IX — Disposition finale

**Art. 22.** La présente ordonnance entre en vigueur le 28 juin 2025.

Promulguons la présente ordonnance, ordonnons qu'elle soit publiée au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 30 mars 2023.

Le Ministre-Président du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé du Développement territorial et de la Rénovation urbaine, du Tourisme, de la Promotion de l'Image de Bruxelles et du Biculturel d'intérêt régional,

R. VERVOORT

La Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargée de la Mobilité, des Travaux publics et de la Sécurité routière,

E. VAN den BRANDT

Le Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale chargé de la Transition climatique, de l'Environnement, de l'Énergie et de la Démocratie participative,

A. MARON

Le Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé des Finances, du Budget, de la Fonction publique, de la Promotion du Multilinguisme et de l'Image de Bruxelles,

S. GATZ

Le Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé de l'Emploi et de la Formation professionnelle, de la Transition numérique et des Pouvoirs locaux,

B. CLERFAYT

\_\_\_\_\_  
Note

*Documents du Parlement:*

*Session ordinaire 2022-2023*

A-651/1 Projet d'ordonnance

A-651/2 Rapport

*Compte rendu intégral:*

Discussion et adoption: séance du vendredi 24 mars 2023

**Art. 20.** De betrokkene kan middels een verzoekschrift een beroep instellen bij de politierechtbank, volgens de burgerlijke procedure, binnen een maand na kennisgeving van de beslissing.

De politierechtbank doet uitspraak over het beroep ingesteld tegen de administratieve sanctie in het kader van een tegensprekelijk en openbaar debat.

Ze oordeelt over de wettigheid en de proportionaliteit van de opgelegde boete. Ze kan de beslissing van de overheid ofwel bevestigen ofwel tenietdoen.

Er is geen beroep mogelijk tegen de beslissing van de politierechtbank.

#### TITEL VIII — Overgangsbepalingen

**Art. 21.** § 1. Dienstenovereenkomsten gesloten vóór 28 juni 2025 kunnen blijven lopen zonder wijziging tot aan hun vervaldatum, maar niet langer dan vijf jaar na voormelde datum.

§ 2. Zelfbedieningsterminals die voor 28 juni 2025 wettig gebruikt worden door dienstverleners om diensten te verstrekken, mogen verder worden gebruikt tot 28 juni 2035 om gelijkaardige diensten te verstrekken en tot uiterlijk twintig jaar na hun indienststelling.

#### TITEL IX — Slotbepaling

**Art. 22.** Deze ordonnantie treedt in werking op 28 juni 2025.

Kondigen deze ordonnantie af, bevelen dat ze in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 30 maart 2023.

De Minister-President van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Territoriale Ontwikkeling en Stadsvernieuwing, Toerisme, de promotie van het Imago van Brussel en Biculturele zaken van gewestelijk belang,

R. VERVOORT

De Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Mobiliteit, Openbare Werken en Verkeersveiligheid,

E. VAN den BRANDT

De Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Klimaattransitie, Leefmilieu, Energie en Participatieve Democratie,

A. MARON

De Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Financiën, Begroting, Openbaar Ambt, de Promotie van Meertaligheid en van het Imago van Brussel,

S. GATZ

De Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Werk en Beroepsopleiding, Digitalisering en de Plaatselijke Besturen,

B. CLERFAYT

\_\_\_\_\_  
Nota

*Documenten van het Parlement:*

*Gewone zitting 2022-2023*

A-651/1 Ontwerp van ordonnantie

A-651/2 Verslag

*Integraal verslag:*

Bespreking en aanneming: vergadering van vrijdag 24 maart 2023

## Annexes

### Annexe 1 Exigences en matière d'accessibilité des terminaux en libre-service des opérateurs de transport urbains et régionaux

Exigences en matière d'accessibilité liées au service relevant de la présente ordonnance conformément à l'article 5, paragraphe 1.

#### *Section 1<sup>re</sup> – Fournitures d'information sur les fonctionnalités et les caractéristiques d'accessibilité des terminaux en libre-service*

Afin de garantir une utilisation prévisible optimale par les personnes handicapées, des informations relatives au fonctionnement et aux caractéristiques d'accessibilité du terminal en libre-service, y compris les modalités d'activation des fonctions d'accessibilité, doivent être mises à disposition du public via les canaux et selon les modalités suivantes :

- a) dans la mesure du possible, au moyen d'un affichage matériel sur le terminal lui-même. Ces informations doivent en l'occurrence :
  - i) être présentées de façon compréhensible ;
  - ii) être présentées en utilisant une police de caractères de taille et de forme appropriées compte tenu des conditions d'utilisation prévisibles, ainsi qu'un contraste suffisant ;
- b) lors de l'utilisation du terminal, ainsi que sur le site Internet et/ou l'application de l'opérateur de transport et, dans la mesure du possible, au moyen d'une brochure papier. Ces informations doivent en l'occurrence répondre aux exigences suivantes :
  - i) être disponibles au moyen de plusieurs canaux sensoriels ;
  - ii) être présentées de façon compréhensible ;
  - iii) être présentées en utilisant une police de caractères de taille et de forme appropriées compte tenu des conditions d'utilisation prévisibles, ainsi qu'un contraste suffisant, et en ménageant un espace ajustable entre les lettres, les lignes et les paragraphes ;
  - iv) être disponibles, en ce qui concerne leur contenu, dans des formats texte permettant de générer d'autres formats auxiliaires pouvant être présentés de différentes manières et par l'intermédiaire de plusieurs canaux sensoriels ;
  - v) être accompagnées d'une présentation de substitution de tout contenu non textuel.

Les informations mises à disposition lors de l'utilisation du terminal, sur le site Internet ou l'application de l'opérateur de transport et au moyen d'une brochure papier doivent comprendre une description :

- i) des fonctionnalités du produit. Des fonctions adaptées aux besoins des personnes handicapées sont proposées conformément au point 2 ; la description indique, pour chacun des éléments énumérés au point 2, si le produit présente ces caractéristiques ;
- ii) de l'interface utilisateur du produit (manipulation, commande et retour d'informations, entrée-sortie) conformément à la section 2 de la présente annexe ; la description indique, pour chacun des éléments énumérés à la section 2, si le produit présente ces caractéristiques ;
- iii) de l'interfaçage logiciel et matériel du produit avec des dispositifs d'assistance.

Les services d'assistance des opérateurs de transport doivent être en mesure de fournir, à la demande d'une personne handicapée, des

## Bijlagen

### Bijlage 1 Vereisten inzake de toegankelijkheid van de zelfbedieningsterminals van de operatoren van stedelijk en gewestelijk vervoer

Vereisten inzake toegankelijkheid in verband met de dienstverlening die onder deze ordonnantie gaat, in overeenstemming met artikel 5, paragraaf 1.

#### *Afdeling I – Informatieverstrekking over de werking en toegankelijkheidseigenschappen van de zelfbedieningsterminals*

Om een optimaal voorspelbaar gebruik door personen met een handicap te garanderen moet er informatie over de werking en de toegankelijkheidseigenschappen van de zelfbedieningsterminal ter beschikking gesteld worden van het publiek via de volgende kanalen en op de volgende manieren :

- a) in de mate van het mogelijke via materiële affichering op de terminal zelf. Die informatie moet :
  - i) begrijpelijk worden voorgesteld ;
  - ii) worden voorgesteld met een gepaste lettergrootte en -vorm, rekening houdend met de voorwaarden inzake een voorspelbaar gebruik, alsook voldoende contrast ;
- b) bij het gebruik van de terminal, alsook op de website en/of applicatie van de vervoersoperator en, in de mate van het mogelijke, als een papieren brochure. Die informatie moet voldoen aan de volgende eisen :
  - i) beschikbaar zijn via meerdere zintuigkanalen ;
  - ii) begrijpelijk worden voorgesteld ;
  - iii) worden voorgesteld met een gepaste lettergrootte en -vorm, rekening houdend met de voorwaarden inzake een voorspelbaar gebruik, alsook voldoende contrast, en met aanpasbare ruimte tussen de letters, regels en paragrafen ;
  - iv) beschikbaar zijn, wat de inhoud betreft, in tekstformaten die het mogelijk maken andere hulpformaten te genereren die op verschillende manieren kunnen worden voorgesteld, en via meerdere zintuigkanalen ;
  - v) vergezeld zijn van een alternatieve voorstelling van alle inhoud die geen tekst is.

De informatie die ter beschikking wordt gesteld bij het gebruik van de terminal, op de website of op de applicatie van de vervoersoperator en via een papieren brochure moeten een beschrijving omvatten :

- i) van de werking van het product. Functies aangepast aan de behoeften van personen met een handicap worden aangeboden in overeenstemming met punt 2 ; de beschrijving geeft voor elk element opgesomd in punt 2 aan of het product deze eigenschappen vertoont ;
- ii) van de gebruikersinterface van het product (manuele bediening, besturing en feedback, ingang-uitgang) in overeenstemming met afdeling 2 van deze bijlage ; de beschrijving geeft voor elk element opgesomd in afdeling 2 aan of het product deze eigenschappen vertoont ;
- iii) van de software- en hardware-interface van het product met hulpvoorzieningen.

De hulpdiensten van de vervoersoperatoren moeten in staat zijn op vraag van een persoon met een handicap informatie te verschaffen over

informations sur l'accessibilité des terminaux en libre-service et sur leur compatibilité avec les technologies d'assistance, et ce, via des modes de communication accessibles.

**Section II – Conception de l'interface utilisateur et des fonctionnalités des terminaux en libre-service**

L'interface du terminal en libre-service comporte des caractéristiques, des éléments et des fonctions permettant aux personnes handicapées d'accéder au produit, de le percevoir, de l'utiliser, de le comprendre et de le commander, en veillant aux aspects suivants :

- i) le terminal permet l'utilisation d'un casque personnel ;
- ii) le terminal intègre une technologie de synthèse vocale de texte ;
- iii) le terminal prévoit un interfaçage logiciel et matériel avec les technologies d'assistance ;
- iv) lorsque le temps de réponse est limité, le terminal transmet à l'utilisateur un signal par l'intermédiaire de plusieurs canaux sensoriels ;
- v) le terminal donne la possibilité de prolonger le temps de réponse ;
- vi) le terminal garantit la cohérence des fonctionnalités et prévoit un laps de temps suffisant et flexible pour l'interaction ;
- vii) lorsque des touches et boutons de commande sont disponibles, le terminal présente un contraste suffisant et perceptibles au toucher ;
- viii) lorsque le terminal utilise des signaux audio ou auditifs, il est compatible avec des dispositifs et technologies d'assistance disponibles au niveau de l'Union européenne, y compris des technologies auditives, telles que des appareils auditifs, boucles auditives, implants cochléaires et dispositifs d'aide à l'audition ;
- ix) lorsque le terminal permet la communication, y compris la communication interpersonnelle, l'utilisation, la fourniture d'informations, la commande et l'orientation, ces fonctions sont disponibles au moyen de plusieurs canaux sensoriels, notamment en proposant des solutions de substitution à la vision, à l'audition, à la parole et au toucher ;
- x) lorsque le terminal utilise la parole, des solutions de substitution à la parole et à l'intervention vocale sont proposées pour la communication, l'utilisation, la commande et l'orientation ;
- xi) lorsque le terminal utilise des éléments visuels, des fonctions flexibles d'agrandissement, de réglage de la luminosité et de contraste sont proposées et il est veillé à l'interopérabilité avec des programmes et des dispositifs d'assistance pour explorer l'interface ;
- xii) lorsque le terminal utilise des couleurs pour transmettre des informations, indiquer une action, demander une réponse ou signaler des éléments, une solution de substitution à la couleur est proposée.

de toegankelijkheid van de zelfbedieningsterminals en de compatibiliteit ervan met hulptechnologie, en dit via toegankelijke communicatiewijzen.

**Afdeling II – Ontwerp van de gebruikersinterface en van de werking van de zelfbedieningsterminals**

De interface van de zelfbedieningsterminal omvat eigenschappen, elementen en functies die personen met een handicap toegang bieden tot het product en hen in staat stellen het gewaar te worden, te gebruiken, te begrijpen en te bedienen, waarbij gelet wordt op de volgende aspecten :

- i) de terminal laat toe de eigen hoofdtelefoon te gebruiken ;
- ii) de terminal integreert een technologie die tekst vocaal weergeeft ;
- iii) de terminal voorziet in een software- en hardware-interface met hulptechnologie ;
- iv) als de antwoordtijd beperkt is, geeft de terminal de gebruiker een signaal via meerdere zintuigkanalen ;
- v) de terminal biedt de mogelijkheid de antwoordtijd te verlengen ;
- vi) de terminal garandeert de samenhang van de werking en zorgt voor een tijdsinterval dat volstaat en flexibel is voor de interactie ;
- vii) als er bedieningstoetsen en -knoppen beschikbaar zijn, biedt de terminal voldoende en voelbaar contrast ;
- viii) als de terminal geluids- of gehoorsignalen gebruikt, is dit compatibel met de hulpvoorzieningen en -technologie die beschikbaar is in de Europese Unie, met inbegrip van gehoorstechnologie zoals gehoorapparaten, ringleidingen, gehoorimplantaten en gehoorondersteunende voorzieningen ;
- ix) als de terminal communicatie toestaat, met inbegrip van communicatie tussen personen, het gebruik, het verstrekken van informatie, de bediening en oriëntering, dan zijn die functies beschikbaar via meerdere zintuigkanalen, in het bijzonder door zicht-, gehoor-, stem- en aanrakingsvervangende oplossingen voor te stellen ;
- x) als de terminal spraak gebruikt, worden alternatieve oplossingen voor spraak en gesproken tussenkomsten voorgesteld voor de communicatie, het gebruik, de bediening en de oriëntering ;
- xi) als de terminal visuele elementen gebruikt, worden er flexibele functies aangeboden om te vergroten, de lichtsterkte en het contrast bij te stellen, en wordt er gelet op de interoperabiliteit met hulpprogramma's en -voorzieningen om de interface te verkennen ;
- xii) als de terminal kleuren gebruikt om informatie door te geven, een actie aan te geven, een antwoord te vragen of elementen aan te duiden, dan wordt een kleurvervangende oplossing voorgesteld.

**Annexe 2**  
**Informations sur les services conformes**  
**aux exigences en matière d'accessibilité**

Exigences en matière d'accessibilité liées au service relevant de la présente ordonnance conformément à l'article 8, paragraphe 2.

1. Le prestataire de services décrit les exigences applicables, ainsi que le fonctionnement du service. Outre l'information du consommateur exigée en vertu du livre XIV du Code de droit économique, cette documentation comporte, le cas échéant, les éléments suivants :

- a) une description générale du service dans des formats accessibles ;
- b) les descriptions et explications nécessaires pour comprendre le fonctionnement du service ;
- c) une description de la manière dont les exigences en matière d'accessibilité prévues à l'annexe I sont remplies par le service.

2. Pour satisfaire aux exigences du point 1 de la présente annexe, le prestataire de services peut appliquer entièrement ou en partie les normes harmonisées et les spécifications techniques dont les références ont été publiées au Journal officiel de l'Union européenne.

3. Le prestataire de services fournit des informations démontrant que le procédé de prestation du service et le suivi de celui-ci assurent sa conformité avec le point 1 de la présente annexe et avec les exigences applicables de la présente ordonnance.

**Bijlage 2**  
**Informatie over diensten conform de**  
**toegankelijkheidsvoorschriften**

Toegankelijkheidsvoorschriften overeenkomstig artikel 8, § 2 voor de dienst die onder deze ordonnantie valt.

1. De dienstverlener beschrijft de geldende voorschriften en de werking van de dienst. Naast de informatie die krachtens boek XIV van het Wetboek van economisch recht aan de consument moet worden verschaft, bevat deze documentatie in voorkomend geval de volgende elementen :

- a) een in toegankelijke formats weergegeven algemene beschrijving van de dienst ;
- b) de beschrijvingen en toelichtingen die nodig zijn om te begrijpen hoe de dienst werkt ;
- c) een beschrijving van de manier waarop de dienst aan de toepasselijke toegankelijkheidsvoorschriften uit bijlage I voldoet.

2. Om aan punt 1 van deze bijlage te voldoen mag de dienstverlener de geharmoniseerde normen en technische specificaties waarvan de referenties in het Publicatieblad van de Europese Unie zijn bekendgemaakt, geheel of gedeeltelijk toepassen.

3. De dienstverlener verschaft informatie waaruit blijkt dat de conformiteit van de dienst met punt 1 van deze bijlage en met de toepasselijke voorschriften van deze ordonnantie door het dienstverleningsproces en het toezicht daarop wordt gewaarborgd.

**Annexe 3**  
**Critères d'évaluation du caractère**  
**disproportionné de la charge**

Critères d'évaluation relevant de la présente ordonnance conformément à l'article 6, paragraphe 2.

Critères pour l'évaluation et preuves à apporter à l'appui de cette évaluation :

1. Rapport entre les coûts nets de la conformité avec les exigences en matière d'accessibilité et les coûts totaux (dépenses opérationnelles et dépenses en capital) pour fournir le service que supportent les opérateurs économiques.

Éléments à appliquer pour évaluer les coûts nets de la conformité avec les exigences en matière d'accessibilité :

- a) critères liés à des coûts organisationnels ponctuels à prendre en considération dans l'évaluation :
  - i) coûts liés à des ressources humaines supplémentaires spécialisées dans les questions d'accessibilité ;
  - ii) coûts liés à la formation des ressources humaines et à l'acquisition de compétences en matière d'accessibilité ;
  - iii) coûts liés à la mise au point d'un nouveau procédé pour inclure l'accessibilité dans la prestation de services ;
  - iv) coûts liés à la mise au point d'orientations concernant l'accessibilité ;
  - v) coûts ponctuels liés à l'examen de la législation sur l'accessibilité ;
- b) critères liés aux coûts récurrents de développement à prendre en considération dans l'évaluation :
  - i) coûts liés à la conception des caractéristiques d'accessibilité pour le service ;
  - ii) coûts liés aux essais d'accessibilité concernant le service ;
  - iii) coûts liés à l'établissement de la documentation.
2. Estimation des coûts et des avantages pour les opérateurs économiques, y compris en ce qui concerne les investissements, par rapport à l'avantage estimé pour les personnes handicapées, compte tenu de la quantité et de la fréquence d'utilisation d'un service spécifique.
3. Rapport entre les coûts nets de la conformité avec les exigences en matière d'accessibilité et le chiffre d'affaires net de l'opérateur économique.

Éléments à appliquer pour évaluer les coûts nets de la conformité avec les exigences en matière d'accessibilité :

- a) critères liés à des coûts organisationnels ponctuels à prendre en considération dans l'évaluation :
  - i) coûts liés à des ressources humaines supplémentaires spécialisées dans les questions d'accessibilité ;
  - ii) coûts liés à la formation des ressources humaines et à l'acquisition de compétences en matière d'accessibilité ;
  - iii) coûts liés à la mise au point d'un nouveau procédé pour inclure l'accessibilité dans la prestation de services ;
  - iv) coûts liés à la mise au point d'orientations concernant l'accessibilité ;
  - v) coûts ponctuels liés à l'examen de la législation sur l'accessibilité ;
- b) critères liés aux coûts récurrents de développement et de production à prendre en considération dans l'évaluation :

**Bijlage 3**  
**Criteria voor de beoordeling**  
**van een onevenredige last**

Beoordelingscriteria die overeenkomstig artikel 6, § 2 onder deze ordonnantie vallen.

Criteria voor het uitvoeren en documenteren van deze beoordeling :

1. Verhouding van de nettokosten van de naleving van de toegankelijkheidsvoorschriften tot de totale kosten (exploitatie- en investeringsuitgaven) van de dienstverlening door de ondernemers.

Elementen voor de beoordeling van de nettokosten voor de naleving van de toegankelijkheidsvoorschriften :

- a) criteria met betrekking tot eenmalige organisatiekosten die in de beoordeling moeten worden meegenomen :
  - i) kosten voor extra personeel met expertise op het gebied van toegankelijkheid ;
  - ii) kosten voor opleiding van personeel en competentieverwerving op het gebied van toegankelijkheid ;
  - iii) kosten voor de ontwikkeling van een nieuwe procedure ter integratie van toegankelijkheid in de dienstverlening ;
  - iv) kosten voor de ontwikkeling van richtsnoeren inzake toegankelijkheid ;
  - v) eenmalige kosten voor het leren begrijpen van de wetgeving inzake toegankelijkheid ;
- b) criteria met betrekking tot de lopende ontwikkelingskosten die in de beoordeling moeten worden meegenomen :
  - i) kosten voor het ontwerpen van de toegankelijkheidsfuncties van de dienst ;
  - ii) kosten voor het testen van de dienst op toegankelijkheid ;
  - iii) kosten met betrekking tot het samenstellen van documentatie.
2. De geraamde kosten en baten voor de ondernemers, inclusief investeringen, in verhouding tot de geraamde voordelen voor personen met een handicap, rekening houdend met het aantal keer dat een specifieke dienst is gebruikt, en de frequentie van dat gebruik.
3. Verhouding van de nettokosten van de naleving van de toegankelijkheidsvoorschriften tot de netto-omzet van de ondernemer.

Elementen voor het beoordelen van de nettokosten van de naleving van de toegankelijkheidsvoorschriften :

- a) criteria met betrekking tot eenmalige organisatiekosten die in de beoordeling moeten worden meegenomen :
  - i) kosten voor extra personeel met expertise op het gebied van toegankelijkheid ;
  - ii) kosten voor opleiding van personeel en competentieverwerving op het gebied van toegankelijkheid ;
  - iii) kosten voor de ontwikkeling van een nieuwe procedure ter integratie van toegankelijkheid in de dienstverlening ;
  - iv) kosten voor de ontwikkeling van richtsnoeren inzake toegankelijkheid ;
  - v) eenmalige kosten voor het leren begrijpen van de wetgeving inzake toegankelijkheid ;
- b) criteria met betrekking tot de lopende productie- en ontwikkelingskosten die in de beoordeling moeten worden meegenomen :

- i) coûts liés la conception des caractéristiques d'accessibilité pour le service ;
- ii) coûts liés aux essais d'accessibilité concernant le service ;
- iii) coûts liés à l'établissement de la documentation.

- i) kosten voor het ontwerpen van de toegankelijkheidsfuncties van de dienst ;
- ii) kosten voor het testen van de dienst op toegankelijkheid ;
- iii) kosten met betrekking tot het samenstellen van documentatie.

**Annexe 4**  
**Tableau de concordance [A]**  
**Région de Bruxelles-Capitale –**  
**Ordonnance du xx/xx/xxxx relative à**  
**l’accessibilité des terminaux en libre-**  
**service interactifs des transports**  
**urbains et régionaux : transposition**  
**de la directive 2019/882**

Dispositions de la directive 2019/882	Objet	Dispositions de l’ordonnance assurant la transposition en RBC	Commentaires
<p><b>Art. 1</b>            La présente directive a pour objet de contribuer au bon fonctionnement du marché intérieur en rapprochant les dispositions législatives, réglementaires et administratives des États membres en ce qui concerne les exigences en matière d’accessibilité applicables à certains produits et services, grâce, notamment, à l’élimination et à la prévention des obstacles, qui entravent la libre circulation des produits et des services relevant de la présente directive, découlant d’exigences divergentes en matière d’accessibilité dans les États membres.</p>	Objet	/	Pas transposé (non pertinent)
<p><b>Art. 2</b>            1. La présente directive s’applique aux produits ci-après, mis sur le marché après le 28 juin 2025 :            a) systèmes informatiques matériels à usage général du grand public et systèmes d’exploitation relatifs à ces systèmes matériels ;            b) terminaux en libre-service ci-après :              i) terminaux de paiement ;              ii) terminaux en libre-service ci-après, destinés à la fourniture de services relevant de la présente directive :                – guichets de banque automatiques,                – distributeurs automatiques de titres de transport,                – bornes d’enregistrement automatiques,                – terminaux en libre-service interactifs fournissant des informations, à l’exclusion des terminaux installés en tant que parties intégrantes de véhicules, d’aéronefs, de navires ou de matériel roulant ;            c) équipements terminaux grand public avec des capacités informatiques interactives, utilisés pour les services de communications électroniques ;            d) équipements terminaux grand public avec des capacités informatiques interactives, utilisés pour accéder à des services de médias audiovisuels ; et            e) liseuses numériques.            2. Sans préjudice de l’article 32, la présente directive s’applique aux services ci-après, fournis aux consommateurs après le 28 juin 2025 :            a) services de communications électroniques, à l’exception des services de transmission utilisés pour la fourniture de services de machine à machine ;            b) services fournissant un accès à des services de médias audiovisuels ;            c) éléments ci-après de services de transport aérien, ferroviaire, par voie de navigation intérieure et par autobus de voyageurs et de passagers, à l’exception des services de transport urbains, suburbains et régionaux, pour lesquels seuls les éléments visés au point v) s’appliquent :</p>	Champ d’application	Art. 4	Transposition de 2, c), v uniquement.

Dispositions de la directive 2019/882	Objet	Dispositions de l'ordonnance assurant la transposition en RBC	Commentaires
<p>i) sites internet ;</p> <p>ii) services intégrés sur appareils mobiles, y compris les applications mobiles ;</p> <p>iii) billets électroniques et services de billetterie électronique ;</p> <p>iv) fourniture d'informations sur les services de transport, notamment d'informations en temps réel sur le voyage. En ce qui concerne les écrans d'information, ne sont concernés que les écrans interactifs situés sur le territoire de l'Union ; et</p> <p>v) terminaux en libre-service interactifs situés sur le territoire de l'Union, à l'exception de ceux installés en tant que parties intégrantes de véhicules, d'aéronefs, de navires et de matériel roulant utilisés pour fournir tout élément de ces services de transport de voyageurs et de passagers ;</p> <p>d) services bancaires aux consommateurs ;</p> <p>e) livres numériques et logiciels spécialisés ; et</p> <p>f) commerce électronique.</p> <p>3. La présente directive s'applique à la réception des communications d'urgence dirigées vers le numéro d'urgence unique européen « 112 ».</p> <p>4. La présente directive ne s'applique pas aux contenus suivants des sites internet et des applications mobiles :</p> <p>a) médias temporels préenregistrés publiés avant le 28 juin 2025 ;</p> <p>b) formats de fichiers bureautiques publiés avant le 28 juin 2025 ;</p> <p>c) cartes et services de cartographie en ligne, si les informations essentielles sont fournies sous une forme numérique accessible pour ce qui concerne les cartes destinées à la navigation ;</p> <p>d) contenus de tiers qui ne sont ni financés ni développés par l'opérateur économique concerné, et qui ne sont pas sous le contrôle de cet opérateur ;</p> <p>e) contenu des sites internet et des applications mobiles qui sont considérés comme des archives, à savoir qu'ils ne présentent que des contenus qui ne sont pas actualisés ou modifiés après le 28 juin 2025.</p> <p>5. La présente directive est sans préjudice de la directive (UE) 2017/1564 et du règlement (UE) 2017/1563</p>			
<p><b>Art. 3</b></p> <p>Aux fins de la présente directive, on entend par :</p> <p>1) « personnes handicapées » : les personnes qui présentent une incapacité physique, mentale, intellectuelle ou sensorielle durable dont l'interaction avec diverses barrières peut faire obstacle à leur pleine et effective participation à la société sur la base de l'égalité avec les autres ;</p> <p>2) « produit » : une substance, une préparation ou une marchandise produite par un procédé de fabrication, à l'exclusion des denrées alimentaires, des aliments pour animaux, des plantes et animaux vivants, des produits d'origine humaine et des produits de plantes et d'animaux se rapportant directement à leur reproduction future ;</p> <p>3) « service » : un service tel que défini à l'article 4, point 1), de la directive 2006/123/CE du Parlement européen et du Conseil (27) ;</p> <p>4) « prestataire de services » : toute personne physique ou morale qui fournit un service sur le marché de l'Union ou propose de fournir un service aux consommateurs dans l'Union ;</p> <p>5) « services de médias audiovisuels » : les services tels que définis à l'article 1<sup>er</sup>, paragraphe 1<sup>er</sup>, point a), de la directive 2010/13/UE ;</p> <p>6) « services fournissant un accès à des services de médias audiovisuels » : les services transmis au moyen de réseaux de communications électroniques qui sont utilisés pour identifier et sélectionner les services de médias audiovisuels, recevoir des informations sur ces services et consulter ces services et tous les éléments fournis, tels que le sous-titrage pour les personnes sourdes ou malentendantes, l'audiodescription, le sous-titrage audio et l'interprétation en langue des signes, découlant de la mise en œuvre des mesures destinées à rendre ces services accessibles comme prévu à l'article 7 de la directive 2010/13/UE ; et cela inclut les guides électroniques de programme (GEP) ;</p> <p>7) « équipement terminal grand public avec des capacités informatiques interactives utilisé pour accéder à des services de médias audiovisuels » : tout équipement dont la finalité principale est de fournir un accès à des services de médias audiovisuels ;</p> <p>8) « service de communications électroniques » : un service de communications électroniques tel que défini à l'article 2, point 4), de la directive (UE) 2018/1972 ;</p> <p>9) « service de conversation totale » : un service de conversation totale tel que défini à l'article 2, point 35), de la directive (UE) 2018/1972 ;</p> <p>10) « centre de réception des appels d'urgence » ou « PSAP » : un centre de réception des appels d'urgence ou PSAP tel que défini à l'article 2, point 36), de la directive (UE) 2018/1972 ;</p> <p>11) « PSAP le plus approprié » : le PSAP le plus approprié tel que défini à l'article 2, point 37), de la directive (UE) 2018/1972 ;</p>	Définitions	Art. 3 Art. 3 § 8 Art. 3 § 6 Art. 3 § 2 Art. 3 § 4 Art. 3 § 3 Art. 3 § 5 Art. 3 § 9 Art. 3 § 9	

Dispositions de la directive 2019/882	Objet	Dispositions de l'ordonnance assurant la transposition en RBC	Commentaires
<p>12) « communication d'urgence » : une communication d'urgence telle que définie à l'article 2, point 38), de la directive (UE) 2018/1972 ;</p> <p>13) « service d'urgence » : un service d'urgence tel que défini à l'article 2, point 39), de la directive (UE) 2018/1972 ;</p> <p>14) « texte en temps réel » : une forme de conversation textuelle point-à-point ou multipoint où le texte qui est saisi est transmis caractère par caractère, de sorte que la communication est perçue par l'utilisateur comme continue ;</p> <p>15) « mise à disposition sur le marché » : toute fourniture d'un produit destiné à être distribué, consommé ou utilisé sur le marché de l'Union dans le cadre d'une activité commerciale, à titre onéreux ou gratuit ;</p> <p>16) « mise sur le marché » : la première mise à disposition d'un produit sur le marché de l'Union ;</p> <p>17) « fabricant » : toute personne physique ou morale qui fabrique, ou fait concevoir ou fabriquer un produit, et le commercialise sous son propre nom ou sa propre marque ;</p> <p>18) « mandataire » : toute personne physique ou morale établie dans l'Union ayant reçu un mandat écrit du fabricant pour agir en son nom aux fins de l'accomplissement de tâches déterminées ;</p> <p>19) « importateur » : toute personne physique ou morale établie dans l'Union qui met un produit provenant d'un pays tiers sur le marché de l'Union ;</p> <p>20) « distributeur » : toute personne physique ou morale faisant partie de la chaîne d'approvisionnement, autre que le fabricant ou l'importateur, qui met un produit à disposition sur le marché ;</p> <p>21) « opérateur économique » : le fabricant, le mandataire, l'importateur, le distributeur ou le prestataire de services ;</p> <p>22) « consommateur » : toute personne physique qui achète un produit concerné ou bénéficie d'un service concerné à des fins étrangères à son activité commerciale, industrielle, artisanale ou libérale ;</p> <p>23) « microentreprise » : une entreprise qui emploie moins de dix personnes et dont le chiffre d'affaires annuel n'excède pas 2 000 000 euros ou dont le total du bilan annuel n'excède pas 2 000 000 euros ;</p> <p>24) « petites et moyennes entreprises » ou « PME » : les entreprises qui emploient moins de 250 personnes et dont le chiffre d'affaires annuel n'excède pas 50 000 000 euros ou dont le total du bilan annuel n'excède pas 43 000 000 euros, à l'exclusion des microentreprises ;</p> <p>25) « norme harmonisée » : une norme harmonisée telle que définie à l'article 2, point 1) c), du règlement (UE) no 1025/2012 ;</p> <p>26) « spécification technique » : une spécification technique telle que définie à l'article 2, point 4), du règlement (UE) no 1025/2012 qui précise les exigences à respecter en matière d'accessibilité applicables à un produit ou un service ;</p> <p>27) « retrait » : toute mesure visant à empêcher la mise à disposition sur le marché d'un produit présent dans la chaîne d'approvisionnement ;</p> <p>28) « services bancaires aux consommateurs » : la fourniture aux consommateurs des services bancaires et financiers ci-après :</p> <p>a) les contrats de crédit régis par la directive 2008/48/CE du Parlement européen et du Conseil (28) ou par la directive 2014/17/UE du Parlement européen et du Conseil (29) ;</p> <p>b) les services tels que définis aux points 1, 2, 4 et 5 de la section A et aux points 1, 2, 4 et 5 de la section B de l'annexe I de la directive 2014/65/UE du Parlement européen et du Conseil (30) ;</p> <p>c) les services de paiement tels que définis à l'article 4, point 3), de la directive (UE) 2015/2366 du Parlement européen et du Conseil (31) ;</p> <p>d) les services liés aux comptes de paiement tels qu'il sont définis à l'article 2, point 6), de la directive 2014/92/UE du Parlement européen et du Conseil (32) ; et</p> <p>e) la monnaie électronique telle qu'elle est définie à l'article 2, point 2), de la directive 2009/110/CE du Parlement européen et du Conseil (33) ;</p> <p>29) « terminal de paiement » : un appareil dont la finalité principale est de permettre de faire des paiements au moyen d'instruments de paiement tels que définis à l'article 4, point 14), de la directive (UE) 2015/2366, dans un point de vente physique et non dans un environnement virtuel ;</p>			

Dispositions de la directive 2019/882	Objet	Dispositions de l'ordonnance assurant la transposition en RBC	Commentaires
<p>30) « services de commerce électronique » : des services fournis à distance, via des sites internet, des services intégrés sur des appareils mobiles, par voie électronique et à la demande individuelle d'un consommateur, en vue de conclure un contrat de consommation ;</p> <p>31) « services de transport aérien de passagers » : les services commerciaux de transport aérien de passagers, tels qu'ils sont définis à l'article 2, point 1), du règlement (CE) no 1107/2006, au départ d'un aéroport, en transit par un aéroport ou à l'arrivée dans un aéroport, lorsque celui-ci est situé sur le territoire d'un État membre, y compris les vols au départ d'un aéroport situé dans un pays tiers à destination d'un aéroport situé sur le territoire d'un État membre lorsque les services sont assurés par des transporteurs aériens de l'Union ;</p> <p>32) « services de transport de passagers par autobus » : les services relevant de l'article 2, paragraphes 1<sup>er</sup> et 2, du règlement (UE) no 181/2011 ;</p> <p>33) « services de transport ferroviaire de voyageurs » : tous les services de transport ferroviaire de voyageurs visés à l'article 2, paragraphe 1<sup>er</sup>, du règlement (CE) n° 1371/2007, à l'exception des services visés à l'article 2, paragraphe 2, dudit règlement ;</p> <p>34) « services de transport de passagers par voie de navigation intérieure » : les services de transport de passagers relevant de l'article 2, paragraphe 1<sup>er</sup>, du règlement (UE) n° 1177/2010, à l'exception des services visés à l'article 2, paragraphe 2, dudit règlement ;</p> <p>35) « services de transport urbains et suburbains » : les services urbains ou suburbains, tels qu'ils sont définis à l'article 3, point 6), de la directive 2012/34/UE du Parlement européen et du Conseil (34), mais aux fins de la présente directive, ce terme ne couvre que les modes de transport suivants : chemin de fer, autobus et autocar, métro, tramway et trolleybus ;</p> <p>36) « services de transport régionaux » : les services régionaux, tels que définis à l'article 3, point 7), de la directive 2012/34/UE, mais aux fins de la présente directive, ce terme ne couvre que les modes de transport suivants : chemin de fer, autobus et autocar, métro, tramway et trolleybus ;</p>			

Dispositions de la directive 2019/882	Objet	Dispositions de l'ordonnance assurant la transposition en RBC	Commentaires
<p>37) « technologies d'assistance » : tout objet, pièce d'équipement, service ou système produit, y compris un logiciel, qui sert à accroître, à préserver, à remplacer ou à améliorer les capacités fonctionnelles des personnes handicapées, ou à atténuer et compenser les déficiences, les limitations d'activité ou les restrictions de participation ;</p> <p>38) « système d'exploitation » : un logiciel qui, notamment, gère l'interface du matériel périphérique, planifie des tâches, alloue de l'espace de stockage et présente une interface par défaut à l'utilisateur lorsque aucun programme d'application ne s'exécute, y compris une interface utilisateur graphique, que ce logiciel fasse partie intégrante d'un matériel informatique à usage général du grand public ou soit un logiciel autonome destiné à être exécuté sur un matériel informatique à usage général du grand public, mais à l'exclusion des chargeurs de systèmes d'exploitation, des systèmes d'entrée-sortie de base ou d'autres micrologiciels nécessaires au moment du démarrage ou lors de l'installation du système d'exploitation ;</p> <p>39) « système informatique matériel à usage général du grand public » : la combinaison de matériels formant un ordinateur complet, qui se caractérise par sa nature polyvalente et sa capacité à réaliser, avec les logiciels appropriés, la plupart des opérations informatiques courantes demandées par les consommateurs et qui est destinée à être utilisée par les consommateurs, y compris les ordinateurs individuels, en particulier les ordinateurs de bureau, les ordinateurs portables, les smartphones et les tablettes ;</p> <p>40) « capacité informatique interactive » : une fonctionnalité facilitant l'interaction entre l'utilisateur et l'appareil qui permet le traitement et la transmission de données, de la voix ou de la vidéo ou toute combinaison de celles-ci ;</p> <p>41) « livre numérique et logiciel spécialisé » : un service consistant à fournir des fichiers numériques transmettant une version électronique d'un livre, auquel l'utilisateur peut avoir accès, dans lequel il peut naviguer et qu'il peut lire et utiliser, ainsi que le logiciel, y compris les services intégrés sur appareils mobiles, y compris les applications mobiles, spécialisé pour l'accès à ces fichiers numériques, la navigation à l'intérieur de ceux-ci, leur lecture et leur utilisation, à l'exclusion des logiciels visés dans la définition figurant au point 42) ;</p> <p>42) « liseuse numérique » : un équipement spécialisé, comprenant tant le matériel que le logiciel, utilisé pour accéder à des fichiers de livres numériques, naviguer à l'intérieur de ceux-ci, les lire et les utiliser ;</p> <p>43) « billet électronique » : tout système dans lequel un droit de voyager, sous la forme de titres de transport simples ou multiples, d'abonnements ou de crédit de voyage, est stocké sous forme électronique sur une carte de transport physique ou un autre dispositif, au lieu d'être imprimé sur papier ;</p> <p>44) « services de billetterie électronique » : tout système dans lequel des titres de transport de voyageurs et de passagers sont achetés notamment en ligne, au moyen d'un appareil doté de capacités informatiques interactives, et fournis à l'acheteur sous forme électronique, pour leur permettre d'être imprimés sur papier ou affichés pendant le voyage sur un appareil mobile doté de capacités informatiques interactives.</p>			

Dispositions de la directive 2019/882	Objet	Dispositions de l'ordonnance assurant la transposition en RBC	Commentaires
<p><b>Art. 4</b></p> <p>1. Les États membres veillent, conformément aux paragraphes 2, 3 et 5 du présent article, et sous réserve de l'article 14, à ce que les opérateurs économiques ne mettent sur le marché que les produits, et ne fournissent que les services, qui sont conformes aux exigences en matière d'accessibilité prévues à l'annexe I.</p> <p>2. Tous les produits, sont conformes aux exigences en matière d'accessibilité prévues à l'annexe I, section Ire.</p> <p>Tous les produits, à l'exception des terminaux en libre-service, sont conformes aux exigences en matière d'accessibilité prévues à l'annexe I, section II.</p> <p>3. Sans préjudice du paragraphe 5, à l'exception des services de transport urbains et suburbains et des services de transport régionaux, tous les services, sont conformes aux exigences en matière d'accessibilité prévues à l'annexe I, section III.</p> <p>Sans préjudice du paragraphe 5, tous les services, sont conformes aux exigences en matière d'accessibilité prévues à l'annexe I, section IV.</p> <p>4. Les États membres peuvent décider, compte tenu des circonstances nationales, que l'environnement bâti utilisé par les clients de services relevant de la présente directive doit être conforme aux exigences en matière d'accessibilité prévues à l'annexe III, de manière à garantir une utilisation optimale par les personnes handicapées.</p> <p>5. Les microentreprises qui proposent des services sont exonérées de l'obligation de se conformer aux exigences en matière d'accessibilité visées au paragraphe 3 du présent article et de toutes obligations relatives à la conformité avec ces exigences.</p> <p>6. Les États membres fournissent des lignes directrices et des outils aux microentreprises pour faciliter l'application des mesures nationales transposant la présente directive. Les États membres élaborent ces outils en consultation avec les parties prenantes concernées.</p> <p>7. Les États membres peuvent fournir aux opérateurs économiques les exemples indicatifs, figurant à l'annexe II, de solutions possibles pour contribuer au respect des exigences en matière d'accessibilité énoncées à l'annexe I.</p> <p>8. Les États membres veillent à ce que la réception des communications d'urgence dirigées vers le numéro d'urgence unique européen « 112 », par le PSAP le plus approprié, soit conforme aux exigences spécifiques en matière d'accessibilité prévues à l'annexe I, section V, de la façon la mieux adaptée à l'organisation nationale des systèmes d'urgence.</p> <p>9. La Commission est habilitée à adopter des actes délégués conformément à l'article 26 pour compléter l'annexe I en précisant davantage les exigences en matière d'accessibilité qui, de façon intrinsèque, ne peuvent produire leurs effets escomptés à moins de faire l'objet de précisions complémentaires dans des actes juridiques contraignants de l'Union, telles que les exigences relatives à l'interopérabilité.</p>	Exigences en matière d'accessibilité	Art. 5	<p>Décision de ne pas transposer Art. 4 § 4</p> <p>Décision de ne pas transposer Art. 4 § 7</p>
<p><b>Art. 5</b></p> <p>Les services conformes aux exigences concernant la fourniture d'informations accessibles et la fourniture d'informations relatives à l'accessibilité prévues par les règlements (CE) n° 261/2004, (CE) n° 1107/2006, (CE) n° 1371/2007, (UE) n° 1177/2010 et (UE) n° 181/2011 et les actes pertinents adoptés sur la base de la directive 2008/57/CE sont réputés conformes aux exigences correspondantes prévues par la présente directive. Lorsque la présente directive prévoit des exigences supplémentaires à celles prévues dans ces règlements et ces actes, celles-ci s'appliquent dans leur intégralité.</p>	Droit de l'Union en vigueur dans le domaine du transport de passagers et de voyageurs	Art. 7 § 6	
<p><b>Art. 6</b></p> <p>Les États membres ne font pas obstacle, pour des raisons liées aux exigences en matière d'accessibilité, à la mise à disposition sur le marché, sur leur territoire, des produits ou à la fourniture, sur leur territoire, des services qui sont conformes à la présente directive.</p>	Libre circulation	/	Pas transposé (non pertinent)

Dispositions de la directive 2019/882	Objet	Dispositions de l'ordonnance assurant la transposition en RBC	Commentaires
<p><b>Art. 7</b></p> <p>1. Les fabricants s'assurent, lorsqu'ils mettent leurs produits sur le marché, que ceux-ci ont été conçus et fabriqués conformément à toutes les exigences applicables en matière d'accessibilité prévues par la présente directive.</p> <p>2. Les fabricants établissent la documentation technique conformément à l'annexe IV et mettent ou font mettre en œuvre la procédure d'évaluation de la conformité prévue à ladite annexe.</p> <p>Lorsqu'il a été démontré, à l'aide de cette procédure, qu'un produit respecte les exigences applicables en matière d'accessibilité, les fabricants établissent une déclaration UE de conformité et apposent le marquage CE.</p> <p>3. Les fabricants conservent la documentation technique et la déclaration UE de conformité pendant cinq ans après que le produit a été mis sur le marché.</p> <p>4. Les fabricants veillent à ce que des procédures soient en place pour garantir le maintien de la conformité de la production en série à la présente directive. Il est dûment tenu compte de toute modification dans la conception ou les caractéristiques du produit ainsi que de toute modification des normes harmonisées, ou des spécifications techniques, par rapport auxquelles la conformité d'un produit est déclarée.</p> <p>5. Les fabricants veillent à ce que leurs produits portent un numéro de type, de lot ou de série ou tout autre élément permettant leur identification ou, lorsque la taille ou la nature du produit ne le permet pas, à ce que l'information requise soit fournie sur l'emballage ou dans un document accompagnant le produit.</p> <p>6. Les fabricants indiquent leur nom, raison sociale ou marque déposée, ainsi que l'adresse à laquelle ils peuvent être contactés, sur le produit ou, lorsque cela n'est pas possible, sur son emballage ou dans un document accompagnant le produit. L'adresse doit préciser un point unique auquel le fabricant peut être contacté. Les coordonnées sont indiquées dans une langue aisément compréhensible par les utilisateurs finals et les autorités de surveillance du marché.</p> <p>7. Les fabricants veillent à ce que le produit soit accompagné d'instructions et d'informations de sécurité fournies dans une langue aisément compréhensible par les consommateurs et autres utilisateurs finals, déterminée par l'État membre concerné. Ces instructions et ces informations, ainsi que tout étiquetage, sont clairs, compréhensibles et intelligibles.</p> <p>8. Les fabricants qui considèrent ou ont des raisons de croire qu'un produit qu'ils ont mis sur le marché n'est pas conforme à la présente directive prennent immédiatement les mesures correctives nécessaires pour le mettre en conformité ou, le cas échéant, pour le retirer. En outre, lorsque le produit n'est pas conforme aux exigences en matière d'accessibilité énoncées dans la présente directive, les fabricants en informent immédiatement les autorités nationales compétentes des États membres dans lesquels ils ont mis le produit à disposition, en fournissant des précisions, notamment, sur la non-conformité et sur toute mesure corrective prise. Dans de tels cas, les fabricants tiennent un registre des produits non conformes aux exigences applicables en matière d'accessibilité et des plaintes y afférentes.</p> <p>9. Sur demande motivée d'une autorité nationale compétente, les fabricants lui communiquent toutes les informations et tous les documents nécessaires pour démontrer la conformité du produit, dans une langue aisément compréhensible par cette autorité. Ils coopèrent avec l'autorité en question, à sa demande, à toute mesure prise en vue d'éliminer la non-conformité avec les exigences applicables en matière d'accessibilité des produits qu'ils ont mis sur le marché, notamment en mettant les produits en conformité avec lesdites exigences.</p>	Obligations des opérateurs économiques dans le secteur des produits : Obligations des fabricants	/	Pas transposé (non pertinent)
<p><b>Art. 8</b></p> <p>1. Le fabricant peut désigner un mandataire par un mandat écrit. Les obligations prévues à l'article 7, paragraphe 1<sup>er</sup>, et l'établissement de la documentation technique ne font pas partie de son mandat.</p> <p>2. Le mandataire exécute les tâches indiquées dans le mandat reçu du fabricant. Le mandat autorise au minimum le mandataire :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>a) à tenir la déclaration UE de conformité et la documentation technique à la disposition des autorités de surveillance du marché pendant cinq ans ;</li> <li>b) sur demande motivée d'une autorité nationale compétente, à lui communiquer toutes les informations et tous les documents nécessaires pour démontrer la conformité du produit ;</li> <li>c) à coopérer, à leur demande, avec les autorités nationales compétentes, à toute mesure prise en vue d'éliminer la non-conformité avec les exigences applicables en matière d'accessibilité des produits relevant de leur mandat.</li> </ul>	Obligations des opérateurs économiques dans le secteur des produits : représentants autorisés	/	Pas transposé (non pertinent)

Dispositions de la directive 2019/882	Objet	Dispositions de l'ordonnance assurant la transposition en RBC	Commentaires
<p><b>Art. 9</b></p> <p>1. Les importateurs ne mettent que des produits conformes sur le marché.</p> <p>2. Avant de mettre un produit sur le marché, les importateurs s'assurent que la procédure d'évaluation de la conformité prévue à l'annexe IV a été mise en œuvre par le fabricant. Ils s'assurent que le fabricant a établi la documentation technique prévue à ladite annexe, que le produit porte le marquage CE, qu'il est accompagné des documents requis et que le fabricant s'est conformé aux exigences prévues à l'article 7, paragraphes 5 et 6.</p> <p>3. Lorsqu'un importateur considère ou a des raisons de croire qu'un produit n'est pas conforme aux exigences applicables en matière d'accessibilité énoncées dans la présente directive, l'importateur ne met pas le produit sur le marché tant que ce produit n'a pas été mis en conformité. En outre, lorsque le produit n'est pas conforme aux exigences applicables en matière d'accessibilité, l'importateur en informe le fabricant ainsi que les autorités de surveillance du marché.</p> <p>4. Les importateurs indiquent leur nom, raison sociale ou marque déposée, ainsi que l'adresse à laquelle ils peuvent être contactés, sur le produit ou, lorsque cela n'est pas possible, sur son emballage ou dans un document accompagnant le produit. Les coordonnées sont indiquées dans une langue aisément compréhensible par les utilisateurs finals et les autorités de surveillance du marché.</p> <p>5. Les importateurs veillent à ce que le produit soit accompagné d'instructions et d'informations de sécurité fournies dans une langue aisément compréhensible par les consommateurs et autres utilisateurs finals, déterminée par l'État membre concerné.</p> <p>6. Tant qu'un produit est sous leur responsabilité, les importateurs s'assurent que les conditions de stockage ou de transport ne compromettent pas sa conformité avec les exigences applicables en matière d'accessibilité.</p> <p>7. Pendant une durée de cinq ans, les importateurs tiennent une copie de la déclaration UE de conformité à la disposition des autorités de surveillance du marché et s'assurent que la documentation technique peut être fournie à ces autorités sur demande.</p> <p>8. Les importateurs qui considèrent ou ont des raisons de croire qu'un produit qu'ils ont mis sur le marché n'est pas conforme à la présente directive prennent immédiatement les mesures correctives nécessaires pour le mettre en conformité ou, le cas échéant, pour le retirer. En outre, lorsque le produit n'est pas conforme aux exigences applicables en matière d'accessibilité, les importateurs en informent immédiatement les autorités nationales compétentes des États membres dans lesquels ils ont mis le produit à disposition, en fournissant des précisions, notamment, sur la non-conformité et sur toute mesure corrective prise. Dans de tels cas, les importateurs tiennent un registre des produits non conformes aux exigences applicables en matière d'accessibilité et des plaintes y afférentes.</p> <p>9. Sur demande motivée d'une autorité nationale compétente, les importateurs lui communiquent toutes les informations et tous les documents nécessaires pour démontrer la conformité d'un produit, dans une langue aisément compréhensible par cette autorité. Ils coopèrent avec l'autorité en question, à sa demande, à toute mesure prise en vue d'éliminer la non-conformité avec les exigences applicables en matière d'accessibilité des produits qu'ils ont mis sur le marché.</p>	Obligations des opérateurs économiques dans le secteur des produits : obligations des importateurs	/	Pas transposé (non pertinent)

Dispositions de la directive 2019/882	Objet	Dispositions de l'ordonnance assurant la transposition en RBC	Commentaires
<p><b>Art. 10</b></p> <p>1. Lorsqu'ils mettent un produit à disposition sur le marché, les distributeurs agissent avec la diligence requise en ce qui concerne les exigences de la présente directive.</p> <p>2. Avant de mettre un produit à disposition sur le marché, les distributeurs vérifient qu'il porte le marquage CE, qu'il est accompagné des documents requis ainsi que d'instructions et d'informations de sécurité fournies dans une langue aisément compréhensible par les consommateurs et autres utilisateurs finals de l'État membre dans lequel le produit doit être mis à disposition et que le fabricant et l'importateur se sont conformés aux exigences prévues respectivement à l'article 7, paragraphes 5 et 6, et à l'article 9, paragraphe 4.</p> <p>3. Lorsqu'un distributeur considère ou a des raisons de croire qu'un produit n'est pas conforme aux exigences applicables en matière d'accessibilité énoncées dans la présente directive, le distributeur ne met pas le produit à disposition sur le marché tant que ce produit n'a pas été mis en conformité. En outre, lorsque le produit n'est pas conforme aux exigences applicables en matière d'accessibilité, le distributeur en informe le fabricant ou l'importateur ainsi que les autorités de surveillance du marché.</p> <p>4. Tant qu'un produit est sous leur responsabilité, les distributeurs s'assurent que les conditions de stockage ou de transport ne compromettent pas sa conformité avec les exigences applicables en matière d'accessibilité.</p> <p>5. Les distributeurs qui considèrent ou ont des raisons de croire qu'un produit qu'ils ont mis à disposition sur le marché n'est pas conforme à la présente directive veillent à ce que soient prises les mesures correctives nécessaires pour le mettre en conformité ou, le cas échéant, pour le retirer. En outre, lorsque le produit n'est pas conforme aux exigences applicables en matière d'accessibilité, les distributeurs en informent immédiatement les autorités nationales compétentes des États membres dans lesquels ils ont mis le produit à disposition, en fournissant des précisions, notamment, sur la non-conformité et sur toute mesure corrective prise.</p> <p>6. Sur demande motivée d'une autorité nationale compétente, les distributeurs lui communiquent toutes les informations et tous les documents nécessaires pour démontrer la conformité d'un produit. Ils coopèrent avec l'autorité en question, à sa demande, à toute mesure prise en vue d'éliminer la non-conformité avec les exigences applicables en matière d'accessibilité des produits qu'ils ont mis à disposition sur le marché.</p>	Obligations des opérateurs économiques dans le secteur des produits : obligations des distributeurs	/	Pas transposé (non pertinent)
<p><b>Art. 11</b></p> <p>Un importateur ou un distributeur est considéré comme un fabricant aux fins de la présente directive et est soumis aux obligations incombant au fabricant en vertu de l'article 7 lorsqu'il met un produit sur le marché sous son propre nom ou sa propre marque ou modifie un produit déjà mis sur le marché de telle sorte que la conformité avec les exigences de la présente directive peut être compromise.</p>	Obligations des opérateurs économiques dans le secteur des produits : Cas dans lesquels les obligations des fabricants s'appliquent aux importateurs et aux distributeurs	/	Pas transposé (non pertinent)
<p><b>Art. 12</b></p> <p>1. Les opérateurs économiques visés aux articles 7 à 10, sur demande, identifient à l'intention des autorités de surveillance du marché :</p> <p>a) tout autre opérateur économique qui leur a fourni un produit ;</p> <p>b) tout autre opérateur économique auquel ils ont fourni un produit.</p> <p>2. Les opérateurs économiques visés aux articles 7 à 10 sont en mesure de communiquer les informations visées au paragraphe 1<sup>er</sup> du présent article pendant une durée de cinq ans à compter de la date à laquelle le produit leur a été fourni et pendant une durée de cinq ans à compter de la date à laquelle ils ont fourni le produit.</p> <p>3. La Commission est habilitée à adopter des actes délégués conformément à l'article 26, modifiant la présente directive afin de changer la période visée au paragraphe 2 du présent article pour des produits spécifiques. Cette période modifiée est supérieure à cinq ans et est proportionnée à la durée de vie économiquement utile du produit concerné.</p>	Obligations des opérateurs économiques dans le secteur des produits : Identification des opérateurs économiques dans le secteur des produits	/	Pas transposé (non pertinent)

Dispositions de la directive 2019/882	Objet	Dispositions de l'ordonnance assurant la transposition en RBC	Commentaires
<p><b>Art. 13</b></p> <p>1. Les prestataires de services veillent à concevoir et à fournir des services conformément aux exigences en matière d'accessibilité énoncées dans la présente directive.</p> <p>2. Les prestataires de services établissent les informations nécessaires conformément à l'annexe V, et expliquent comment les services satisfont aux exigences applicables en matière d'accessibilité. Les informations sont mises à la disposition du public sous forme écrite et orale, y compris d'une façon qui est accessible aux personnes handicapées. Les prestataires de services conservent ces informations aussi longtemps que le service est disponible.</p> <p>3. Sans préjudice de l'article 32, les prestataires de services veillent à ce que des procédures soient en place afin que la fourniture des services reste conforme aux exigences applicables en matière d'accessibilité. Toute modification des caractéristiques de la fourniture du service, des exigences applicables en matière d'accessibilité et des normes harmonisées ou des spécifications techniques par rapport auxquelles est déclarée la conformité d'un service aux exigences en matière d'accessibilité, est dûment prise en considération par les prestataires de services.</p> <p>4. En cas de non-conformité du service, les prestataires prennent les mesures correctives nécessaires pour le mettre en conformité avec les exigences applicables en matière d'accessibilité. En outre, lorsque le service n'est pas conforme aux exigences applicables en matière d'accessibilité, les prestataires de services en informent immédiatement les autorités nationales compétentes des États membres dans lesquels ils fournissent le service, en fournissant des précisions, notamment, sur la non-conformité et sur toute mesure corrective prise.</p> <p>5. Sur demande motivée d'une autorité compétente, les prestataires de services lui communiquent toutes les informations nécessaires pour démontrer la conformité du service avec les exigences applicables en matière d'accessibilité. Ils coopèrent avec cette autorité, à la demande de celle-ci, à toute mesure prise en vue de rendre le service conforme à ces exigences</p>	Obligations des prestataires de services	Art. 8	+ Annexe II

Dispositions de la directive 2019/882	Objet	Dispositions de l'ordonnance assurant la transposition en RBC	Commentaires
<p><b>Art. 14</b></p> <p>1. Les exigences en matière d'accessibilité visées à l'article 4 s'appliquent uniquement dans la mesure où la conformité :</p> <p>a) n'exige pas de modification significative d'un produit ou d'un service qui entraîne une modification fondamentale de la nature de celui-ci ; et</p> <p>b) n'entraîne pas l'imposition d'une charge disproportionnée aux opérateurs économiques concernés.</p> <p>2. Les opérateurs économiques effectuent une évaluation afin de déterminer si la conformité avec les exigences en matière d'accessibilité visées à l'article 4 introduirait une modification fondamentale ou, sur la base des critères pertinents énoncés à l'annexe VI, imposerait une charge disproportionnée, conformément au paragraphe 1<sup>er</sup> du présent article.</p> <p>3. Les opérateurs économiques apportent des preuves à l'appui de l'évaluation visée au paragraphe 2. Les opérateurs économiques conservent tous les résultats pertinents pendant une période de cinq ans à compter de la date de dernière mise à disposition d'un produit sur le marché, ou de dernière fourniture d'un service, selon le cas. À la demande des autorités de surveillance du marché ou des autorités chargées du contrôle de la conformité des services, selon le cas, les opérateurs économiques leur fournissent une copie de l'évaluation visée au paragraphe 2.</p> <p>4. Par dérogation au paragraphe 3, les microentreprises exerçant leur activité dans le domaine des produits sont exonérées de l'obligation d'apporter des preuves à l'appui de leur évaluation. Toutefois, si une autorité de surveillance du marché le demande, les microentreprises qui exercent leur activité dans le domaine des produits et qui ont choisi d'invoquer le paragraphe 1<sup>er</sup> lui communiquent les faits pertinents pour l'évaluation visée au paragraphe 2.</p> <p>5. Les prestataires de services qui invoquent le paragraphe 1<sup>er</sup>, point b), renouvellent, pour chaque catégorie ou type de service, l'évaluation du caractère disproportionné ou non de la charge :</p> <p>a) lorsque le service proposé est modifié ; ou</p> <p>b) à la demande des autorités chargées du contrôle de la conformité des services ; et</p> <p>c) en tout état de cause, au moins tous les cinq ans.</p> <p>6. Lorsqu'ils perçoivent, aux fins de l'amélioration de l'accessibilité, un financement provenant d'autres sources que leurs ressources propres, qu'elles soient d'origine publique ou privée, les opérateurs économiques ne peuvent invoquer le paragraphe 1<sup>er</sup>, point b).</p> <p>7. La Commission est habilitée à adopter des actes délégués conformément à l'article 26 afin de compléter l'annexe VI en précisant davantage les critères pertinents que l'opérateur économique doit prendre en compte pour effectuer l'évaluation visée au paragraphe 2 du présent article. Lorsqu'elle précise davantage lesdits critères, la Commission ne tient pas compte des avantages estimés pour les personnes handicapées uniquement, mais pour les personnes présentant des limitations fonctionnelles également. La Commission adopte le cas échéant le premier de ces actes délégués au plus tard le 28 juin 2020. Cet acte commence à s'appliquer au plus tôt le 28 juin 2025.</p> <p>8. Lorsque les opérateurs économiques invoquent le paragraphe 1<sup>er</sup> pour un produit ou service spécifique, ils en informent les autorités de surveillance du marché ou les autorités chargées du contrôle de la conformité des services de l'État membre dans lequel le produit spécifique est mis sur le marché ou dans lequel le service spécifique est fourni. Le premier alinéa ne s'applique pas aux microentreprises.</p>	<p>Modification fondamentale et charge disproportionnée</p>	<p>Art. 6 (à l'exception du § 7)</p>	

Dispositions de la directive 2019/882	Objet	Dispositions de l'ordonnance assurant la transposition en RBC	Commentaires
<p><b>Art. 15</b></p> <p>1. Les produits et services conformes aux normes harmonisées ou à des parties de normes harmonisées dont les références ont été publiées au Journal officiel de l'Union européenne sont présumés conformes aux exigences en matière d'accessibilité énoncées dans la présente directive dans la mesure où ces normes ou parties de normes couvrent ces exigences.</p> <p>2. Conformément à l'article 10 du règlement (UE) no 1025/2012, la Commission demande à une ou plusieurs organisations européennes de normalisation d'élaborer des normes harmonisées pour les exigences en matière d'accessibilité des produits énoncées à l'annexe I. La Commission présente le premier projet de demande au comité concerné au plus tard 28 juin 2021.</p> <p>3. La Commission peut adopter des actes d'exécution établissant des spécifications techniques conformes aux exigences en matière d'accessibilité énoncées dans la présente directive lorsque les conditions ci-après sont satisfaites :</p> <p>a) aucune référence à des normes harmonisées n'a été publiée au Journal officiel de l'Union européenne conformément au règlement (UE) no 1025/2012 ; et</p> <p>b) soit :</p> <p>i) la Commission a demandé à une ou plusieurs organisations européennes de normalisation d'élaborer une norme harmonisée, et la procédure de normalisation rencontre un retard injustifié ou aucune organisation européenne de normalisation n'a accepté la demande ; ou</p> <p>ii) la Commission peut démontrer qu'une spécification technique satisfait aux exigences visées à l'annexe II du règlement (UE) no 1025/2012, sauf pour ce qui est de l'exigence selon laquelle les spécifications techniques doivent être élaborées par un organisme à but non lucratif.</p> <p>Ces actes d'exécution sont adoptés en conformité avec la procédure d'examen visée à l'article 27, paragraphe 2.</p> <p>4. Les produits et services conformes aux spécifications techniques ou à des parties de spécifications techniques sont présumés conformes aux exigences en matière d'accessibilité énoncées dans la présente directive dans la mesure où ces spécifications techniques ou parties de spécifications techniques couvrent ces exigences.</p>	Présomption de conformité	Art. 7 (sauf §§ 3 et 4)	
<p><b>Art. 16</b></p> <p>1. La déclaration UE de conformité atteste que le respect des exigences en matière d'accessibilité applicables a été démontré. Lorsqu'à titre exceptionnel, l'article 14 a été appliqué, la déclaration UE de conformité précise les exigences en matière d'accessibilité concernées par cette exception.</p> <p>2. La déclaration UE de conformité est établie selon le modèle figurant à l'annexe III de la décision no 768/2008/CE. Elle contient les éléments précisés à l'annexe IV de la présente directive et est mise à jour de façon continue. Les exigences concernant la documentation technique évitent d'imposer une charge indue aux microentreprises et aux PME. Cette documentation est traduite dans la (les) langue(s) requise(s) par l'État membre sur le territoire duquel le produit est mis sur le marché ou mis à disposition sur le marché.</p> <p>3. Lorsqu'un produit relève de plusieurs actes de l'Union imposant une déclaration UE de conformité, une seule déclaration UE de conformité est établie pour l'ensemble de ces actes. La déclaration mentionne les titres des actes concernés, ainsi que les références de publication.</p> <p>4. En établissant la déclaration UE de conformité, le fabricant assume la responsabilité de la conformité du produit avec les exigences de la présente directive.</p>	Déclaration UE de conformité de produits	/	Pas transposé (non pertinent)
<p><b>Art. 17</b></p> <p>Le marquage CE est soumis aux principes généraux énoncés à l'article 30 du règlement (CE) no 765/2008.</p>	Principes généraux du marquage CE des produits	/	Pas transposé (non pertinent)
<p><b>Art. 18</b></p> <p>1. Le marquage CE est apposé de manière visible, lisible et indélébile sur le produit ou sur sa plaque signalétique. Lorsque la nature du produit ne le permet pas ou ne le justifie pas, il est apposé sur son emballage et sur les documents d'accompagnement.</p> <p>2. Le marquage CE est apposé avant que le produit ne soit mis sur le marché.</p> <p>3. Les États membres s'appuient sur les mécanismes existants pour assurer la bonne application du régime régissant le marquage CE et prennent les mesures nécessaires en cas d'usage abusif du marquage.</p>	Règles et conditions d'apposition du marquage CE	/	Pas transposé (non pertinent)

Dispositions de la directive 2019/882	Objet	Dispositions de l'ordonnance assurant la transposition en RBC	Commentaires
<p><b>Art. 19</b></p> <p>1. L'article 15, paragraphe 3, les articles 16 à 19, l'article 21, les articles 23 à 28 et l'article 29, paragraphes 2 et 3, du règlement (CE) no 765/2008 s'appliquent aux produits.</p> <p>2. Lorsqu'elles effectuent la surveillance d'un produit sur le marché et lorsque l'opérateur économique a invoqué l'article 14, les autorités de surveillance du marché compétentes :</p> <p>a) vérifient si l'évaluation visée à l'article 14 a été effectuée par l'opérateur économique ;</p> <p>b) examinent cette évaluation et ses résultats, y compris l'utilisation correcte des critères énoncés à l'annexe VI ; et</p> <p>c) contrôlent la conformité avec les exigences applicables en matière d'accessibilité.</p> <p>3. Les États membres veillent à ce que les informations détenues par les autorités de surveillance du marché en ce qui concerne la conformité des opérateurs économiques avec les exigences applicables en matière d'accessibilité énoncées dans la présente directive et l'évaluation prévue à l'article 14, soient mises à la disposition des consommateurs, sur demande, dans un format accessible, sauf lorsque ces informations ne peuvent être fournies pour des raisons de confidentialité conformément aux dispositions de l'article 19, paragraphe 5, du règlement (CE) no 765/2008.</p>	Surveillance du marché pour les produits	/	Pas transposé (non pertinent)

Dispositions de la directive 2019/882	Objet	Dispositions de l'ordonnance assurant la transposition en RBC	Commentaires
<p><b>Art. 20</b></p> <p>1. Lorsque les autorités de surveillance du marché d'un État membre ont des raisons suffisantes de croire qu'un produit relevant de la présente directive n'est pas conforme aux exigences applicables en matière d'accessibilité, elles effectuent une évaluation du produit concerné en tenant compte de toutes les exigences énoncées dans la présente directive. À cet effet, les opérateurs économiques concernés coopèrent pleinement avec les autorités de surveillance du marché.</p> <p>Lorsque, au cours de l'évaluation visée au premier alinéa, les autorités de surveillance du marché constatent que le produit n'est pas conforme aux exigences énoncées dans la présente directive, elles demandent sans retard à l'opérateur économique en cause de prendre toutes les mesures correctives appropriées pour mettre le produit en conformité avec ces exigences dans le délai raisonnable, proportionné à la nature de la non-conformité, qu'elles prescrivent.</p> <p>Les autorités de surveillance du marché demandent à l'opérateur économique en cause de retirer le produit du marché, dans un délai supplémentaire raisonnable, uniquement si ledit opérateur économique n'a pas pris les mesures correctives adéquates dans le délai visé au deuxième alinéa.</p> <p>L'article 21 du règlement (CE) no 765/2008 s'applique aux mesures visées aux deuxième et troisième alinéas du présent paragraphe.</p> <p>2. Lorsque les autorités de surveillance du marché considèrent que la non-conformité n'est pas limitée au territoire national, elles informent la Commission et les autres États membres des résultats de l'évaluation et des mesures qu'elles ont prescrites à l'opérateur économique.</p> <p>3. L'opérateur économique s'assure que toutes les mesures correctives appropriées sont prises pour tous les produits concernés qu'il a mis à disposition sur le marché dans toute l'Union.</p> <p>4. Lorsque l'opérateur économique en cause ne prend pas des mesures correctives adéquates dans le délai visé au paragraphe 1<sup>er</sup>, troisième alinéa, les autorités de surveillance du marché prennent toutes les mesures provisoires appropriées pour interdire ou restreindre la mise à disposition du produit sur leur marché national ou pour le retirer de ce marché.</p> <p>Les autorités de surveillance du marché en informent sans retard la Commission et les autres États membres.</p> <p>5. Les informations visées au paragraphe 4, deuxième alinéa, contiennent tous les détails disponibles, notamment en ce qui concerne les données nécessaires pour identifier le produit non conforme, son origine, la nature de la non-conformité alléguée et les exigences en matière d'accessibilité auxquelles le produit n'est pas conforme, ainsi que la nature et la durée des mesures nationales prises et les arguments avancés par l'opérateur économique en cause. En particulier, les autorités de surveillance du marché indiquent si la non-conformité est imputable à l'un des éléments suivants :</p> <p>a) non-conformité du produit avec les exigences applicables en matière d'accessibilité ;</p> <p>b) lacunes dans les normes harmonisées ou dans les spécifications techniques visées à l'article 15, qui confèrent une présomption de conformité.</p> <p>6. Les États membres autres que celui qui a entamé la procédure au titre du présent article informent sans retard la Commission et les autres États membres de toute mesure prise et de toute information supplémentaire dont ils disposent à propos de la non-conformité du produit concerné et, dans l'éventualité où ils s'opposent à la mesure nationale notifiée, de leurs objections.</p> <p>7. Lorsque, dans un délai de trois mois à compter de la réception des informations visées au paragraphe 4, deuxième alinéa, aucune objection n'a été émise par un État membre ou par la Commission à l'encontre de la mesure provisoire d'un État membre, cette mesure est réputée justifiée.</p> <p>8. Les États membres veillent à ce que des mesures restrictives appropriées, telles que le retrait du produit de leur marché, soient prises sans retard à l'égard du produit concerné.</p>	Procédure applicable au niveau national aux produits qui ne sont pas conformes aux exigences applicables en matière d'accessibilité	/	Pas transposé (non pertinent)

Dispositions de la directive 2019/882	Objet	Dispositions de l'ordonnance assurant la transposition en RBC	Commentaires
<p><b>Art. 21</b></p> <p>1. Lorsque, au terme de la procédure prévue à l'article 20, paragraphes 3 et 4, des objections sont émises à l'encontre d'une mesure prise par un État membre ou lorsque la Commission détient des preuves suffisantes indiquant qu'une mesure nationale est contraire au droit de l'Union, la Commission entame sans retard des consultations avec les États membres et le ou les opérateurs économiques en cause et procède à l'évaluation de la mesure nationale. En fonction des résultats de cette évaluation, la Commission décide si la mesure nationale est ou non justifiée.</p> <p>La Commission adresse sa décision à tous les États membres et la communique immédiatement à ceux-ci ainsi qu'au ou aux opérateurs économiques en cause.</p> <p>2. Lorsque la mesure nationale visée au paragraphe 1<sup>er</sup>, est considérée comme justifiée, tous les États membres prennent les mesures nécessaires pour garantir le retrait du produit non conforme de leur marché et ils en informent la Commission. Lorsque la mesure nationale est considérée comme injustifiée, l'État membre concerné la retire.</p> <p>3. Lorsque la mesure nationale visée au paragraphe 1<sup>er</sup> du présent article est considérée comme justifiée et que la non-conformité du produit est attribuée à des lacunes dans les normes harmonisées visées à l'article 20, paragraphe 5, point b), la Commission applique la procédure prévue à l'article 11 du règlement (UE) no 1025/2012.</p> <p>4. Lorsque la mesure nationale visée au paragraphe 1<sup>er</sup> du présent article est considérée comme justifiée et que la non-conformité du produit est attribuée à des lacunes dans les spécifications techniques visées à l'article 20, paragraphe 5, point b), la Commission adopte sans retard un acte d'exécution modifiant ou abrogeant la spécification technique en question. Ces actes d'exécution sont adoptés en conformité avec la procédure d'examen visée à l'article 27, paragraphe 2.</p>	Procédure de sauvegarde de l'Union	/	Pas transposé (non pertinent)
<p><b>Art. 22</b></p> <p>1. Sans préjudice de l'article 20, lorsqu'un État membre fait l'une des constatations ci-après, il invite l'opérateur économique en cause à mettre un terme à la non-conformité en question :</p> <p>a) le marquage CE a été apposé en violation de l'article 30 du règlement (CE) no 765/2008 ou de l'article 18 de la présente directive ;</p> <p>b) le marquage CE n'a pas été apposé ;</p> <p>c) la déclaration UE de conformité n'a pas été établie ;</p> <p>d) la déclaration UE de conformité n'a pas été établie correctement ;</p> <p>e) la documentation technique n'est pas disponible ou n'est pas complète ;</p> <p>f) les informations visées à l'article 7, paragraphe 6, ou à l'article 9, paragraphe 4, sont absentes, fausses ou incomplètes ;</p> <p>g) une autre obligation administrative prévue à l'article 7 ou à l'article 9 n'est pas respectée.</p> <p>2. Lorsque la non-conformité visée au paragraphe 1<sup>er</sup> persiste, l'État membre concerné prend toutes les mesures appropriées pour restreindre ou interdire la mise à disposition du produit sur le marché ou pour assurer son retrait du marché.</p>	Non-conformité formelle	/	Pas transposé (non pertinent)
<p><b>Art. 23</b></p> <p>1. Les États membres établissent, appliquent et mettent à jour régulièrement des procédures appropriées en vue :</p> <p>a) de vérifier la conformité des services avec les exigences de la présente directive, y compris l'évaluation visée à l'article 14, à laquelle l'article 19, paragraphe 2, s'applique <i>mutatis mutandis</i> ;</p> <p>b) d'assurer le suivi des plaintes ou des rapports sur des aspects liés à la non-conformité de services avec les exigences en matière d'accessibilité énoncées dans la présente directive ;</p> <p>c) de vérifier que l'opérateur économique a pris les mesures correctives nécessaires.</p> <p>2. Les États membres désignent les autorités responsables de la mise en œuvre des procédures visées au paragraphe 1<sup>er</sup> en ce qui concerne la conformité des services. Chaque État membre veille à ce que le public soit informé de l'existence, des responsabilités, de l'identité, du travail et des décisions des autorités visées au premier alinéa. Ces autorités mettent ces informations à disposition sur demande dans des formats appropriés.</p>	Conformité des services	Art. 10, 11, 12, 16 Art. 9, 14	

Dispositions de la directive 2019/882	Objet	Dispositions de l'ordonnance assurant la transposition en RBC	Commentaires
<p><b>Art. 24</b></p> <p>1. En ce qui concerne les produits et services visés à l'article 2 de la présente directive, les exigences en matière d'accessibilité énoncées à l'annexe I de la présente directive constituent des exigences d'accessibilité contraignantes au sens de l'article 42, paragraphe 1<sup>er</sup>, de la directive 2014/24/UE et de l'article 60, paragraphe 1<sup>er</sup>, de la directive 2014/25/UE.</p> <p>2. Tout produit ou service dont les caractéristiques, éléments ou fonctions sont conformes aux exigences en matière d'accessibilité énoncées à l'annexe I de la présente directive conformément à la section VI de ladite annexe est présumé satisfaire aux obligations pertinentes en matière d'accessibilité figurant dans des actes de l'Union autres que la présente directive, pour ce qui est de ces caractéristiques, éléments ou fonctions, sauf mention contraire dans ces autres actes.</p>	Exigences en matière d'accessibilité figurant dans d'autres actes de l'Union	Art. 5 Art. 7	
<p><b>Art. 25</b></p> <p>La conformité avec des normes harmonisées et des spécifications techniques ou avec des parties de normes harmonisées et de spécifications techniques adoptées conformément à l'article 15 établit une présomption de conformité avec l'article 24 dans la mesure où ces normes et spécifications techniques ou ces parties de normes et de spécifications techniques satisfont aux exigences en matière d'accessibilité énoncées dans la présente directive.</p>	Normes harmonisées et spécifications techniques pour d'autres actes de l'Union	/	Pas transposé (non pertinent)
<p><b>Art. 26</b></p> <p>1. Le pouvoir d'adopter des actes délégués conféré à la Commission est soumis aux conditions fixées au présent article.</p> <p>2. Le pouvoir d'adopter des actes délégués visé à l'article 4, paragraphe 9, est conféré à la Commission pour une durée indéterminée à compter du 27 juin 2019.</p> <p>Le pouvoir d'adopter des actes délégués visé à l'article 12, paragraphe 3, et à l'article 14, paragraphe 7, est conféré à la Commission pour une période de cinq ans à compter du 27 juin 2019. La Commission élabore un rapport relatif à la délégation de pouvoir, au plus tard neuf mois avant la fin de la période de cinq ans. La délégation de pouvoir est tacitement prorogée pour des périodes d'une durée identique, sauf si le Parlement européen ou le Conseil s'oppose à cette prorogation trois mois au plus tard avant la fin de chaque période.</p> <p>3. La délégation de pouvoir visée à l'article 4, paragraphe 9, à l'article 12, paragraphe 3, et à l'article 14, paragraphe 7, peut être révoquée à tout moment par le Parlement européen ou le Conseil. La décision de révocation met fin à la délégation de pouvoir qui y est précisée. La révocation prend effet le jour suivant celui de la publication de ladite décision au Journal officiel de l'Union européenne ou à une date ultérieure qui est précisée dans ladite décision. Elle ne porte pas atteinte à la validité des actes délégués déjà en vigueur.</p> <p>4. Avant l'adoption d'un acte délégué, la Commission consulte les experts désignés par chaque État membre, conformément aux principes définis dans l'accord interinstitutionnel du 13 avril 2016 «Mieux légiférer».</p> <p>5. Aussitôt qu'elle adopte un acte délégué, la Commission le notifie au Parlement européen et au Conseil simultanément.</p> <p>6. Un acte délégué adopté en vertu de l'article 4, paragraphe 9, de l'article 12, paragraphe 3, et de l'article 14, paragraphe 7, n'entre en vigueur que si le Parlement européen ou le Conseil n'a pas exprimé d'objections dans un délai de deux mois à compter de la notification de cet acte au Parlement européen et au Conseil ou si, avant l'expiration de ce délai, le Parlement européen et le Conseil ont tous deux informé la Commission de leur intention de ne pas exprimer d'objections. Ce délai est prolongé de deux mois à l'initiative du Parlement européen ou du Conseil.</p>	Exercice de la délégation	/	Pas transposé (non pertinent)
<p><b>Art. 27</b></p> <p>1. La Commission est assistée par un comité. Ledit comité est un comité au sens du règlement (UE) no 182/2011.</p> <p>2. Lorsqu'il est fait référence au présent paragraphe, l'article 5 du règlement (UE) no 182/2011 s'applique.</p>	Comité	/	Pas transposé (non pertinent)

Dispositions de la directive 2019/882	Objet	Dispositions de l'ordonnance assurant la transposition en RBC	Commentaires
<p><b>Art. 28</b> La Commission établit un groupe de travail constitué des représentants des autorités de surveillance du marché, des autorités chargées de la conformité des services et des parties prenantes concernées, y compris des représentants des organisations qui représentent les personnes handicapées. Le groupe de travail :</p> <p>a) facilite l'échange d'informations et de bonnes pratiques entre les autorités et les parties prenantes concernées ; b) favorise la coopération entre les autorités et les parties prenantes concernées sur les questions relatives à la mise en œuvre de la présente directive afin d'améliorer la cohérence dans l'application des exigences en matière d'accessibilité énoncées dans la présente directive et de suivre étroitement la mise en œuvre de l'article 14 ; et c) fournit des conseils, en particulier à la Commission, en ce qui concerne notamment la mise en œuvre des articles 4 et 14.</p>	Groupe de travail	/	Pas transposé (non pertinent)
<p><b>Art. 29</b> 1. Les États membres veillent à ce qu'il existe des moyens adéquats et efficaces permettant de faire respecter la présente directive. 2. Les moyens visés au paragraphe 1<sup>er</sup> comprennent :</p> <p>a) des dispositions permettant à un consommateur de saisir les tribunaux ou les organes administratifs compétents en vertu du droit national, afin de garantir le respect des dispositions nationales transposant la présente directive ; b) des dispositions permettant à des organismes publics ou des associations privées, des organisations ou autres entités juridiques ayant un intérêt légitime à l'application de la présente directive d'agir devant les tribunaux ou les organes administratifs compétents en vertu du droit national, au nom ou au soutien du requérant et avec son accord, dans toute procédure judiciaire ou administrative prévue aux fins de l'exécution des obligations énoncées par la présente directive. 3. Le présent article ne s'applique pas aux procédures de passation de marchés relevant des directives 2014/24/UE et 2014/25/UE.</p>	Mesures d'exécution	Art. 9-10 Art. 10 Art. 13	
<p><b>Art. 30</b> 1. Les États membres déterminent le régime des sanctions applicables aux violations des dispositions nationales adoptées en application de la présente directive et prennent toute mesure nécessaire pour assurer la mise en œuvre de celles-ci. 2. Les sanctions ainsi prévues sont effectives, proportionnées et dissuasives. Ces sanctions s'accompagnent de mesures correctives efficaces au cas où les opérateurs économiques ne se conforment pas à ces dispositions. 3. Les États membres informent sans retard la Commission du régime des sanctions et des mesures qu'ils ont adoptés et de toute modification apportée ultérieurement. 4. Les sanctions tiennent compte de l'étendue du cas de non-conformité, notamment de sa gravité et du nombre d'unités de produits ou services non conformes mais aussi du nombre de personnes concernées. 5. Le présent article ne s'applique pas aux procédures de passation de marchés relevant des directives 2014/24/UE et 2014/25/UE.</p>	Sanctions	Art. 17-20	
<p><b>Art. 31</b> 1. Les États membres adoptent et publient, au plus tard le 28 juin 2022, les dispositions législatives, réglementaires et administratives nécessaires pour se conformer à la présente directive. Ils communiquent immédiatement à la Commission le texte de ces dispositions. 2. Ils appliquent ces dispositions à partir du 28 juin 2025. 3. Par dérogation au paragraphe 2 du présent article, les États membres peuvent décider d'appliquer les mesures relatives aux obligations prévues à l'article 4, paragraphe 8, au plus tard le 28 juin 2027. 4. Lorsque les États membres adoptent ces dispositions, celles-ci contiennent une référence à la présente directive ou sont accompagnées d'une telle référence lors de leur publication officielle. Les modalités de cette référence sont arrêtées par les États membres. 5. Les États membres communiquent à la Commission le texte des dispositions essentielles de droit interne qu'ils adoptent dans le domaine régi par la présente directive. 6. Les États membres qui font usage de la possibilité prévue à l'article 4, paragraphe 4, communiquent à la Commission le texte des dispositions essentielles de droit interne qu'ils adoptent à cette fin et présentent à la Commission un rapport sur les progrès réalisés dans leur mise en œuvre.</p>	Transposition	Art. 22	

Dispositions de la directive 2019/882	Objet	Dispositions de l'ordonnance assurant la transposition en RBC	Commentaires
<p><b>Art. 32</b></p> <p>1. Sans préjudice du paragraphe 2 du présent article, les États membres prévoient une période transitoire s'achevant le 28 juin 2030, au cours de laquelle les prestataires de services ont la possibilité de continuer à fournir leurs services en utilisant des produits qu'ils utilisaient légalement pour fournir des services similaires avant cette date. Les contrats de services convenus avant le 28 juin 2025 peuvent courir sans modification jusqu'à expiration, mais pas plus que cinq ans à compter de ladite date.</p> <p>2. Les États membres peuvent prévoir que les terminaux en libre-service utilisés légalement par les prestataires de services pour fournir des services avant le 28 juin 2025 peuvent continuer à être utilisés pour fournir des services similaires jusqu'à la fin de leur durée de vie économiquement utile, cette période ne pouvant dépasser vingt ans après leur mise en service.</p>	Mesures transitoires	Art. 21	
<p><b>Art. 33</b></p> <p>1. Au plus tard le 28 juin 2030 et tous les cinq ans par la suite, la Commission soumet au Parlement européen, au Conseil, au Comité économique et social européen et au Comité des régions un rapport sur l'application de la présente directive.</p> <p>2. Les rapports décrivent entre autres, à la lumière de l'évolution sociale, économique et technologique, les développements en matière d'accessibilité des produits et des services, le verrouillage technologique éventuel ou les possibles obstacles à l'innovation et les incidences de la présente directive sur les opérateurs économiques et sur les personnes handicapées. Les rapports évaluent également si l'application de l'article 4, paragraphe 4, a contribué à rapprocher les exigences divergentes en matière d'accessibilité de l'environnement bâti lié aux services de transport de passagers et de voyageurs, aux services bancaires aux consommateurs et aux centres de services à la clientèle des magasins gérés par des prestataires de services de communications électroniques, le cas échéant, en vue de permettre l'alignement progressif sur les exigences en matière d'accessibilité énoncées à l'annexe III.</p> <p>Les rapports évaluent également si l'application de la présente directive, et en particulier ses dispositions facultatives, a contribué à rapprocher les exigences en matière d'accessibilité de l'environnement bâti constituant des travaux relevant du champ d'application de la directive 2014/23/UE du Parlement européen et du Conseil (35), de la directive 2014/24/UE et de la directive 2014/25/UE.</p> <p>Les rapports traitent également des effets sur le fonctionnement du marché intérieur de l'application de l'article 14 de la présente directive, y compris, le cas échéant, sur la base des informations reçues en application de l'article 14, paragraphe 8, ainsi que de l'exemption accordée aux microentreprises. Les rapports déterminent si la présente directive a atteint ses objectifs et s'il serait approprié d'inclure de nouveaux produits et services dans son champ d'application, ou d'en exclure certains produits et services, et ils recensent, si possible, les domaines dans lesquels la charge devrait être réduite, en vue d'une possible révision de la présente directive.</p> <p>La Commission propose s'il y a lieu des mesures appropriées, notamment des mesures législatives.</p> <p>3. Les États membres communiquent en temps utile à la Commission toutes les informations dont elle a besoin pour établir de tels rapports.</p> <p>4. Les rapports de la Commission prennent en considération le point de vue des acteurs économiques et des organisations non gouvernementales concernées, notamment les organisations représentant les personnes handicapées.</p>	Rapports et réexamen	/	Pas transposé (non pertinent)
Annexe I.	Exigences en matière d'accessibilité pour les produits et services	Annexe 1	
Annexe II.	Exemples indicatifs non contraignants de solutions possibles contribuant à respecter les exigences en matière d'accessibilité énoncées à l'annexe I	/	Pas transposé (non pertinent)

<b>Dispositions de la directive 2019/882</b>	<b>Objet</b>	<b>Dispositions de l'ordonnance assurant la transposition en RBC</b>	<b>Commentaires</b>
Annexe III	Exigences en matière d'accessibilité aux fins de l'article 4, paragraphe 4, en ce qui concerne l'environnement bâti à l'endroit où les services relevant de la présente directive sont fournis	/	Pas transposé (non pertinent)
Annexe IV	Procédures d'évaluation de la conformité — produits	/	Pas transposé (non pertinent)
Annexe V	Informations sur les services conformes aux exigences en matière d'accessibilité	Annexe II	
Annexe VI	Critères d'évaluation du caractère disproportionné de la charge	Annexe III	

**Bijlage 4**  
**Overeenstemmingstabel [A]**  
**Brussels Hoofdstedelijk Gewest**  
**– Ordonnantie van xx/xx/xxxx**  
**betreffende de toegankelijkheid van de**  
**interactieve zelfbedieningsterminals**  
**van het stedelijk en gewestelijk vervoer:**  
**omzetting van richtlijn 2019/882**

Bepalingen van richtlijn 2019/882	Betreft	Bepalingen van de omzettingsordonnantie voor het BHG	Toelichtingen
<p><b>Art. 1</b>  Deze richtlijn strekt ertoe een bijdrage te leveren tot het goed functioneren van de interne markt middels onderlinge aanpassing van de wettelijke en bestuursrechtelijke bepalingen van de lidstaten inzake de toegankelijkheidsvoorschriften voor bepaalde producten en diensten, in het bijzonder door het wegwerken en voorkomen van belemmeringen voor het vrije verkeer van onder deze richtlijn vallende producten en diensten ten gevolge van uiteenlopende toegankelijkheidsvoorschriften in de lidstaten.</p>	Betreft	/	Niet omgezet (niet relevant)
<p><b>Art. 2</b>  1. Deze richtlijn is van toepassing op de volgende producten die na 28 juni 2025 in de handel worden gebracht :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>a) gewone computerapparatuur voor consumenten en besturingssystemen voor die apparatuur ;</li> <li>b) de volgende zelfbedieningsterminals : <ul style="list-style-type: none"> <li>i) betaalterminals ;</li> <li>ii) de volgende zelfbedieningsterminals die worden gebruikt voor het verlenen van onder deze richtlijn vallende diensten : <ul style="list-style-type: none"> <li>– geldautomaten ;</li> <li>– ticketautomaten ;</li> <li>– incheckautomaten ;</li> <li>– interactieve informatieverstrekende zelfbedieningsterminals, met uitzondering van terminals die als geïntegreerde delen van voertuigen, luchtvaartuigen, schepen, of rollend materieel zijn geïnstalleerd ;</li> </ul> </li> </ul> </li> <li>c) eindapparatuur voor gebruik door consumenten, met interactieve computerfuncties, die gebruikt wordt voor elektronischecommunicatiediensten ;</li> <li>d) eindapparatuur voor gebruik door consumenten, met interactieve computerfuncties voor toegang tot audiovisuele mediadiensten ; en</li> <li>e) e-lezers.</li> </ul> <p>2. Onverminderd artikel 32 is deze richtlijn van toepassing op de volgende diensten die na 28 juni 2025 aan consumenten worden verleend :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>a) elektronischecommunicatiediensten, met uitzondering van transmissiediensten die voor de levering van machine-to-machinediensten worden gebruikt ;</li> <li>b) diensten die toegang verlenen tot audiovisuele mediadiensten ;</li> <li>c) navolgende elementen van personenvervoer per vliegtuig, bus, trein en over water, met uitzondering van stedelijke, en voorstedelijke en regionale vervoersdiensten, waarvoor uitsluitend de elementen onder v) van toepassing zijn :</li> </ul>	Toepassingsgebied	Art. 4	Uitsluitend omzetting van 2, c), v.

Bepalingen van richtlijn 2019/882	Betreft	Bepalingen van de omzettingsordonnantie voor het BHG	Toelichtingen
<p>i) websites ;</p> <p>ii) op basis van mobiele apparaten, onder meer via mobiele applicaties, geleverde diensten ;</p> <p>iii) elektronische tickets en elektronische ticketingdiensten ;</p> <p>iv) het verstrekken van informatie over vervoersdiensten, waaronder realtime-reisinformatie ; dit wordt, wat informatieschermen betreft, beperkt tot interactieve schermen die zich op het grondgebied van de Unie bevinden, en</p> <p>v) interactieve zelfbedieningsterminals op het grondgebied van de Unie, uitgezonderd terminals die als geïntegreerde onderdelen zijn geïnstalleerd in voertuigen, luchtvaartuigen, schepen en rollend materieel die voor het aanbieden van een of meer onderdelen van deze diensten voor personenvervoer worden gebruikt ;</p> <p>d) bankdiensten voor consumenten ;</p> <p>e) e-boeken en specifieke software daarvoor, en</p> <p>f) e-handelsdiensten.</p> <p>3. Deze richtlijn is van toepassing op het beantwoorden van noodcommunicatie via het gemeenschappelijk Europees noodnummer « 112 ».</p> <p>4. Deze richtlijn is niet van toepassing op de volgende inhoud van websites en mobiele toepassingen :</p> <p>a) vooraf opgenomen, op tijd gebaseerde media die gepubliceerd zijn vóór 28 juni 2025 ;</p> <p>b) kantoorbestandsformats die gepubliceerd zijn vóór 28 juni 2025 ;</p> <p>c) onlinekaarten en -karteringsdiensten, indien essentiële informatie op een toegankelijke, digitale wijze wordt verstrekt in het geval van voor navigatie bestemde kaarten ;</p> <p>d) van derden afkomstige inhoud die niet door de betrokken marktdeelnemer wordt gefinancierd of ontwikkeld en waarover deze geen zeggenschap heeft ;</p> <p>e) inhoud van websites en toepassingen op basis van mobiele apparaten die kunnen worden aangemerkt als archieven, wat betekent dat zij enkel inhoud bevatten die niet wordt bijgewerkt of aangepast na 28 juni 2025.</p> <p>5. Deze richtlijn laat Richtlijn (EU) 2017/1564 en Verordening (EU) 2017/1563 onverlet.</p>			
<p><b>Art. 3</b></p> <p>Voor de toepassing van deze richtlijn wordt verstaan onder :</p> <p>1. « personen met een handicap » : personen met langdurige fysieke, mentale, intellectuele of zintuiglijke beperkingen die in hun interactie te kampen hebben met diverse drempels die hen kunnen beletten volledig, effectief en op voet van gelijkheid met anderen in de samenleving te participeren ;</p> <p>2. « product » : door middel van een productieproces vervaardigde stof, preparaat of goed, uitgezonderd levensmiddelen, diervoeder, levende planten en dieren, producten van menselijke oorsprong en rechtstreeks met hun toekomstige reproductie verband houdende producten van planten en dieren ;</p> <p>3. « dienst » : dienst als omschreven in artikel 4, punt 1, van Richtlijn 2006/123/EG van het Europees Parlement en de Raad (27) ;</p> <p>4. « dienstverlener » : natuurlijke of rechtspersoon die een dienst verleent op de markt van de Unie of aanbiedt consumenten in de Unie een dienst te verlenen ;</p> <p>5. « audiovisuele mediadiensten » : in artikel 1, lid 1, punt a), van Richtlijn 2010/13/EU omschreven diensten ;</p> <p>6. « tot audiovisuele mediadiensten toegang verschaffende diensten » : door middel van elektronischecommunicatienetwerken uitgezonden diensten die gebruikt worden om kennis te nemen van audiovisuele mediadiensten, ze te kiezen, er informatie over te ontvangen en ze te bekijken, alsmede alle beschikbaar gemaakte functies, zoals ondertiteling voor doven en slechthorenden, audiodescriptie, gesproken ondertiteling en vertolking in gebarentaal, die resulteren uit het toepassen van maatregelen voor het toegankelijk maken van die diensten in de zin van artikel 7 van Richtlijn 2010/13/EU ; en omvat elektronische programmagidsen (EPG's) ;</p> <p>7. « eindapparatuur voor gebruik door consumenten, met interactieve computerfuncties, voor toegang tot audiovisuele mediadiensten » : elke soort apparatuur met als voornaamste functie het verlenen van toegang tot audiovisuele mediadiensten ;</p> <p>8. « elektronischecommunicatiedienst » : dienst voor elektronische communicatie in de zin van artikel 2, punt 4, van Richtlijn (EU) 2018/1972 ;</p> <p>9. « diensten voor totale conversatie » : diensten voor totale conversatie in de zin van artikel 2, punt 35, van Richtlijn (EU) 2018/1972 ;</p> <p>10. « alarmcentrale » of « PSAP » (Public Safety Answering Point) : alarmcentrale of PSAP in de zin van artikel 2, punt 36, van Richtlijn (EU) 2018/1972 ;</p> <p>11. « meest geschikte alarmcentrale » : meest geschikte alarmcentrale in de zin van artikel 2, punt 37, van Richtlijn (EU) 2018/1972 ;</p>	Definities	<p>Art. 3</p> <p>Art. 3, § 8</p> <p>Art. 3, § 6</p> <p>Art. 3, § 2</p> <p>Art. 3, § 4</p> <p>Art. 3, § 3</p> <p>Art. 3, § 5</p> <p>Art. 3, § 9</p> <p>Art. 3, § 9</p>	

Bepalingen van richtlijn 2019/882	Betreft	Bepalingen van de omzettingsordonnantie voor het BHG	Toelichtingen
<p>12. « noodcommunicatie » : noodcommunicatie in de zin van artikel 2, punt 38, van Richtlijn (EU) 2018/1972 ;</p> <p>13. « noodhulpdienst » : noodhulpdienst in de zin van artikel 2, punt 39, van Richtlijn (EU) 2018/1972 ;</p> <p>14. « realtimestekst » : vorm van schriftelijke conversatie tussen twee punten of in meerpuntenconferenties, waarbij de ingevoerde tekst op zodanige wijze wordt verzonden dat het bericht door de gebruiker wordt ervaren als doorlopend en letter voor letter tot stand komend ;</p> <p>15. « op de markt aanbieden » : het in het kader van een handelsactiviteit, al dan niet tegen betaling, verstrekken van een product met het oog op distributie, consumptie of gebruik op de markt van de Unie ;</p> <p>16. « in de handel brengen » : het voor het eerst in de Unie op de markt aanbieden van een product ;</p> <p>17. « fabrikant » : natuurlijke of rechtspersoon die een product fabriceert of laat ontwerpen of fabriceren en dat product onder zijn benaming of merk in de handel brengt ;</p> <p>18. « gemachtigde » : in de Unie gevestigde natuurlijke of rechtspersoon die schriftelijk door een fabrikant is gemachtigd om namens hem specifieke taken te verrichten ;</p> <p>19. « importeur » : in de Unie gevestigde natuurlijke of rechtspersoon die een product uit een derde land in de Unie in de handel brengt ;</p> <p>20. « distributeur » : natuurlijke of rechtspersoon in de toeleveringsketen, uitgezonderd de fabrikant of de importeur, die een product op de markt aanbiedt ;</p> <p>21. « marktdeelnemer » : fabrikant, gemachtigde, importeur, distributeur of dienstverlener ;</p> <p>22. « consument » : natuurlijke persoon die het desbetreffende product koopt of de desbetreffende dienst afneemt voor andere doeleinden dan zijn handels-, bedrijfs-, ambachts- of beroepsactiviteit ;</p> <p>23. « micro-onderneming » : onderneming met minder dan 10 werknemers en een jaaromzet of een jaarlijks balanstotaal van ten hoogste 2 miljoen euro ;</p> <p>24. « kleine en middelgrote ondernemingen » : categorie van ondernemingen met minder dan 250 werknemers en met een jaaromzet van ten hoogste 50 miljoen euro of een jaarlijks balanstotaal van ten hoogste 43 miljoen euro, micro-ondernemingen niet inbegrepen ;</p> <p>25. « geharmoniseerde norm » : geharmoniseerde norm als omschreven in artikel 2, punt 1, onder c), van Verordening (EU) nr. 1025/2012 ;</p> <p>26. « technische specificatie » : een technische specificatie als omschreven in artikel 2, punt 4, van Verordening (EU) nr. 1025/2012, ter nakoming van de op een product of dienst van toepassing zijnde toegankelijkheidsvoorschriften ;</p> <p>27. « uit de handel nemen » : maatregel om te voorkomen dat een product in de toeleveringsketen op de markt wordt aangeboden ;</p> <p>28. « bankdiensten voor consumenten » : het aan consumenten verlenen van de volgende bankdiensten of financiële diensten :</p> <p>a) kredietovereenkomsten die vallen onder Richtlijn 2008/48/EG van het Europees Parlement en de Raad (28) of Richtlijn 2014/17/EU van het Europees Parlement en de Raad (29) ;</p> <p>b) diensten als omschreven in bijlage I, deel A, punten 1, 2, 4 en 5, en deel B, punten 1, 2, 4 en 5, van Richtlijn 2014/65/EU van het Europees Parlement en de Raad (30) ;</p> <p>c) betalingsdiensten als omschreven in artikel 4, punt 3, van Richtlijn (EU) 2015/2366 van het Europees Parlement en de Raad (31) ;</p> <p>d) diensten verband houdende met betaalrekeningen als omschreven in artikel 2, punt 6, van Richtlijn 2014/92/EU van het Europees Parlement en de Raad (32) ; en</p> <p>e) elektronisch geld als omschreven in artikel 2, punt 2, van Richtlijn 2009/110/EG van het Europees Parlement en de Raad (33) ;</p> <p>29. « betaalterminal » : apparaat met als voornaamste functie het verrichten van betalingen met gebruik van betaalinstrumenten als omschreven in artikel 4, punt 14, van Richtlijn (EU) 2015/2366 op een fysiek verkooppunt, doch niet in een virtuele omgeving ;</p>			

Bepalingen van richtlijn 2019/882	Betreft	Bepalingen van de omzettingsordonnantie voor het BHG	Toelichtingen
<p>30. « e-handelsdiensten » : diensten die worden verleend op afstand, via websites en diensten op basis van mobiele apparaten, langs elektronische weg en op individueel verzoek van een consument met het oog op het sluiten van een consumentenovereenkomst ;</p> <p>31. « diensten voor personenvervoer per vliegtuig » : commerciële luchtdiensten voor passagiers in de zin van artikel 2, punt 1), van Verordening (EG) nr. 1107/2006, met vertrek van, doorreis via of aankomst op een luchthaven, indien deze luchthaven op het grondgebied van een lidstaat is gelegen, met inbegrip van vluchten vanaf een luchthaven in een derde land naar een luchthaven op het grondgebied van een lidstaat ingeval de diensten door in de Unie gevestigde luchtvaartmaatschappijen worden verricht ;</p> <p>32. « diensten voor personenvervoer per bus » : onder artikel 2, leden 1 en 2, van Verordening (EU) nr. 181/2011 vallende diensten ;</p> <p>33. « diensten voor personenvervoer per spoor » : alle diensten voor treinreizigers als bedoeld in artikel 2, lid 1, van Verordening (EG) nr. 1371/2007, met uitzondering van de in artikel 2, lid 2, van die verordening bedoelde diensten ;</p> <p>34. « diensten voor personenvervoer over water » : onder artikel 2, lid 1, van Verordening (EU) nr. 1177/2010 vallende passagiersdiensten, met uitzondering van de onder artikel 2, lid 2, van genoemde verordening vallende diensten ;</p> <p>35. « stedelijke en voorstedelijke vervoersdiensten » : stedelijke en voorstedelijke vervoersdiensten als omschreven in artikel 3, punt 6, van Richtlijn 2012/34/EU van het Europees Parlement en de Raad (34) ; voor de toepassing van onderhavige richtlijn omvat het echter enkel de volgende vervoerswijzen : trein, bus en touringcar, metro, tram en trolleybus ;</p> <p>36. « regionale vervoersdiensten » : regionale vervoersdiensten als omschreven in artikel 3, punt 7, van Richtlijn 2012/34/EU ; voor de toepassing van onderhavige richtlijn omvat het echter enkel de volgende vervoerswijzen : trein, bus en touringcar, metro, tram en trolleybus ;</p>			
<p>37. « hulptechnologie » : onderdelen, uitrusting, diensten- of productsystemen, met inbegrip van software waarmee de functionele mogelijkheden van personen met een handicap of andere beperkingen worden verhoogd, in stand gehouden, vervangen of verbeterd, of waarmee stoornissen, beperkingen of participatiebeperkingen worden verlicht of gecompenseerd ;</p> <p>38. « besturingssysteem » : software die onder meer zorgt voor de verbinding met perifere apparatuur, taken plant, opslagruimte toekent en de gebruiker een standaardinterface aanbiedt wanneer geen toepassingsprogramma actief is, met inbegrip van een grafische gebruikersinterface, ongeacht of deze software integraal deel uitmaakt van gewone computerapparatuur voor consumenten, dan wel voor dergelijke apparatuur bestemde autonome software is, met uitzondering evenwel van de software voor het laden van een besturingssysteem, basis-input/output-systemen of andere firmware die nodig is voor het opstarten of het installeren van het besturingssysteem ;</p> <p>39. « gewone computerapparatuur voor consumenten » : de combinatie van apparatuur waaruit een volledige computer bestaat, gekenmerkt door multifunctionaliteit en het vermogen om met de juiste software de meest voorkomende, door consumenten gevraagde computertaken uit te voeren, en bedoeld voor gebruik door consumenten, met inbegrip van personal computers, in het bijzonder desktops, notebooks, smartphones en tablets ;</p> <p>40. « interactieve computerfuncties » : functionaliteiten ter ondersteuning van de interactie tussen mens en apparaat, die de verwerking en transmissie van gegevens, stem of video of iedere combinatie daarvan mogelijk maken ;</p> <p>41. « e-boek en bijbehorende software » : dienst voor het ter beschikking stellen van digitale bestanden met een elektronische versie van een boek, die kunnen worden geopend, doorgebladerd, gelezen en gebruikt, alsmede van de software, daaronder begrepen diensten op basis van mobiele apparaten, waaronder mobiele applicaties, die nodig is om deze bestanden te openen, te doorbladeren, te lezen en te gebruiken, met uitzondering van software die valt onder de definitie van punt 42 ;</p> <p>42. « e-lezer » : speciaal toestel, met apparatuur en software, om e-boekbestanden te openen, te doorbladeren, te lezen en te gebruiken ;</p> <p>43. « elektronische tickets » : systeem waarmee een vervoersbewijs in de vorm van één of meerdere reistickets, een abonnement of reissaldo elektronisch wordt opgeladen op een fysiek vervoersbewijs of ander hulpmiddel, in plaats van op een papieren ticket te worden afgedrukt ;</p> <p>44. « elektronische ticketingdiensten » : systeem waarmee tickets voor personenvervoer worden aangekocht, ook online, door middel van een apparaat met interactieve computerfuncties, en dat die tickets in elektronische vorm aan de koper ter beschikking stelt, zodat deze op papier kunnen worden afgedrukt of tijdens de reis op een mobiel apparaat met interactieve computerfuncties kunnen worden getoond.</p>			

Bepalingen van richtlijn 2019/882	Betreft	Bepalingen van de omzettingsordonnantie voor het BHG	Toelichtingen
<p><b>Art. 4</b></p> <p>1. De lidstaten zien erop toe, overeenkomstig de leden 2, 3 en 5 van dit artikel en onder voorbehoud van artikel 14, dat marktdeelnemers uitsluitend producten in de handel brengen en uitsluitend diensten verlenen die voldoen aan de toegankelijkheidsvoorschriften in bijlage I.</p> <p>2. Alle producten voldoen aan de toegankelijkheidsvoorschriften in afdeling I van bijlage I.</p> <p>Alle producten, met uitzondering van zelfbedieningsterminals, voldoen aan de toegankelijkheidsvoorschriften in afdeling II van bijlage I.</p> <p>3. Onverminderd lid 5 van dit artikel voldoen alle diensten, met uitzondering van de stedelijke en voorstedelijke vervoersdiensten en regionale vervoersdiensten, aan de toegankelijkheidsvoorschriften in afdeling III van bijlage I.</p> <p>Onverminderd lid 5 van dit artikel voldoen alle diensten aan de toegankelijkheidsvoorschriften in afdeling IV van bijlage I.</p> <p>4. De lidstaten kunnen, gelet op binnenlandse omstandigheden, bepalen dat de bebouwde omgeving die door klanten van onder deze richtlijn vallende diensten wordt gebruikt, moet voldoen aan de toegankelijkheidsvoorschriften van bijlage III teneinde het gebruik van deze diensten door personen met een handicap zo veel mogelijk te bevorderen.</p> <p>5. Micro-ondernemingen die diensten aanbieden, worden vrijgesteld van de in lid 3 van dit artikel bedoelde toegankelijkheidsvoorschriften en van elke verplichting in verband met de naleving van die voorschriften.</p> <p>6. De lidstaten geven micro-ondernemingen de nodige richtsnoeren en instrumenten om de toepassing van de nationale maatregelen ter omzetting van deze richtlijn te faciliteren. De lidstaten ontwikkelen die instrumenten in samenspraak met relevante belanghebbenden.</p> <p>7. De lidstaten kunnen de marktdeelnemers in kennis stellen van de in bijlage II vervatte indicatieve voorbeelden van de wijze waarop ertoe kan worden bijgedragen dat aan de toegankelijkheidsvoorschriften in bijlage I kan worden voldaan.</p> <p>8. De lidstaten zien erop toe dat bij het beantwoorden van noodcommunicatie via het gemeenschappelijk Europees noodnummer « 112 » door de meest geschikte alarmcentrale, wordt voldaan aan de specifieke toegankelijkheidsvoorschriften van bijlage I, afdeling V, op de wijze die het meest geschikt is voor de nationale organisatie van noodhulpdiensten.</p> <p>9. De Commissie is bevoegd overeenkomstig artikel 26 gedelegeerde handelingen vast te stellen tot aanvulling van bijlage I, houdende nadere uitwerking van de toegankelijkheidsvoorschriften die gezien hun aard het beoogde effect slechts kunnen sorteren indien zij verder worden uitgewerkt in bindende rechtshandelingen van de Unie, zoals voorschriften met betrekking tot interoperabiliteit.</p>	Toegankelijkheidsvoorschriften	Art. 5	Beslissing om niet om te zetten Art. 4, § 4 Beslissing om niet om te zetten Art. 4, § 7
<p><b>Art. 5</b></p> <p>Diensten die voldoen aan de voorschriften voor de verstrekking van toegankelijke informatie en van informatie over toegankelijkheid in de zin van de Verordeningen (EG) nr. 261/2004, (EG) nr. 1107/2006, (EG) nr. 1371/2007, (EU) nr. 1177/2010 en (EU) nr. 181/2011, alsmede van de desbetreffende handelingen die zijn vastgesteld op basis van Richtlijn 2008/57/EG, worden geacht aan de overeenkomstige voorschriften van deze richtlijn te voldoen. Wanneer deze richtlijn ten opzichte van voornoemde verordeningen en handelingen aanvullende voorschriften bevat, zijn de aanvullende voorschriften geheel van toepassing.</p>	Geldend Unierecht betreffende het passagiers- en reizigersvervoer	Art. 7, § 6	
<p><b>Art. 6</b></p> <p>De lidstaten werpen geen met toegankelijkheidsvoorschriften verband houdende belemmeringen op voor het op hun grondgebied in de handel brengen van producten of verlenen van diensten die aan deze richtlijn voldoen.</p>	Vrij verkeer	/	Niet omgezet (niet relevant)

Bepalingen van richtlijn 2019/882	Betreft	Bepalingen van de omzettingsordonnantie voor het BHG	Toelichtingen
<p><b>Art. 7</b></p> <p>1. Fabrikanten waarborgen bij het in de handel brengen van hun producten dat deze zijn ontworpen en vervaardigd overeenkomstig de toepasselijke toegankelijkheidsvoorschriften van deze richtlijn.</p> <p>2. Fabrikanten stellen de technische documentatie op overeenkomstig bijlage IV en voeren de conformiteitsbeoordeling uit — of laten deze uitvoeren — volgens de in die bijlage vermelde procedure.</p> <p>Indien via die procedure is aangetoond dat het product aan de toepasselijke toegankelijkheidsvoorschriften voldoet, stellen de fabrikanten een EU-conformiteitsverklaring op en brengen zij de CE-markering aan.</p> <p>3. Fabrikanten bewaren de technische documentatie en de EU-conformiteitsverklaring gedurende vijf jaar na het in de handel brengen van het product.</p> <p>4. Fabrikanten zorgen ervoor dat zij over procedures beschikken om een continue conformiteit van hun serieproductie met deze richtlijn te waarborgen. Er wordt naar behoren rekening gehouden met veranderingen in het ontwerp of de kenmerken van het product en met wijzigingen in de geharmoniseerde normen, of technische specificaties, waarnaar in de conformiteitsverklaring van het product wordt verwezen.</p> <p>5. Fabrikanten zorgen ervoor dat op hun producten een type-, partij- of serienummer, dan wel een ander identificatiemiddel is aangebracht, of wanneer dit door de omvang of aard van het product niet mogelijk is, dat de vereiste informatie op de verpakking of in een bij het product gevoegd document is vermeld.</p> <p>6. Fabrikanten vermelden hun naam, geregistreerde handelsnaam of hun geregistreerd merk en het contactadres op het product, of wanneer dit niet mogelijk is, op de verpakking of in een bij het product gevoegd document. Het adres geeft één centraal punt aan waar contact kan worden opgenomen met de fabrikant. De contactgegevens worden gesteld in een voor eindgebruikers en markttoezichtautoriteiten gemakkelijk te begrijpen taal.</p> <p>7. De fabrikanten zien erop toe dat het product vergezeld gaat van instructies en informatie aangaande de veiligheid, opgesteld in een door de betrokken lidstaat bepaalde taal die consumenten en andere eindgebruikers gemakkelijk kunnen begrijpen. Die instructies en informatie, evenals eventuele etikettering, zijn duidelijk en begrijpelijk.</p> <p>8. Fabrikanten die van mening zijn of redenen hebben om aan te nemen dat een door hen in de handel gebracht product niet aan deze richtlijn voldoet, treffen onmiddellijk de nodige corrigerende maatregelen om het product conform te maken of zo nodig uit de handel te nemen. Voorts brengen fabrikanten, indien het product niet aan de toegankelijkheidsvoorschriften van deze richtlijn voldoet, de bevoegde nationale autoriteiten van de lidstaten waar zij het product op de markt hebben aangeboden hiervan onmiddellijk op de hoogte, waarbij zij in het bijzonder de aard van de non-conformiteit en alle getroffen corrigerende maatregelen uitvoerig beschrijven. In dergelijke gevallen houden fabrikanten een register bij van de producten die niet aan de toepasselijke toegankelijkheidsvoorschriften voldoen en van de desbetreffende klachten.</p> <p>9. Fabrikanten verstrekken een bevoegde nationale autoriteit op haar met redenen omkleed verzoek alle benodigde informatie en documentatie ter staving van de conformiteit van het product, in een taal die deze autoriteit gemakkelijk kan begrijpen. Zij verlenen op verzoek van deze autoriteit medewerking aan alle maatregelen die worden getroffen om de non-conformiteit met de toepasselijke toegankelijkheidsvoorschriften van door hen in de handel gebrachte producten weg te nemen, met name door de producten in overeenstemming met die voorschriften te brengen.</p>	Verplichtingen van marktdeelnemers die zich met producten bezighouden : verplichtingen van fabrikanten	/	Niet omgezet (niet relevant)
<p><b>Art. 8</b></p> <p>1. Een fabrikant kan via een schriftelijk mandaat een gemachtigde aanstellen. De verplichtingen uit hoofde van artikel 7, lid 1, en de opstelling van technische documentatie vallen niet onder het mandaat van de gemachtigde.</p> <p>2. Een gemachtigde voert de taken uit die vermeld zijn in het mandaat dat hij van de fabrikant heeft ontvangen. De gemachtigde mag uit hoofde van het mandaat ten minste de volgende taken verrichten :</p> <p>a) gedurende vijf jaar de EU-conformiteitsverklaring en de technische documentatie ter beschikking van de markttoezichtautoriteiten houden ;</p> <p>b) een bevoegde nationale autoriteit, op haar met redenen omkleed verzoek daartoe, alle benodigde informatie en documentatie verstrekken ter staving van de conformiteit van het product ;</p> <p>c) op verzoek van de bevoegde nationale autoriteiten meewerken aan alle maatregelen die getroffen worden om de non-conformiteit met de toepasselijke toegankelijkheidsvoorschriften van onder hun mandaat vallende producten weg te nemen.</p>	Verplichtingen van marktdeelnemers die zich met producten bezighouden : gemachtigden	/	Niet omgezet (niet relevant)

Bepalingen van richtlijn 2019/882	Betreft	Bepalingen van de omzettingsordonnantie voor het BHG	Toelichtingen
<p><b>Art. 9</b></p> <p>1. Importeurs brengen alleen conforme producten in de handel.</p> <p>2. Alvorens een product in de handel te brengen, zien importeurs erop toe dat de fabrikant de in bijlage IV vermelde procedure voor conformiteitsbeoordeling heeft uitgevoerd. Zij zorgen ervoor dat de fabrikant de in die bijlage vereiste technische documentatie heeft opgesteld, dat het product is voorzien van de CE-markering, dat het vergezeld gaat van de vereiste documenten en dat de fabrikant heeft voldaan aan de voorschriften in artikel 7, leden 5 en 6.</p> <p>3. Indien een importeur van oordeel is, of redenen heeft om aan te nemen, dat een product niet aan de toepasselijke toegankelijkheidsvoorschriften van deze richtlijn voldoet, brengt de importeur het product pas in de handel nadat het conform is gemaakt. Voorts brengt de importeur, indien het product niet aan de toepasselijke toegankelijkheidsvoorschriften voldoet, de fabrikant en de markttoezichtautoriteiten hiervan op de hoogte.</p> <p>4. Importeurs vermelden hun naam, geregistreerde handelsnaam of geregistreerd merk, alsmede hun contactadres op het product, of wanneer dit niet mogelijk is, op de verpakking of in een bij het product gevoegd document. De contactgegevens worden gesteld in een voor eindgebruikers en markttoezichtautoriteiten gemakkelijk te begrijpen taal.</p> <p>5. Importeurs zien erop toe dat het product vergezeld gaat van instructies en veiligheidsinformatie in een door de betrokken lidstaat bepaalde taal die consumenten en andere eindgebruikers gemakkelijk kunnen begrijpen.</p> <p>6. Importeurs zorgen gedurende de periode dat zij voor het product verantwoordelijk zijn voor zodanige opslag- en vervoersomstandigheden dat de conformiteit van het product met de toepasselijke toegankelijkheidsvoorschriften, niet in gevaar komt.</p> <p>7. Importeurs houden gedurende vijf jaar een kopie van de EU-conformiteitsverklaring ter beschikking van de markttoezichtautoriteiten en zorgen ervoor dat de technische documentatie op verzoek aan die autoriteiten verstrekt kan worden.</p> <p>8. Importeurs die van mening zijn of redenen hebben om aan te nemen dat een door hen in de handel gebracht product niet aan deze richtlijn voldoet, treffen onmiddellijk de nodige corrigerende maatregelen om het product conform te maken of, zo nodig uit de handel te nemen. Voorts brengen importeurs, indien het product niet aan de toepasselijke toegankelijkheidsvoorschriften voldoet, de bevoegde nationale autoriteiten van de lidstaten waar zij het product op de markt hebben aangeboden hiervan onmiddellijk op de hoogte, waarbij zij in het bijzonder de aard van de non-conformiteit en alle getroffen corrigerende maatregelen uitvoerig beschrijven. In dergelijke gevallen houden importeurs een register bij van de producten die niet aan de toepasselijke toegankelijkheidsvoorschriften voldoen en van de desbetreffende klachten.</p> <p>9. Importeurs verstrekken een bevoegde nationale autoriteit op haar met redenen omkleed verzoek alle benodigde informatie en documentatie ter staving van de conformiteit van het product, in een taal die deze autoriteit gemakkelijk kan begrijpen. Zij verlenen op verzoek van deze autoriteit medewerking aan alle maatregelen die worden getroffen om de non-conformiteit met de toepasselijke toegankelijkheidsvoorschriften van door hen in de handel gebrachte producten weg te nemen.</p>	<p>Verplichtingen van marktdeelnemers die zich met producten bezighouden : verplichtingen van importeurs</p>	<p>/</p>	<p>Niet omgezet (niet relevant)</p>

Bepalingen van richtlijn 2019/882	Betreft	Bepalingen van de omzettingsordonnantie voor het BHG	Toelichtingen
<p><b>Art. 10</b></p> <p>1. Distributeurs die een product op de markt aanbieden, betrachten de nodige zorgvuldigheid in verband met de voorschriften van deze richtlijn.</p> <p>2. Voordat zij een product op de markt aanbieden, vergewissen distributeurs zich ervan dat de vereiste CE-markering op het product is aangebracht, dat het product vergezeld gaat van de vereiste documenten en van instructies en veiligheidsinformatie, in een taal die gemakkelijk te begrijpen is voor consumenten en andere eindgebruikers in de lidstaat waar het product op de markt wordt aangeboden, en dat de fabrikant en de importeur aan de voorschriften van artikel 7, leden 5 en 6, respectievelijk artikel 9, lid 4, hebben voldaan.</p> <p>3. Indien een distributeur van oordeel is of redenen heeft om aan te nemen dat een product niet conform is met de toepasselijke toegankelijkheidsvoorschriften van deze richtlijn, biedt de distributeur het product pas op de markt aan nadat het conform is gemaakt. Voorts brengt de distributeur, indien het product niet aan de toepasselijke toegankelijkheidsvoorschriften voldoet, de fabrikant of de importeur en de markttoezichtautoriteiten hiervan op de hoogte.</p> <p>4. Distributeurs zorgen gedurende de periode dat zij voor het product verantwoordelijk zijn, voor zodanige opslag- en vervoersomstandigheden dat de conformiteit van het product met de toepasselijke toegankelijkheidsvoorschriften niet in gevaar komt.</p> <p>5. Distributeurs die van mening zijn of redenen hebben om aan te nemen dat een door hen op de markt aangeboden product niet aan deze richtlijn voldoet, zien erop toe dat de nodige corrigerende maatregelen worden getroffen om het product conform te maken of zo nodig uit de handel te nemen. Voorts brengen distributeurs, indien het product niet aan de toepasselijke toegankelijkheidsvoorschriften voldoet, de bevoegde nationale autoriteiten van de lidstaten waar zij het product op de markt hebben aangeboden hiervan onmiddellijk op de hoogte, waarbij zij in het bijzonder de aard van de non-conformiteit en alle getroffen corrigerende maatregelen uitvoerig beschrijven.</p> <p>6. Distributeurs verstrekken een bevoegde nationale autoriteit op haar met redenen omkleed verzoek alle benodigde informatie en documentatie ter staving van de conformiteit van het product. Op verzoek van deze autoriteit verlenen zij medewerking aan alle maatregelen die worden getroffen om de non-conformiteit met de toepasselijke toegankelijkheidsvoorschriften van de door hen op de markt aangeboden producten weg te nemen.</p>	Verplichtingen van marktdeelnemers die zich met producten bezighouden : verplichtingen van distributeurs	/	Niet omgezet (niet relevant)
<p><b>Art. 11</b></p> <p>Een importeur of distributeur wordt voor de toepassing van deze richtlijn als fabrikant beschouwd en moet aan de in artikel 7 vermelde verplichtingen van de fabrikant voldoen, wanneer hij een product onder zijn eigen naam of merk in de handel brengt of een reeds in de handel gebracht product zodanig wijzigt dat de conformiteit met de voorschriften van deze richtlijn in het gedrang kan komen.</p>	Verplichtingen van marktdeelnemers die zich met producten bezighouden : gevallen waarin de verplichtingen van fabrikanten van toepassing zijn op importeurs en distributeurs	/	Niet omgezet (niet relevant)
<p><b>Art. 12</b></p> <p>1. In de artikelen 7 tot en met 10 bedoelde marktdeelnemers delen, op verzoek, de markttoezichtautoriteiten het volgende mede :</p> <p>a) welke andere marktdeelnemers hun een product hebben geleverd ;</p> <p>b) aan welke andere marktdeelnemers zij een product hebben geleverd.</p> <p>2. In de artikelen 7 tot en met 10 bedoelde marktdeelnemers moeten tot vijf jaar nadat het product aan hen is geleverd en tot vijf jaar nadat zij het product hebben geleverd, de in het eerste lid van dit artikel bedoelde informatie kunnen verstrekken.</p> <p>3. De Commissie is bevoegd overeenkomstig artikel 26 gedelegeerde handelingen vast te stellen tot wijziging van deze richtlijn, ter wijziging van de in lid 2 van dit artikel voor specifieke producten bedoelde termijn. Deze gewijzigde termijn bedraagt meer dan vijf jaar en staat in verhouding tot de economische levensduur van het product in kwestie.</p>	Verplichtingen van marktdeelnemers die zich met producten bezighouden : Identificatie van marktdeelnemers die zich met producten bezighouden	/	Niet omgezet (niet relevant)

Bepalingen van richtlijn 2019/882	Betreft	Bepalingen van de omzettingsordonnantie voor het BHG	Toelichtingen
<p><b>Art. 13</b></p> <p>1. Dienstverleners zorgen ervoor dat zij hun diensten ontwerpen en verlenen in overeenstemming met de toegankelijkheidsvoorschriften van deze richtlijn.</p> <p>2. Dienstverleners stellen overeenkomstig bijlage V de vereiste informatie op en leggen uit op welke manier de diensten aan de toepasselijke toegankelijkheidsvoorschriften voldoen. De informatie wordt het publiek schriftelijk en mondeling ter beschikking gesteld, mede op een manier die toegankelijk is voor personen met een handicap. Dienstverleners bewaren die informatie zolang de dienst in werking is.</p> <p>3. Onverminderd artikel 32 zorgen dienstverleners ervoor dat er procedures worden toegepast die garanderen dat de dienstverlening in overeenstemming met de toepasselijke toegankelijkheidsvoorschriften blijft. Dienstverleners houden op gepaste wijze rekening met veranderingen in de dienstverlening, veranderingen in de toepasselijke toegankelijkheidsvoorschriften en veranderingen in de geharmoniseerde normen of in technische specificaties op basis waarvan wordt verklaard dat een dienst aan de toegankelijkheidsvoorschriften voldoet.</p> <p>4. Indien de dienst hiermee niet in overeenstemming is, treffen dienstverleners onmiddellijk de nodige corrigerende maatregelen om de dienst in overeenstemming met de toepasselijke toegankelijkheidsvoorschriften te brengen. Voorts brengen dienstverleners, indien de dienst niet aan de toepasselijke toegankelijkheidsvoorschriften voldoet, de bevoegde nationale autoriteiten van de lidstaten waar de dienst wordt verleend hiervan onmiddellijk op de hoogte, waarbij zij in het bijzonder de aard van de non-conformiteit en alle getroffen corrigerende maatregelen uitvoerig beschrijven.</p> <p>5. Dienstverleners verstrekken een bevoegde nationale autoriteit op haar met redenen omkleed verzoek alle benodigde informatie en documentatie ter staving van de conformiteit van de dienst met de toepasselijke toegankelijkheidsvoorschriften. Zij verlenen op verzoek van deze autoriteit medewerking aan alle maatregelen die worden getroffen om de conformiteit met die voorschriften te waarborgen.</p>	Verplichtingen van dienstverleners	Art. 8	+ Bijlage II

Bepalingen van richtlijn 2019/882	Betreft	Bepalingen van de omzettingsordonnantie voor het BHG	Toelichtingen
<p><b>Art. 14</b></p> <p>1. De in artikel 4 genoemde toegankelijkheidsvoorschriften zijn uitsluitend van toepassing voor zover de naleving ervan :</p> <p>a) geen ingrijpende wijziging van een product of dienst vereist, resulterend in een fundamentele wijziging van de wezenlijke aard ervan, en</p> <p>b) geen onevenredige last voor de betrokken marktdeelnemers oplevert.</p> <p>2. Marktdeelnemers voeren een beoordeling uit om te kunnen bepalen of het naleven van de in artikel 4 bedoelde toegankelijkheidsvoorschriften tot een fundamentele wijziging leidt of, overeenkomstig de desbetreffende criteria in bijlage VI, een onevenredige last als bedoeld in lid 1 van dit artikel oplevert.</p> <p>3. Marktdeelnemers documenteren de in lid 2 genoemde beoordeling. Marktdeelnemers bewaren alle relevante resultaten gedurende een periode van vijf jaar nadat, naargelang van het geval, een product voor het laatst op de markt is aangeboden of een dienst voor het laatst op de markt is verleend. De marktdeelnemers verstrekken, naargelang van het geval, aan de markttoezichtautoriteiten of aan de voor het controleren van de conformiteit van diensten verantwoordelijke autoriteiten, op hun verzoek, een exemplaar van de in lid 2 genoemde beoordeling.</p> <p>4. In afwijking van lid 3 zijn micro-ondernemingen die zich met producten bezighouden, uitgezonderd van het voorschrift hun beoordeling te documenteren. Indien echter markttoezichtautoriteiten daarom vragen, verstrekken micro-ondernemingen die zich met producten bezighouden, en die ervoor gekozen hebben een beroep op lid 1 te doen, hun de voor de in lid 2 bedoelde beoordeling relevante feiten.</p> <p>5. Dienstverleners die een beroep doen op lid 1, onder b), vernieuwen voor elke categorie of soort dienst hun beoordeling van de onevenredige last :</p> <p>a) naar aanleiding van wijziging van de aangeboden dienst ; of</p> <p>b) op verzoek van de voor het controleren van de conformiteit van diensten verantwoordelijke autoriteiten, en</p> <p>c) in ieder geval, ten minste om de vijf jaar.</p> <p>6. Indien een marktdeelnemer uit andere bronnen dan zijn eigen middelen financiering ontvangt ter verbetering van de toegankelijkheid, ongeacht of het om publieke of particuliere financiering gaat, kan hij geen beroep doen op lid 1, onder b).</p> <p>7. De Commissie is bevoegd overeenkomstig artikel 26 gedelegeerde handelingen vast te stellen ter aanvulling van bijlage VI met een nadere uitwerking van de relevante criteria waarmee de marktdeelnemer bij het uitvoeren van de in lid 2 van dit artikel genoemde beoordeling rekening moet houden. De Commissie houdt hierbij niet alleen rekening met de potentiële voordelen voor personen met een handicap, maar ook met die voor personen met functionele beperkingen.</p> <p>De Commissie stelt waar nodig de eerste van die gedelegeerde handelingen uiterlijk op 28 juni 2020 vast. Deze eerste gedelegeerde handeling wordt ten vroegste van toepassing op 28 juni 2025.</p> <p>8. Marktdeelnemers die voor een specifiek product of specifieke dienst een beroep doen op lid 1, verstrekken informatie daartoe aan de bevoegde markttoezichtautoriteiten of voor het controleren van de conformiteit van diensten verantwoordelijke autoriteiten van de lidstaat waar het product in kwestie in de handel wordt gebracht of de dienst in kwestie wordt verleend.</p> <p>De eerste alinea is niet van toepassing op micro-ondernemingen.</p>	Fundamentele wijziging en onevenredige last	Art. 6 (met uitzondering van § 7)	

Bepalingen van richtlijn 2019/882	Betreft	Bepalingen van de omzettingsordonnantie voor het BHG	Toelichtingen
<p><b>Art. 15</b></p> <p>1. Producten en diensten die voldoen aan geharmoniseerde normen of delen daarvan waarvan de referenties in het Publicatieblad van de Europese Unie zijn bekendgemaakt, worden geacht in overeenstemming te zijn met de toegankelijkheidsvoorschriften van deze richtlijn voor zover deze normen of delen daarvan die voorschriften bestrijken.</p> <p>2. De Commissie verzoekt overeenkomstig artikel 10 van Verordening (EU) nr. 1025/2012 een of meer Europese normalisatieorganisaties om geharmoniseerde normen op te stellen voor de in bijlage I bedoelde producttoegankelijkheidsvoorschriften. De Commissie dient uiterlijk op 28 juni 2021 voor het eerst een dergelijk ontwerpverzoek in bij het betreffende comité.</p> <p>3. De Commissie kan uitvoeringshandelingen vaststellen waarin technische specificaties worden vastgelegd die aan toegankelijkheidsvoorschriften van deze richtlijn voldoen, mits aan navolgende voorwaarden is voldaan :</p> <p>a) in het Publicatieblad van de Europese Unie is geen referentie naar geharmoniseerde normen conform Verordening (EU) nr. 1025/2012 bekendgemaakt, en</p> <p>b) hetzij</p> <p>i) de Commissie heeft een of meer Europese normalisatieorganisaties verzocht een geharmoniseerde norm op te stellen en de normalisatieprocedure loopt buitensporige vertraging op, of geen van de Europese normalisatieorganisaties heeft het verzoek ingewilligd ; hetzij</p> <p>ii) de Commissie kan aantonen dat een technische specificatie voldoet aan de voorschriften van bijlage II van Verordening (EU) nr. 1025/2012, met uitzondering van het voorschrift dat de technische specificaties ontwikkeld moeten zijn door een non-profitorganisatie.</p> <p>Deze uitvoeringshandelingen worden vastgesteld volgens de in artikel 27, lid 2, bedoelde onderzoeksprocedure.</p> <p>4. Producten en diensten die in overeenstemming zijn met de technische specificaties of delen daarvan, worden geacht in overeenstemming te zijn met de toegankelijkheidsvoorschriften van deze richtlijn, voor zover deze technische specificaties of delen daarvan die voorschriften bestrijken.</p>	Vermoeden van conformiteit	Art. 7 (behalve §§ 3 en 4)	
<p><b>Art. 16</b></p> <p>1. De EU-conformiteitsverklaring bevat een vermelding dat is aangetoond dat wordt voldaan aan de toepasselijke toegankelijkheidsvoorschriften. Wanneer bij wijze van uitzondering gebruik is gemaakt van artikel 14, wordt in de EU-conformiteitsverklaring vermeld op welke toegankelijkheidsvoorschriften die uitzondering betrekking heeft.</p> <p>2. De structuur van de EU-conformiteitsverklaring komt overeen met het model in bijlage III bij Besluit nr. 768/2008/EG. De verklaring bevat de elementen die zijn vastgelegd in bijlage IV bij deze richtlijn en wordt voortdurend actueel gehouden. Bij de eisen aan de technische documentatie wordt vermeden dat micro-ondernemingen en kleine en middelgrote ondernemingen zware lasten te dragen krijgen. De EU-conformiteitsverklaring wordt vertaald in de taal of talen die worden voorgeschreven door de lidstaat waar het product in de handel wordt gebracht of op de markt wordt aangeboden.</p> <p>3. Indien voor een product uit hoofde van meer dan één handeling van de Unie een EU-conformiteitsverklaring vereist is, wordt er één EU-conformiteitsverklaring met betrekking tot al die handelingen van de Unie opgesteld. In die verklaring wordt aangegeven om welke handelingen het gaat, en staan de publicatiegegevens vermeld.</p> <p>4. Met het opstellen van de EU-conformiteitsverklaring neemt de fabrikant de verantwoordelijkheid op zich voor de conformiteit van het product met de voorschriften van deze richtlijn.</p>	EU-conformiteitsverklaring van producten	/	Niet omgezet (niet relevant)
<p><b>Art. 17</b></p> <p>De CE-markering is onderworpen aan de algemene beginselen krachtens artikel 30 van Verordening (EG) nr. 765/2008.</p>	Algemene beginselen van de CE-markering van producten	/	Niet omgezet (niet relevant)
<p><b>Art. 18</b></p> <p>1. De CE-markering wordt zichtbaar, leesbaar en onuitwisbaar op het product of op het gegevensplaatje aangebracht. Wanneer dit gezien de aard van het product niet mogelijk of niet gerechtvaardigd is, wordt de markering aangebracht op de verpakking en de begeleidende documenten.</p> <p>2. De CE-markering wordt aangebracht voordat het product in de handel wordt gebracht.</p> <p>3. De lidstaten bouwen voort op bestaande mechanismen om te zorgen voor een juiste toepassing van de voorschriften voor de CE-markering en treffen passende maatregelen in geval van oneigenlijk gebruik van die markering.</p>	Voorschriften en voorwaarden voor het aanbrengen van de CE-markering	/	Niet omgezet (niet relevant)

Bepalingen van richtlijn 2019/882	Betreft	Bepalingen van de omzettingsordonnantie voor het BHG	Toelichtingen
<p><b>Art. 19</b></p> <p>1. Artikel 15, lid 3, de artikelen 16 tot en met 19, artikel 21, de artikelen 23 tot en met 28 en artikel 29, leden 2 en 3, van Verordening (EG) nr. 765/2008 zijn van toepassing op producten.</p> <p>2. Wanneer de marktdeelnemer zich heeft gebaseerd op artikel 14 van deze richtlijn, doen de betrokken markttoezichtautoriteiten bij het uitoefenen van markttoezicht op producten het volgende :</p> <p>a) zij gaan na of de marktdeelnemer de in artikel 14 bedoelde beoordeling heeft uitgevoerd ;</p> <p>b) zij analyseren deze beoordeling en de resultaten ervan, en gaan onder meer na of de criteria van bijlage VI juist zijn toegepast, en</p> <p>c) zij controleren of aan de toepasselijke toegankelijkheidsvoorschriften wordt voldaan.</p> <p>3. De lidstaten zorgen ervoor dat de informatie die de markttoezichtautoriteiten hebben verzameld met betrekking tot de naleving door marktdeelnemers van de toepasselijke, toegankelijkheidsvoorschriften van deze richtlijn en de in artikel 14 bedoelde beoordeling op verzoek in een toegankelijk format aan de consumenten ter beschikking wordt gesteld, tenzij die informatie niet kan worden verstrekt om redenen van vertrouwelijkheid, zoals bedoeld in artikel 19, lid 5, van Verordening (EG) nr. 765/2008.</p>	Markttoezicht op producten	/	Niet omgezet (niet relevant)

Bepalingen van richtlijn 2019/882	Betreft	Bepalingen van de omzettingsordonnantie voor het BHG	Toelichtingen
<p><b>Art. 20</b></p> <p>1. Indien de markttoezichtautoriteiten van een lidstaat voldoende reden hebben om aan te nemen dat een onder deze richtlijn vallend product niet aan de toepasselijke toegankelijkheidsvoorschriften voldoet, voeren zij in het licht van alle in deze richtlijn vastgestelde voorschriften een beoordeling van het betrokken product uit. De betrokken marktdeelnemers verlenen de markttoezichtautoriteiten daartoe volledige medewerking. Indien de markttoezichtautoriteiten bij de in de eerste alinea bedoelde beoordeling vaststellen dat het product niet aan de in deze richtlijn vastgestelde voorschriften voldoet, gelasten zij de betrokken marktdeelnemer onverwijld passende corrigerende maatregelen te treffen om het product binnen een door hen vast te stellen redelijke termijn die evenredig is met de aard van de non-conformiteit, in overeenstemming met deze voorschriften te brengen.</p> <p>Uitsluitend indien de betrokken marktdeelnemer heeft verzuimd om binnen de in de tweede alinea bedoelde termijn adequate corrigerende maatregelen te treffen, schrijven de markttoezichtautoriteiten voor dat hij het product binnen een redelijke extra termijn uit de handel neemt.</p> <p>Artikel 21 van Verordening (EG) nr. 765/2008 is van toepassing op de in de tweede en derde alinea van dit lid genoemde maatregelen.</p> <p>2. Indien de markttoezichtautoriteiten van mening zijn dat de non-conformiteit niet beperkt is tot hun nationale grondgebied, brengen zij de Commissie en de andere lidstaten op de hoogte van de resultaten van de beoordeling en van de maatregelen die zij van de marktdeelnemer hebben verlangd.</p> <p>3. De marktdeelnemer zorgt ervoor dat alle betrokken producten die hij in de Unie op de markt heeft aangeboden aan alle passende corrigerende maatregelen worden onderworpen.</p> <p>4. Indien de betrokken marktdeelnemer niet binnen de in lid 1, derde alinea, bedoelde termijn adequate corrigerende maatregelen treft, treffen de markttoezichtautoriteiten alle passende voorlopige maatregelen om het op hun nationale markten aanbieden van het product te verbieden of te beperken, of om het product daar uit de handel te nemen. De markttoezichtautoriteiten brengen de Commissie en de andere lidstaten onverwijld van deze maatregelen op de hoogte.</p> <p>5. De in lid 4, tweede alinea, bedoelde informatie omvat alle bekende informatie, met name de gegevens die nodig zijn om het non-conforme product te identificeren en om de oorsprong van het product, de aard van de beweerde non-conformiteit en de toegankelijkheidsvoorschriften waar het product niet aan voldoet, de aard en de duur van de nationale maatregelen vast te stellen, evenals de argumenten die door de betrokken marktdeelnemer zijn aangevoerd. De markttoezichtautoriteiten vermelden met name of de non-conformiteit te wijten is aan :</p> <p>a) het niet voldoen van het product aan de toepasselijke toegankelijkheidsvoorschriften ; of</p> <p>b) tekortkomingen in de in artikel 15 bedoelde geharmoniseerde normen of technische specificaties die een vermoeden van conformiteit rechtvaardigen.</p> <p>6. Andere lidstaten dan die welke de procedure krachtens dit artikel heeft ingeleid, brengen de Commissie en de overige lidstaten onverwijld op de hoogte van eventuele door hen getroffen maatregelen, van eventuele aanvullende informatie over de non-conformiteit van het betrokken product waarover zij beschikken, en — indien zij het niet eens zijn met de ter kennis gebrachte nationale maatregel — van hun bezwaren.</p> <p>7. Wanneer een lidstaat of de Commissie binnen drie maanden na ontvangst van de in lid 4, tweede alinea, bedoelde informatie geen bezwaar tegen een voorlopige maatregel van een lidstaat heeft aangetekend, wordt die maatregel geacht gerechtvaardigd te zijn.</p> <p>8. De lidstaten zorgen ervoor dat ten aanzien van het betrokken product onverwijld passende beperkende maatregelen worden getroffen, zoals het uit de handel nemen van het product.</p>	Procedure op nationaal niveau voor producten die niet voldoen aan de toepasselijke toegankelijkheidsvoorschriften	/	Niet omgezet (niet relevant)

Bepalingen van richtlijn 2019/882	Betreft	Bepalingen van de omzettingsordonnantie voor het BHG	Toelichtingen
<p><b>Art. 21</b></p> <p>1. Indien er na voltooiing van de procedure van artikel 20, leden 3 en 4, bezwaren tegen een maatregel van een lidstaat worden ingebracht, of de Commissie redelijke aanwijzingen heeft dat een nationale maatregel in strijd is met het Unierecht, treedt de Commissie onverwijld in overleg met de lidstaten en de betrokken marktdeelnemer(s) en voert zij een evaluatie van de nationale maatregel uit. Aan de hand van die evaluatie besluit de Commissie of de nationale maatregel al dan niet gerechtvaardigd is. De Commissie richt haar besluit tot alle lidstaten en brengt de lidstaten en de betrokken marktdeelnemer(s) daarvan onmiddellijk op de hoogte.</p> <p>2. Indien de in lid 1 bedoelde nationale maatregel gerechtvaardigd wordt geacht, treffen alle lidstaten de nodige maatregelen om het non-conforme product uit de handel te nemen en stellen zij de Commissie daarvan in kennis. Indien de nationale maatregel niet gerechtvaardigd wordt geacht, trekt de betrokken lidstaat de maatregel in.</p> <p>3. Indien de in lid 1 van dit artikel bedoelde nationale maatregel gerechtvaardigd wordt geacht en de non-conformiteit van het product wordt toegeschreven aan tekortkomingen in de geharmoniseerde normen zoals bedoeld in artikel 20, lid 5, onder b), past de Commissie de procedure van artikel 11 van Verordening (EU) nr. 1025/2012 toe.</p> <p>4. Indien de in lid 1 van dit artikel bedoelde nationale maatregel gerechtvaardigd wordt geacht en de non-conformiteit van het product wordt toegeschreven aan tekortkomingen in de technische specificaties zoals bedoeld in artikel 20, lid 5, onder b), stelt de Commissie onverwijld uitvoeringshandelingen tot wijziging of intrekking van de betrokken technische specificatie vast. Die uitvoeringshandelingen worden vastgesteld volgens de in artikel 27, lid 2, bedoelde onderzoeksprocedure.</p>	Vrijwaringsprocedure van de Unie	/	Niet omgezet (niet relevant)
<p><b>Art. 22</b></p> <p>1. Onverminderd artikel 20 verlangt een lidstaat, wanneer hij een van de volgende feiten vaststelt, van de betrokken marktdeelnemer dat deze een einde aan de non-conformiteit maakt :</p> <p>a) de CE-markering is in strijd met artikel 30 van Verordening (EG) nr. 765/2008 of artikel 18 van deze richtlijn aangebracht ;</p> <p>b) de CE-markering is niet aangebracht ;</p> <p>c) er is geen EU-conformiteitsverklaring opgesteld ;</p> <p>d) de EU-conformiteitsverklaring is niet correct opgesteld ;</p> <p>e) de technische documentatie is niet beschikbaar of onvolledig ;</p> <p>f) de in artikel 7, lid 6, of artikel 9, lid 4, bedoelde gegevens ontbreken, zijn onjuist of zijn onvolledig ;</p> <p>g) er wordt niet voldaan aan een ander administratief voorschrift van artikel 7 of artikel 9.</p> <p>2. Indien de in lid 1 bedoelde non-conformiteit voortduurt, treft de betrokken lidstaat alle passende maatregelen om het op de markt aanbieden van het product te beperken of te verbieden, of om ervoor te zorgen dat het product uit de handel wordt genomen.</p>	Formele non-conformiteit	/	Niet omgezet (niet relevant)
<p><b>Art. 23</b></p> <p>1. De lidstaten zorgen voor de vaststelling, uitvoering en periodieke actualisering van geschikte procedures om :</p> <p>a) conformiteit van de diensten met de voorschriften van deze richtlijn, met inbegrip van de in artikel 14 bedoelde beoordeling waarvoor artikel 19, lid 2, van overeenkomstige toepassing is, te controleren ;</p> <p>b) actie te ondernemen naar aanleiding van klachten of meldingen over kwesties in verband met diensten die niet in overeenstemming zijn met de toegankelijkheidsvoorschriften van deze richtlijn ;</p> <p>c) te controleren of de marktdeelnemer de nodige corrigerende maatregelen heeft getroffen.</p> <p>2. De lidstaten wijzen de autoriteiten aan die verantwoordelijk zijn voor de uitvoering van de in lid 1 bedoelde procedures met betrekking tot de conformiteit van diensten. De lidstaten zien erop toe dat het publiek op de hoogte is van het bestaan, de verantwoordelijkheden, de identiteit, en de werkzaamheden en besluiten van de in de eerste alinea bedoelde autoriteiten. Deze autoriteiten stellen die informatie op verzoek in toegankelijke formats beschikbaar.</p>	Conformiteit van diensten	Art. 10, 11, 12, 16 Art. 9, 14	
<p><b>Art. 24</b></p> <p>1. Voor de in artikel 2 van deze richtlijn bedoelde producten en diensten vormen de in bijlage I daarbij vermelde toegankelijkheidsvoorschriften verplichte toegankelijkheidsvoorschriften in de zin van artikel 42, lid 1, van Richtlijn 2014/24/EU en van artikel 60, lid 1, van Richtlijn 2014/25/EU.</p> <p>2. Producten en diensten waarvan de kenmerken, onderdelen en functies aan de overeenkomstig afdeling VI van bijlage I vastgestelde toegankelijkheidsvoorschriften in bijlage I van deze richtlijn voldoen, worden voor wat deze kenmerken, onderdelen en functies betreft geacht te voldoen aan de desbetreffende verplichtingen inzake toegankelijkheid krachtens andere Uniehandelingen dan deze richtlijn, tenzij in die andere handelingen anders wordt bepaald.</p>	Toegankelijkheidsvoorschriften in andere handelingen van de Unie	Art. 5 Art. 7	

Bepalingen van richtlijn 2019/882	Betreft	Bepalingen van de omzettingsordonnantie voor het BHG	Toelichtingen
<p><b>Art. 25</b> Conformiteit met geharmoniseerde normen en technische specificaties, of delen daarvan, die zijn vastgesteld overeenkomstig artikel 15, leiden tot een vermoeden van overeenstemming met artikel 24 voor zover deze normen en technische specificaties of delen daarvan aan de toegankelijkheidsvoorschriften van deze richtlijn voldoen.</p>	Geharmoniseerde normen en technische specificaties voor andere handelingen van de Unie	/	Niet omgezet (niet relevant)
<p><b>Art. 26</b> 1. De bevoegdheid om gedelegeerde handelingen vast te stellen, wordt aan de Commissie toegekend onder de in dit artikel neergelegde voorwaarden. 2. De in artikel 4, lid 9, bedoelde bevoegdheid om gedelegeerde handelingen vast te stellen, wordt aan de Commissie toegekend voor onbepaalde tijd met ingang van 27 juni 2019. De in artikel 12, lid 3, en artikel 14, lid 7, bedoelde bevoegdheid om gedelegeerde handelingen vast te stellen, wordt aan de Commissie toegekend voor een termijn van vijf jaar met ingang van 27 juni 2019. De Commissie stelt uiterlijk negen maanden voor het einde van de termijn van vijf jaar een verslag over de bevoegdheidsdelegatie op. De bevoegdheidsdelegatie wordt stilzwijgend met termijnen van dezelfde duur verlengd, tenzij het Europees Parlement of de Raad zich uiterlijk drie maanden voor het einde van elke termijn tegen deze verlenging verzet. 3. Het Europees Parlement of de Raad kan de in artikel 4, lid 9, artikel 12, lid 3, en artikel 14, lid 7, bedoelde bevoegdheidsdelegatie te allen tijde intrekken. Het besluit tot intrekking beëindigt de delegatie van de in dat besluit genoemde bevoegdheid. Het wordt van kracht op de dag na die van de bekendmaking ervan in het Publicatieblad van de Europese Unie of op een daarin genoemde latere datum. Het laat de geldigheid van de reeds van kracht zijnde gedelegeerde handelingen onverlet. 4. Vóór de vaststelling van een gedelegeerde handeling raadpleegt de Commissie de door elke lidstaat aangewezen deskundigen overeenkomstig de beginselen die zijn neergelegd in het Interinstitutioneel Akkoord van 13 april 2016 over beter wetgeven. 5. Zodra de Commissie een gedelegeerde handeling heeft vastgesteld, doet zij daarvan gelijktijdig kennisgeving aan het Europees Parlement en de Raad. 6. Een overeenkomstig artikel 4, lid 9, artikel 12, lid 3, en artikel 14, lid 7, vastgestelde gedelegeerde handeling treedt alleen in werking indien het Europees Parlement noch de Raad daartegen binnen een termijn van twee maanden na de kennisgeving van de handeling aan het Europees Parlement en aan de Raad bezwaar heeft gemaakt, of indien zowel het Europees Parlement als de Raad voor het verstrijken van die termijn de Commissie hebben medegedeeld dat zij daartegen geen bezwaar zullen maken. Die termijn wordt op initiatief van het Europees Parlement of de Raad met twee maanden verlengd.</p>	Uitoefening van de bevoegdheidsdelegatie	/	Niet omgezet (niet relevant)
<p><b>Art. 27</b> 1. De Commissie wordt bijgestaan door een comité. Dat comité is een comité in de zin van Verordening (EU) nr. 182/2011. 2. Wanneer naar dit lid wordt verwezen, is artikel 5 van Verordening (EU) nr. 182/2011 van toepassing.</p>	Comitéprocedure	/	Niet omgezet (niet relevant)
<p><b>Art. 28</b> De Commissie richt een werkgroep op bestaande uit vertegenwoordigers van de markttoezichtautoriteiten en van autoriteiten die verantwoordelijk zijn voor de conformiteit van diensten alsmede uit belanghebbenden, daaronder begrepen vertegenwoordigers van belangenorganisaties van personen met een handicap. De werkgroep heeft tot taak : a) de uitwisseling van informatie en beste praktijken tussen de autoriteiten en de relevante belanghebbenden te bevorderen ; b) de samenwerking tussen autoriteiten en relevante belanghebbenden te bevorderen wat betreft de uitvoering van deze richtlijn, met het oog op een meer samenhangende toepassing van de toegankelijkheidsvoorschriften van deze richtlijn en de nauwgezette monitoring van de uitvoering van artikel 14, en c) advies te verstrekken, met name aan de Commissie, in het bijzonder over de uitvoering van de artikelen 4 en 14.</p>	Werkgroep	/	Niet omgezet (niet relevant)

Bepalingen van richtlijn 2019/882	Betreft	Bepalingen van de omzettings-ordonnantie voor het BHG	Toelichtingen
<p><b>Art. 29</b></p> <p>1. De lidstaten zorgen ervoor dat er passende en doeltreffende middelen beschikbaar zijn om te waarborgen dat de bepalingen van deze richtlijn worden nageleefd.</p> <p>2. De in lid 1 bedoelde middelen omvatten :</p> <p>a) bepalingen waarbij een consument zich krachtens nationaal recht tot de rechter of de bevoegde administratieve instanties kan wenden om te bewerkstelligen dat de nationale bepalingen waarin deze richtlijn is omgezet, worden nageleefd ;</p> <p>b) bepalingen waarbij overheidsorganen of particuliere verenigingen, organisaties of andere juridische entiteiten die er een legitiem belang bij hebben dat deze richtlijn wordt nageleefd, krachtens nationaal recht namens of ter ondersteuning van de eiser en met diens toestemming, bij de rechter of de bevoegde administratieve instanties gerechtelijke of administratieve procedures kunnen aanspannen die voor de handhaving van de verplichtingen krachtens deze richtlijn beschikbaar zijn.</p> <p>3. Dit artikel is niet van toepassing op aanbestedingsprocedures die onder Richtlijn 2014/24/EU of Richtlijn 2014/25/EU vallen.</p>	Handhaving	Art. 9-10 Art. 10 Art. 13	
<p><b>Art. 30</b></p> <p>1. De lidstaten stellen de regels vast inzake de sancties die van toepassing zijn op inbreuken op de krachtens deze richtlijn vastgestelde nationale bepalingen en treffen alle nodige maatregelen opdat zij worden toegepast.</p> <p>2. De aldus vastgestelde sancties moeten doeltreffend, evenredig en afschrikkend zijn. Deze sancties gaan in geval van niet-naleving door de marktdeelnemer tevens gepaard met doeltreffende herstelmaatregelen.</p> <p>3. De lidstaten stellen de Commissie onverwijld in kennis van deze regels en maatregelen alsmede van alle eventuele latere wijzigingen ervan.</p> <p>4. Bij de sancties moet rekening worden gehouden met de mate van niet-naleving, die mede gebaseerd is op de ernst en het aantal betrokken non-conforme producten of diensten alsmede op het aantal getroffen personen.</p> <p>5. Dit artikel is niet van toepassing op aanbestedingsprocedures die onder Richtlijn 2014/24/EU of Richtlijn 2014/25/EU vallen.</p>	Sancties	Art. 17-20	
<p><b>Art. 31</b></p> <p>1. De lidstaten stellen de nodige wettelijke en bestuursrechtelijke bepalingen vast om aan deze richtlijn te voldoen en maken deze uiterlijk op 28 juni 2022 bekend. Zij delen de Commissie de tekst van die bepalingen onverwijld mede.</p> <p>2. Zij passen deze bepalingen vanaf 28 juni 2025 toe.</p> <p>3. De lidstaten kunnen in afwijking van lid 2 van dit artikel de verplichtingen krachtens artikel 4, lid 8, uiterlijk met ingang van 28 juni 2027 toepassen.</p> <p>4. Wanneer de lidstaten die bepalingen vaststellen, wordt in die bepalingen zelf of bij de officiële bekendmaking ervan naar deze richtlijn verwezen. De regels voor de verwijzing worden vastgesteld door de lidstaten.</p> <p>5. De lidstaten delen de Commissie de tekst van de belangrijkste bepalingen van intern recht mee die zij op het onder deze richtlijn vallende gebied vaststellen.</p> <p>6. Lidstaten die gebruikmaken van de in artikel 4, lid 4, geboden mogelijkheid, delen de Commissie de tekst van de belangrijkste bepalingen van intern recht mee die zij vaststellen om dat doel te verwezenlijken en brengen aan de Commissie verslag uit over de voortgang bij de uitvoering ervan.</p>	Omzetting	Art. 22	
<p><b>Art. 32</b></p> <p>1. Onverminderd lid 2 van dit artikel, voorzien de lidstaten in een overgangsperiode die afloopt op 28 juni 2030 waarin dienstverleners hun diensten mogen blijven verlenen met gebruikmaking van de producten die zij voor deze datum al rechtmatig gebruikten bij het verlenen van vergelijkbare diensten.</p> <p>Dienstverleningscontracten die gesloten zijn vóór 28 juni 2025 kunnen ongewijzigd blijven doorlopen totdat zij verstrijken, evenwel uiterlijk tot vijf jaar na die datum.</p> <p>2. De lidstaten kunnen bepalen dat zelfbedieningsterminals die dienstverleners vóór 28 juni 2025 rechtmatig gebruikten voor het verlenen van diensten, tot het eind van hun economische levensduur maar niet langer dan 20 jaar na hun ingebruikname gebruikt mogen worden bij het leveren van vergelijkbare diensten.</p>	Overgangsmaatregelen	Art. 21	

Bepalingen van richtlijn 2019/882	Betreft	Bepalingen van de omzettingsordonnantie voor het BHG	Toelichtingen
<p><b>Art. 33</b></p> <p>1. Uiterlijk op 28 juni 2030, en vervolgens om de vijf jaar, legt de Commissie een verslag over de toepassing van deze richtlijn voor aan het Europees Parlement, aan de Raad, aan het Europees Economisch en Sociaal Comité en aan het Comité van de Regio's.</p> <p>2. In de verslagen wordt, uit het oogpunt van de sociale, economische en technologische ontwikkelingen, onder meer aandacht besteed aan de ontwikkelingen op het gebied van de toegankelijkheid van producten en diensten, mogelijke technologische lock-in of belemmeringen voor innovatie en de effecten van deze richtlijn op marktdeelnemers en op personen met een handicap. In de verslagen wordt voor zover mogelijk tevens beoordeeld of de uiteenlopende toegankelijkheidsvoorschriften voor de bebouwde omgeving van diensten voor personenvervoer, bankdiensten voor consumenten en klantenservicebalies in winkels van aanbieders van elektronischecommunicatiediensten mede dankzij de toepassing van artikel 4, lid 4, onderling zijn aangepast, met het oog op geleidelijke onderlinge aanpassing daarvan aan de toegankelijkheidsvoorschriften in bijlage III.</p> <p>In de verslagen wordt tevens beoordeeld of de toepassing van deze richtlijn, met name van de vrijwillige bepalingen daarvan, heeft bijgedragen tot onderlinge aanpassing van toegankelijkheidsvoorschriften voor de bebouwde omgeving in de gedaante van werken krachtens Richtlijn 2014/23/EU van het Europees Parlement en de Raad (35), Richtlijn 2014/24/EU en Richtlijn 2014/25/EU.</p> <p>Voorts wordt in de verslagen ingegaan op de gevolgen van de toepassing van artikel 14 van deze richtlijn voor het functioneren van de interne markt, indien beschikbaar onder meer op basis van informatie die ontvangen is overeenkomstig artikel 14, lid 8, en daarnaast op de vrijstellingen voor micro-ondernemingen. In de verslagen wordt aangegeven of de doelstellingen van deze richtlijn zijn gerealiseerd en of het dienstig zou zijn om nieuwe producten en diensten op te nemen, of om bepaalde producten of diensten van het toepassingsgebied van de richtlijn uit te sluiten. Daarnaast wordt, indien mogelijk, met het oog op eventuele herziening van deze richtlijn in kaart gebracht welke mogelijkheden tot lastenverlichting er zijn.</p> <p>De Commissie stelt zo nodig passende maatregelen voor, met inbegrip van eventuele maatregelen van wetgevende aard.</p> <p>3. De lidstaten verstrekken de Commissie tijdig alle informatie die de Commissie voor het opstellen van deze verslagen nodig heeft.</p> <p>4. De Commissie houdt in haar verslagen rekening met de standpunten van de economisch belanghebbenden en van betrokken niet-gouvernementele organisaties, waaronder organisaties van personen met een handicap.</p>	Verslag en evaluatie	/	Niet omgezet (niet relevant)
Bijlage I.	Toegankelijkheidsvoorschriften voor producten en diensten	Bijlage 1	
Bijlage II.	Indicatieve niet-bindende voorbeelden van mogelijke oplossingen die bijdragen aan de naleving van de toegankelijkheidsvoorschriften in bijlage I	/	Niet omgezet (niet relevant)
Bijlage III.	Toegankelijkheidsvoorschriften voor de toepassing van artikel 4, lid 4, betreffende de bebouwde omgeving waar de onder deze richtlijn vallende diensten verleend worden	/	Niet omgezet (niet relevant)
Bijlage IV.	Procedures voor conformiteitsbeoordeling — producten	/	Niet omgezet (niet relevant)
Bijlage V.	Informatie over diensten die aan toegankelijkheidsvoorschriften voldoen	Bijlage II	

<b>Bepalingen van richtlijn 2019/882</b>	<b>Betreft</b>	<b>Bepalingen van de omzettingsordonnantie voor het BHG</b>	<b>Toelichtingen</b>
Bijlage VI.	Criteria voor de beoordeling van onevenredige last	Bijlage III	

**Annexe 5**  
**Tableau de concordance [B]**  
**Région de Bruxelles-Capitale – Ordonnance**  
**du xx/xx/xxxx relative à l’accessibilité**  
**des terminaux en libre-service interactifs**  
**des transports urbains et régionaux :**  
**transposition de la directive 2019/882**

**Bijlage 5**  
**Overeenstemmingstabel [B]**  
**Brussels Hoofdstedelijk Gewest – Ordonnantie**  
**van xx/xx/xxxx betreffende de toegankelijkheid**  
**van de interactieve zelfbedieningsterminals**  
**van het stedelijk en gewestelijk vervoer:**  
**omzetting van richtlijn 2019/882**

<b>Dispositions l’ordonnance</b> <b>assurant la transposition en RBC</b>	<b>Objet</b>	<b>Dispositions de la</b> <b>Directive 2019/882</b>	<b>Commentaires</b>
<b>Bepalingen van de omzettings-</b> <b>ordonnantie voor het BHG</b>	<b>Betreft</b>	<b>Bepalingen van</b> <b>richtlijn 2019/882</b>	<b>Toelichtingen</b>
Art. 1.	Objet / Betreft	/	
Art. 2.	Transposition / Omzetting	/	
Art. 3.	Définitions / Definities	Art. 3	
Art. 4.	Champ d’application / Toepassingsgebied	Art. 2 (§2 c) v)	
Art. 5.	Exigences d’accessibilité / Toegankelijkheidsvoorschriften	Art. 4, 24	+ Annexe I / + Bijlage I
Art. 6.	Exemptions / Vrijstellingen	Art. 14	+ Annexe VI / + Bijlage VI
Art. 7.	Présomption de conformité / Vermoeden van conformiteit	Art. 15 + Art. 24 §2	
Art. 8.	Obligations des prestataires de services / Verplichtingen van dienstverleners	Art. 13	+ Annexe V / + Bijlage V
Art. 9.	Autorité compétente / Bevoegde overheid	Art. 23 §2	
Art. 10.	Introduction d’une plainte / Indiening van een klacht	Art. 29 §2.1 + Art. 23 §1	
Art. 11.	Procédure suivi plainte / Klachtopvolging	Art. 23 §1	
Art. 12.	Procédure suivi plainte / Klachtopvolging	Art. 23 §1	
Art. 13.	Représentation lors du dépôt d’une plainte / Vertegenwoordiging bij klachtindiening	Art. 29 §2.2	
Art. 14.	Service de contrôle / Controledienst	Art. 23 §2	
Art. 15.	Service de contrôle : personnel / Controledienst: personeel	Art. 23 §2	
Art. 16.	Procédure / Procedure	Art. 23 §1	
Art. 17.	Sanctions administratives : principes / Administratieve sancties: principes	Art. 30	
Art. 18.	Sanctions administratives : procédure / Administratieve sancties: procedure	Art. 30	
Art. 19.	Sanctions administratives : procédure / Administratieve sancties: procedure	Art. 30	
Art. 20.	Sanctions administratives : recours / Administratieve sancties: beroep	Art. 30	
Art. 21.	Dispositions transitoires / Overgangsbepalingen	Art. 32	
Art. 22.	Transposition délai / Omzettingstermijn	Art. 31	
Annexe I. / Bijlage I.	Exigences en matière d’accessibilité des terminaux en libre-service des opérateurs de transport urbains et régionaux / Toegankelijkheidsvoorschriften voor de interactieve zelfbedieningsterminals van het stads- en streekvervoer	Annexe I / Bijlage I	
Annexe II. / Bijlage II.	Informations sur les services conformes aux exigences en matière d’accessibilité / Informatie over diensten conform de toegankelijkheidsvoorschriften	Annexe V / Bijlage V	
Annexe III. / Bijlage III.	Critères d’évaluation du caractère disproportionné de la charge / Criteria voor de beoordeling van onevenredige last	Annexe VI / Bijlage VI	

**Annexe 6**  
**Directive 2019/882**

**Bijlage 6**  
**Richtlijn 2019/882**

<b>Dispositions de la directive</b> — <b>Bepalingen van de richtlijn</b>	<b>Compétence régionale ? (oui/non)</b> — <b>Regionale bevoegdheid? (ja/nee)</b>	<b>Dispositions régionales (existantes, à adopter,...)</b> — <b>Regionale bepalingen (bestaande, aan te nemen, ...)</b>	<b>Transposition (en ordre, texte à adopter, texte à modifier,...)</b> — <b>Omzetting (in volgorde, aan te nemen tekst, te wijzigen tekst, ...)</b>
Art. 1	Non / Geen	/	/
Art. 2	Oui / Ja	à adopter / aan te nemen	à adopter / aan te nemen
Art. 3	Oui / Ja	à adopter / aan te nemen	à adopter / aan te nemen
Art. 4	Oui / Ja	à adopter / aan te nemen	à adopter / aan te nemen
Art. 5	Non / Geen	/	/
Art. 6	Non / Geen	/	/
Art. 7	Non / Geen	/	/
Art. 8	Non / Geen	/	/
Art. 9	Non / Geen	/	/
Art. 10	Non / Geen	/	/
Art. 11	Non / Geen	/	/
Art. 12	Non / Geen	/	/
Art. 13	Oui / Ja	à adopter / aan te nemen	à adopter / aan te nemen
Art. 14	Oui / Ja	à adopter / aan te nemen	à adopter / aan te nemen
Art. 15	Oui / Ja	à adopter / aan te nemen	à adopter / aan te nemen
Art. 16	Non / Geen	/	/
Art. 17	Non / Geen	/	/
Art. 18	Non / Geen	/	/
Art. 19	Non / Geen	/	/
Art. 20	Non / Geen	/	/
Art. 21	Non / Geen	/	/
Art. 22	Non / Geen	/	/
Art. 23	Oui / Ja	à adopter / aan te nemen	à adopter / aan te nemen
Art. 24	Oui / Ja	à adopter / aan te nemen	à adopter / aan te nemen
Art. 25	Oui / Ja	à adopter / aan te nemen	à adopter / aan te nemen
Art. 26	Non / Geen	/	/
Art. 27	Non / Geen	/	/
Art. 28	Non / Geen	/	/
Art. 29	Oui / Ja	à ne pas adopter / niet aan te nemen	/
Art. 30	Oui / Ja	à adopter / aan te nemen	à adopter / aan te nemen
Art. 31	Non / Geen	/	/
Art. 32	Oui / Ja	à adopter / aan te nemen	à adopter / aan te nemen
Art. 33	Non / Geen	/	/
Annexe I / Bijlage I	Oui / Ja	à adopter / aan te nemen	à adopter / aan te nemen
Annexe II / Bijlage II	Oui / Ja	à ne pas adopter / niet aan te nemen	/
Annexe III / Bijlage III	Oui / ja	à ne pas adopter / niet aan te nemen	/
Annexe IV / Bijlage IV	Non / Geen	/	/
Annexe V / Bijlage V	Oui / Ja	à adopter / aan te nemen	à adopter / aan te nemen